



Institut d'études politiques de Lille

Master en Affaires Publiques en Europe

Année universitaire 2024 - 2025

Les relations énergétiques russo-européennes

*La redéfinition de la stratégie énergétique européenne à l'égard de la
Russie*

Clarisse Hervé

Mémoire de master dirigé par **Guillaume Bagayoko**

Docteur en science politique de l'Université de Lille, chercheur associé
au CERAPS et à l'IFSRA et enseignant à l'Institut d'études politiques de
Lille.

Je soussignée, Clarisse HERVÉ, déclare sur l'honneur que ce mémoire de recherche est le fruit d'un travail personnel, et que je n'ai ni contrefait, ni falsifié, ni copié tout ou partie de l'œuvre d'autrui. Toutes les sources d'informations utilisées et les citations ont été mentionnées conformément aux usages en vigueur.

ABSTRACT

Ce mémoire interroge la manière dont l'Union européenne redéfinit sa stratégie énergétique à l'égard de la Russie depuis 2006. En mobilisant une approche théorique combinant réalisme et technopolitique, ce travail montre que la technique est un vecteur de pouvoir dans les relations internationales. Il s'agit aussi d'analyser l'UE comme un acteur géopolitique qui intègre l'énergie dans sa politique extérieure pour défendre ses intérêts. Notre recherche mobilise aussi des entretiens réalisés avec des experts.

Nous cherchons à répondre à la problématique suivante : Comment la stratégie énergétique déployée par l'Union européenne à l'égard de la Russie a-t-elle évolué depuis 2006 ? Dans le cadre de cette stratégie, l'attitude de l'UE devient-elle davantage proactive en mobilisant la technique pour regagner du pouvoir dans le rapport de force qui sous-tend les relations énergétiques russo-européennes ?

Confirmant les hypothèses initiales, nous avons conclu que depuis 2006, la stratégie énergétique de l'UE s'est construite au fil des crises énergétiques orchestrées par la Russie. En réponse au chantage énergétique russe, l'UE tente de reprendre le contrôle sur les infrastructures énergétiques afin de rééquilibrer le rapport de force avec la Russie. La guerre en Ukraine vient accélérer grandement ce processus et marque une rupture dans les relations énergétiques Russo-européennes. L'UE adopte alors une attitude davantage proactive à partir de 2022, qui consiste à réorganiser le système énergétique européen pour se détacher de l'énergie russe.

Mots clés : Sécurité énergétique, pouvoir, relations énergétiques Russo-européennes, stratégie

REMERCIEMENTS

Merci à mon directeur de mémoire, Guillaume Bagayoko, pour sa disponibilité et ses précieux conseils tout au long de ce parcours.

Merci aux personnes qui ont accepté de m'accorder un entretien pour ce mémoire.

Merci à ma mère, Nadège Hervé, pour sa relecture avisée.

SOMMAIRE

ABSTRACT	3
REMERCIEMENTS	4
SOMMAIRE	5
LISTE DES ACRONYMES	6
INTRODUCTION	7
Entrée en matière	7
Termes et cadrage	9
État de l’art et valeur ajoutée	12
Problématisation et hypothèses	15
Méthodologie	16
Annonce de plan.....	19
1 Chapitre théorique : Pouvoir, énergie, économie et technique dans les relations russo-européennes.....	20
1.1 Un cadre réaliste et néoréaliste.....	20
1.2 Le pouvoir “technopolitique” dans les relations énergétiques	29
1.3 L’économie au service du pouvoir : le cas ambigu des sanctions économiques	34
2 Chapitre : Les relations énergétiques russo-européennes jusqu’à la guerre en Ukraine.....	39
2.1 Une relation énergétique fondée sur l’interdépendance	40
2.2 L’Europe à court d’énergie : les crises russo-ukrainiennes.....	45
2.3 Le marché au service des objectifs géopolitiques de l’UE.....	55
2.4 La géopolitique des gazoducs.....	57
2.5 La mise en place de la crise énergétique à l’approche de la guerre en Ukraine	64
2.6 Conclusion du chapitre	65
3 Chapitre : La réorganisation du système énergétique européen depuis la guerre en Ukraine ..	67
3.1 Les premières réactions européennes.....	67
3.2 La diversification des partenaires énergétiques gaziers.....	71
3.3 Des sanctions énergétiques renforcées.....	80
3.4 La décarbonation.....	83
3.5 Les interconnexions entre États membres.....	87
3.6 La réduction de la demande.....	90
3.7 La feuille de route de mai 2025 : les améliorations à venir.	91
3.8 Conclusion du chapitre	94
Conclusion	97

LISTE DES ACRONYMES

AELE : Association européenne de libre-échange

BEMIP: Baltic Energy Market Interconnection Plan

DG ENER : Direction générale de l'énergie

EEE : Espace économique européen

FSRU : *Floating Storage and Regasification Unit* / Unité flottante de stockage et de regazéification

G7 : Groupe des Sept

GNL : Gaz naturel liquéfié

IFRI : Institut français des relations internationales

IGB : Interconnecteur Grèce - Bulgarie

MENA : Moyen-Orient et Afrique du Nord

MIE : Mécanisme pour les interconnexions en Europe

MMC : Milliard de mètres cubes

NSEC : North Sea Energy Cooperation

OTAN : Organisation du Traité de l'Atlantique Nord

PEER : Programme énergétique européen pour la relance

PIC : Projets d'intérêts communs

RFA : République fédérale d'Allemagne

SEAE : Service européen pour l'action extérieure

TFUE : Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne

UE : Union européenne

URSS : Union des républiques socialistes soviétiques

INTRODUCTION

Entrée en matière

Ursula von der Leyen déclare : « Il ne s'agit pas seulement d'une guerre menée par la Russie contre l'Ukraine. Il s'agit d'une guerre contre notre sécurité énergétique, contre notre économie, contre nos valeurs et contre notre avenir. Une guerre de l'autocratie contre la démocratie. Et je me tiens ici, devant vous, animée de la conviction que, grâce à notre courage et à notre solidarité, Poutine échouera et que l'Europe vaincra. » ¹

La guerre en Ukraine est multidimensionnelle. Militairement, elle est livrée sur le territoire ukrainien ; économiquement, elle a lieu entre la Russie et l'Occident ; en matière de sécurité alimentaire, elle se joue dans l'hémisphère Sud ; et en termes de non-prolifération, elle est mondiale. Dans sa dimension énergétique, la guerre se livre avant tout en Europe, ce qui s'explique par la relation d'interdépendance énergétique entre les deux acteurs. ²

« La guerre de Poutine déstabilise fortement le marché mondial de l'énergie. Elle révèle, d'une part, à quel point nous sommes dépendants des combustibles fossiles importés. Mais elle montre aussi à quel point notre dépendance à l'égard de la Russie pour nos importations de combustibles fossiles nous rend vulnérables. Il nous faut donc réduire le plus rapidement possible notre dépendance à l'égard des combustibles fossiles russes. [...]. Nous avons donc présenté aujourd'hui notre plan pour réaliser ces objectifs. Ce plan que nous avons baptisé REPowerEU. » ³

En effet, l'Europe est grandement dépendante de la Russie. En 2021, cette dernière fournit plus de 40% de la consommation totale de gaz de l'UE et représente également 27% des importations de pétrole et 46% des importations de charbon. ⁴

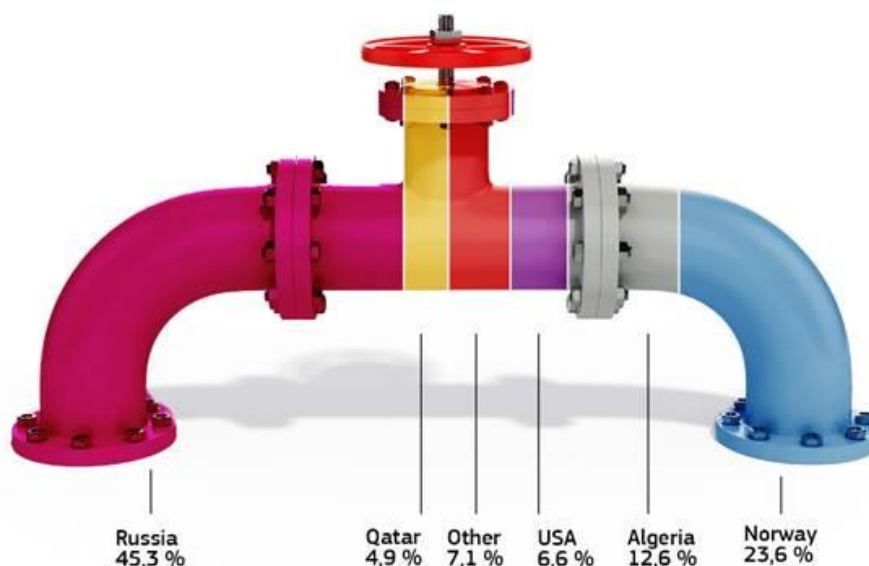
¹ Ursula von der Leyen, « Discours sur l'État de l'Union 2022 de la présidente von der Leyen », Strasbourg, Site officiel de l'UE, 14 septembre 2022, [Discours sur l'État de l'Union 2022 de la présidente von der Leyen - Commission européenne](#), (consulté le 20 avril 2025)

² Nathalie Tocci, « La sécurité et la transition énergétique européennes sont les deux faces de la même médaille », Revue Défense Nationale, n°861, juin 2023, p.20

³ Ursula von der Leyen, « Déclaration de la présidente von der Leyen sur les propositions de la Commission concernant REPower EU », Bruxelles, Site de la Commission européenne, 18 mai 2022, [Déclaration à la presse de la Présidente sur les propositions de la Commission](#), (consulté le 2 avril 2025)

⁴ COMMISSION EUROPÉENNE, REPowerEU : Action européenne conjointe pour une énergie plus abordable, sûre et durable, Strasbourg, 8 mars 2022, COM(2022) 108 final, 19p

Principaux partenaires énergétiques gaziers de l'UE en 2021 :



Source : Commission européenne ⁵

L'Europe de l'énergie fut longtemps impuissante à cause du facteur russe. Tandis que l'Allemagne nouait des liens énergétiques forts avec la Russie, les pays Baltes et d'Europe de l'Est alertaient sur le danger Russe. La position de ces derniers était difficilement audible pour les autres États membres tant le prix du gaz russe était imbattable. En effet, Vladimir Poutine a volontairement inondé l'Europe de gaz russe à des prix attractifs au point que les importations ont continué à augmenter après l'invasion de la Crimée en 2014. L'argument économique était doublé d'un rappel historique : l'approvisionnement russe a toujours été assuré, y compris pendant les moments les plus critiques de la guerre froide. ⁶

Tous ces arguments ont volé en éclats avec l'arrêt brutal des livraisons à travers le gazoduc Nord Stream 1 reliant la Russie à l'Allemagne en 2022. Les prix déjà hauts, portés par la reprise mondiale post-pandémie, se sont envolés : ils ont culminé à 300 euros le mégawattheure en août 2022, sous l'effet conjugué de l'instabilité de l'approvisionnement russe et de la forte demande en Europe pour le remplissage des stocks d'hiver. L'invasion de l'Ukraine par la Russie a ouvert la voie à de nouvelles perspectives d'indépendance énergétique européenne. L'Union européenne a pris, dès le mois de mars 2022, la décision

⁵ Ibid

⁶ Revol, Adina, *Rompre avec la Russie, Le réveil énergétique européen*, Odile Jacob, 2024, p.1-10

historique de se détacher rapidement du gaz russe et de se libérer de sa dépendance envers un fournisseur déloyal qui utilise l'énergie comme une arme politique.⁷

C'est un chamboulement dans les relations énergétiques car cette désintoxication historique lève l'hypothèse du chantage Russe sur l'Union européenne. Vladimir Poutine pensait que l'Union européenne ne pouvait pas rompre avec la Russie à cause de sa forte dépendance énergétique. Il a sans doute été conforté par les réactions énergétiques limitées après l'invasion de la Crimée. Il pensait aussi que l'Union ne saurait garder son unité, tant certains États, au premier rang desquels l'Allemagne, mais aussi l'Italie, la Hongrie ou la Bulgarie, étaient très dépendants des importations russes.⁸

Or nous sommes passés, en quelques mois seulement, d'une situation où la rupture de la dépendance envers la Russie était inenvisageable pour nos économies à une situation où les importations gazières russes se réduisent drastiquement.⁹

L'UE a su réagir avec rapidité : achats communs de gaz, développement accéléré des énergies renouvelables, plan massif de rénovation des bâtiments, autant de mesures soutenues par des investissements sans précédent prises en à peine quelques mois. Le Plan de désintoxication, appelé REPowerEU¹⁰, résume à lui seul la détermination européenne à enfin prendre en main son avenir énergétique pour trouver le chemin de la puissance et gagner en souveraineté.¹¹

Termes et cadrage

Les bornes temporelles du sujet

Le commerce du gaz entre la Russie et les pays européens se déroule depuis près de cinq décennies. Il fournit à Moscou une activité lucrative et à ses partenaires européens l'énergie leur permettant d'alimenter leurs sociétés. L'Union soviétique a commencé à exporter de grandes quantités de gaz et de pétrole par gazoducs dans les années 1960 vers les pays membres du Comecon (Conseil d'assistance économique mutuelle dirigé par

⁷ *Ibid*

⁸ *Ibid*

⁹ *Ibid*

¹⁰ « REPowerEU : la politique énergétique dans le cadre des plans pour la reprise et la résilience des pays de l'UE », Site du Conseil européen et du Conseil de l'Union européenne, [REPowerEU: la politique énergétique dans le cadre des plans pour la reprise et la résilience des pays de l'UE - Consilium](#), (consulté le 1/05/2025)

¹¹ Revol, Adina, *Rompre avec la Russie*, *op. cit.*,

l'Union soviétique) en Europe centrale et orientale et ensuite vers les pays d'Europe occidentale y compris les membres de l'UE et de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Le commerce gazier a continué à croître après le démembrement de l'Union soviétique. La Russie hérita du rôle de principal fournisseur de gaz de l'Europe. La plupart des installations d'extraction et des réserves existantes se trouvait sur son territoire.¹²

Cependant, depuis le milieu des années 2000, le commerce énergétique entre l'UE et la Russie est passé d'un facteur faisant converger détente et coopération à une source de controverses. Malgré la rhétorique de l'interdépendance, les documents officiels de l'UE ont commencé à décrire la dépendance au gaz russe comme un problème de sécurité et à souligner la nécessité de diversifier les relations énergétiques.¹³ C'est pourquoi le cadre temporel retenu pour notre analyse commence en 2006, point de départ d'une série de crises gazières russo-ukrainiennes orchestrées par la Russie. Les États européens, surtout d'Europe du Sud-Est subissent de plein fouet ces crises, étant donné que l'Ukraine est un pays de transit pour les importations énergétiques européennes. L'année 2006 marque donc un point d'inflexion majeur dans les relations énergétiques entre l'UE et la Russie.

Notre étude couvre donc les relations énergétiques de 2006 au 16 mai 2025, ce qui nous permet d'observer la dégradation croissante des relations entre les deux acteurs à mesure que la Russie adopte une posture de plus en plus agressive à l'égard de l'Ukraine.

Définition des termes

Commençons par le terme énergie, nous distinguons trois grandes sources d'énergie : les énergies fossiles (charbon, pétrole, gaz naturel), l'énergie nucléaire et les énergies renouvelables (éolien, photovoltaïque, hydraulique, biomasse). Notre étude inclut ces trois types d'énergie dans l'analyse. Aussi, pour la compréhension de notre étude, il est important de faire la différence entre Gaz naturel et Gaz naturel liquéfié (GNL) : ce sont deux formes d'une même ressource énergétique mais leur état physique diffère et, de ce fait, leur mode de transport aussi. Le gaz naturel est acheminé sous forme gazeuse via des gazoducs vers les zones de consommation. Tandis que le GNL est un gaz rendu liquide, ce qui réduit son volume et le rend ainsi transportable par voie maritime. Il est ensuite regazéifié une fois arrivé à bon port.

¹² Siddi, Marco, « Le rôle du pouvoir dans les relations énergétiques UE-Russie, l'interaction entre marchés et géopolitique », *Europe-Asia Studies*, vol.70, n°10, décembre 2018, p. 1554

¹³ *Ibid*

Comprendre la politique énergétique de l'UE

Dans l'UE, la politique énergétique est une compétence partagée entre l'UE et ses États membres. Cela signifie que l'UE peut légiférer et adopter des actes juridiquement contraignants dans ce domaine. Cependant, les États membres conservent leur capacité à agir tant que l'UE n'a pas exercé sa compétence ou a décidé de ne pas le faire. Cette répartition des compétences est précisée à l'article 194, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), qui stipule que l'UE vise à : assurer le fonctionnement du marché de l'énergie, garantir la sécurité de l'approvisionnement énergétique dans l'Union, favoriser le développement des énergies renouvelables, promouvoir l'interconnexion des réseaux énergétiques. La politique de l'énergie de l'Union est avant tout axée sur la mise en œuvre d'un ensemble de mesures visant à la concrétisation d'une véritable union de l'énergie.

L'UE établit des cadres réglementaires et des objectifs communs, tels que ceux définis dans REPowerEU ou le Pacte vert pour l'Europe, tandis que les États membres conservent la souveraineté de leur mix énergétique national. Cela explique les différentes dépendances à l'énergie russe entre les États membres.¹⁴

Il s'agit désormais de définir la sécurité énergétique, d'après Daniel Yergin, c'est « la disponibilité d'approvisionnements suffisants à des prix abordables ». ¹⁵ Il explique que la clé de la sécurité énergétique est la diversification. Cette définition met l'accent sur la sécurité de l'approvisionnement et se place donc du point de vue des pays importateurs tels que les pays de l'UE. Les pays exportateurs, comme la Russie, considèrent la sécurité énergétique davantage en termes de sécurité de la demande, c'est-à-dire un accès stable à des marchés rentables pour leurs ventes d'énergie. ¹⁶ D'après Daniel Yergin, les chocs, entendus comme des interruptions ou des manipulations de l'approvisionnement sont la principale menace pour la sécurité énergétique d'un État. Cela s'explique par la montée brutale des prix des ressources qui en résulte, ce qui peut entraîner de graves conséquences économiques. ¹⁷

¹⁴ « La politique de l'énergie : principes généraux - Fiches thématiques sur l'Union européenne », Site du Parlement européen, [La politique de l'énergie: principes généraux | Fiches thématiques sur l'Union européenne | Parlement européen](#), (consulté le 3 avril 2025)

¹⁵ Yergin, Daniel, "ensuring energy security", *Foreign Affairs*, vol 85, no 2, 2006, p.70

¹⁶ *Ibid.*, p.71

¹⁷ *Ibid.*, p.73

Afin de comprendre la portée de la stratégie déployée par l'UE dans les relations de pouvoir qui se jouent autour de l'énergie dans les relations russo-européennes, il convient d'abord de définir le terme stratégie et de faire le lien avec le terme pouvoir. Le terme stratégie est entendu dans ce mémoire au sens Foucauldien, il s'agit d'analyser des dispositifs qui ont une visée stratégique, plus précisément, qui visent à produire une « certaine manipulation des rapports de forces [...] soit pour les développer dans telle direction, soit pour les bloquer, ou pour les stabiliser, les utiliser ».¹⁸ Il faut entendre, par stratégie, une manière de faire évoluer le rapport de force en sa faveur par la production d'un dispositif permettant d'exercer un pouvoir sur un autre acteur. En ce sens, toute stratégie est une stratégie de pouvoir qui vise à mettre en place les moyens en vue d'une fin. Michel Foucault affirme que ces stratégies de pouvoir sont intentionnelles afin de souligner qu'elles sont orientées stratégiquement, qu'elles ne sont pas sans raison mais qu'elles visent au contraire un objectif qui est le pouvoir. Le pouvoir rencontre toujours des résistances selon Michel Foucault et doit donc être analysé dans l'affrontement des stratégies.¹⁹

État de l'art et valeur ajoutée

Les trois principaux courants de la théorie des relations internationales, le réalisme, le libéralisme et le constructivisme, ont défini le concept de puissance de nombreuses manières. Par exemple, l'UE a été décrite dans la littérature scientifique en termes de « puissance civile », « pouvoir normatif », « pouvoir commercial » et « pouvoir de marché » pour décrire son influence en relations internationales. Marco Siddi remarque un manque d'analyses nuancées sur le rôle de la puissance dans les relations énergétiques entre l'UE et la Russie. Le pouvoir tend à être assimilé de manière simpliste à la propriété des ressources et nécessite donc une meilleure base analytique et méthodologique d'après lui. La plupart des travaux universitaires ont décrit l'UE comme « un acteur libéral » en matière de politique énergétique extérieure tandis que la Russie est perçue principalement comme une puissance géopolitique.²⁰ Par exemple, Andreas Goldthau et Nick Sitter ont soutenu que l'UE constitue « un formidable État régulateur »²¹. Ceci signifie que l'UE dispose d'un pouvoir réglementaire, soit la capacité de formuler, surveiller et faire respecter un ensemble de règles

¹⁸ Foucault, « Le jeu de Michel Foucault », Dits et écrits III., éd. Gallimard, Paris, 2001, p.299.

¹⁹ Foucault, « Le sujet et le pouvoir », Dits et écrits IV., éd. Gallimard, Paris, 2001, p. 230

²⁰ Siddi, Marco, « Le rôle du pouvoir dans les relations énergétiques UE-Russie », *op. cit.*, , p.1552-1555

²¹ Goldthau, Andreas. et Sitter, Nick, « Soft Power avec un côté dur : les outils politiques de l'UE et la sécurité énergétique », *Revue d'économie politique internationale*, vol.22, n°5, 2015, p. 942

de marché dans une juridiction. Ce pouvoir réglementaire repose sur le marché intégré de l'énergie et sur l'institution de régulation puissante qu'est la Commission européenne. L'UE a ainsi pu accroître sa capacité à façonner les règles du marché international selon ses préférences.²²

En revanche, de nombreux travaux universitaires associent la politique énergétique de la Russie à un contrôle étatique et à des ambitions géopolitiques. Par exemple, Amelia Hadfield soutient que « l'ambition politique russe repose sur ses vastes ressources géologiques, sa solide autorité politique sur ses compagnies énergétiques nationales et le rôle central attribué à l'énergie pour assurer la sécurité nationale et exercer une influence en politique étrangère »²³. Suivant ce raisonnement, l'État russe considère l'énergie comme une ressource stratégique et est étroitement impliqué dans la gestion et le transport des ressources nationales, ainsi que dans tous les accords énergétiques. Le contrôle étatique des vastes ressources du pays fait de la Russie une superpuissance énergétique exerçant une influence décisive sur les marchés mondiaux de l'énergie et, par conséquent, sur la politique internationale. En somme, la Russie déploie sa puissance géopolitique dans et à travers sa politique énergétique.²⁴

Cependant, Marco Siddi a critiqué les évaluations excessivement réductrices de la nature de la puissance énergétique de l'UE. La vision dominante de l'UE comme acteur libéral a conduit les chercheurs à négliger les aspects de puissance de sa politique énergétique.²⁵ C'est pourquoi nous souhaitons analyser l'UE comme une puissance géopolitique en relations internationales, soit un acteur qui utilise sa politique énergétique comme un instrument de politique étrangère lui permettant d'agir proactivement face aux événements de son environnement externe de manière à défendre ses intérêts ou pour projeter son influence. Le cadre théorique que Marco Siddi propose nous permet de faire le lien avec une approche « technopolitique »²⁶ : il inclut dans son analyse l'importance des infrastructures connexes dans la réalisation des objectifs de politique extérieure.

L'approche « technopolitique » est définie comme une approche visant à montrer comment les techniques sont déterminées politiquement et comment elles ont une influence sur la politique. Ceci conduit à « remettre radicalement en question la séparation entre

²² Siddi, Marco, « Le rôle du pouvoir dans les relations énergétiques UE-Russie », *op. cit.*, , p.1552-1555

²³ Hadfield, Amelia, « Relations énergétiques UE-Russie : agrégation et aggravation », *Journal de Études européennes contemporaines*, vol.16, n°2, 2008, p. 232

²⁴ Siddi, Marco, « Le rôle du pouvoir dans les relations énergétiques UE-Russie », *op. cit.*, , p.1552-1555

²⁵ *Ibid*

²⁶ Entretien avec Gabrielle Hecht, « Technopolitique du nucléaire », *La revue des livres*, n°011, mai-juin 2013

politique et technique ». Aussi, il s'agit de « montrer comment les objets et les systèmes techniques sont façonnés par des dynamiques politiques, sociales et culturelles, comment ils sont déterminés par des facteurs géographiques et historiques variables ». La « technopolitique » fait référence à la pratique stratégique de concevoir ou d'utiliser la technologie pour mettre en œuvre des objectifs politiques.²⁷ Ce concept permet d'analyser les infrastructures énergétiques européennes comme des leviers de pouvoir. Pour se faire nous mobiliserons les théories de Michel Foucault et de Timothy Mitchell. Tout particulièrement, nous entendons analyser l'énergie et ses infrastructures connexes comme des « dispositifs de pouvoir » au sens de Foucault, cette théorie sera mise en relation avec la notion de sabotage élaborée par Timothy Mitchell.

L'approche « technopolitique » nous permet de montrer que la technique est vectrice de pouvoir dans les relations internationales. Corrélée avec l'approche de l'UE comme un acteur géopolitique, ces approches nous permettent de nous demander si l'UE utilise le pouvoir véhiculée par la technique pour gagner en puissance.

Il s'agit d'articuler ces approches avec le cadre théorique réaliste et néoréaliste en relations internationales. En effet, l'énergie est analysée comme une ressource stratégique pour laquelle les Etats sont en compétition dans le système international. L'UE en tant que pays importateur est en compétition pour protéger sa sécurité énergétique. Nous entendons mobiliser les concepts de réalisme défensif et de réalisme offensif. Par nos lectures nous avons remarqué que la littérature tend à analyser la politique énergétique de l'UE à l'égard de la Russie comme une politique purement défensive en réaction aux attaques de la Russie. Or, aux vues du lancement du plan REPowerEU au début de la guerre en Ukraine, plan qui vise explicitement à se détacher de l'énergie russe pour ne pas soutenir l'effort de guerre en abreuvent la Russie de rentes énergétiques, on peut se demander si l'action de l'UE est seulement défensive. Nous cherchons à savoir si l'UE devient plus proactive pour défendre ses intérêts.

De surcroît, la littérature sur les relations énergétique russo-européennes est abondante concernant l'avant-guerre en Ukraine. Cependant, depuis la guerre en Ukraine, la majorité des sources scientifiques datent de 2022. Aussi, ces sources sont souvent assez descriptives et courtes. C'est pourquoi notre contribution est aussi une actualisation de la recherche scientifique sur un sujet d'actualité. Cela fait plus de trois ans que la guerre a

²⁷ *Ibid*

débuté et nous pouvons désormais analyser avec plus de recul la réponse européenne et notamment ses premiers résultats.

Problématisation et hypothèses

Notre problématique est la suivante : Comment la stratégie énergétique déployée par l'Union européenne à l'égard de la Russie a-t-elle évolué depuis 2006 ? Dans le cadre de cette stratégie, l'attitude de l'UE devient-elle davantage proactive en mobilisant la technique pour regagner du pouvoir dans le rapport de force qui sous-tend les relations énergétiques russo-européennes ?

Notre question revient à savoir si l'UE parvient à se projeter comme puissance et à agir comme telle de manière à influencer la capacité d'un acteur tiers grâce à l'énergie et au contrôle des infrastructures connexes. Pour ce faire, mobilise-t-elle l'aspect technique de l'énergie ? C'est-à-dire, tente-t-elle de reprendre le contrôle sur les flux d'énergies ? Diversifie-t-elle ses partenaires énergétiques ? Développe-t-elle des infrastructures énergétiques sur son sol ? Produit-elle plus d'énergies renouvelables ? L'UE mobilise-t-elle aussi l'aspect économique de l'énergie en mettant en place des sanctions fermes sur l'énergie russe ?

Les hypothèses que notre recherche entend explorer sont les suivantes :

- La guerre en Ukraine a marqué un tournant dans les relations énergétiques russo-européennes. L'UE devient plus proactive qu'auparavant et adopte une stratégie hybride, à la fois offensive et défensive et non plus essentiellement défensive.
- Cette idée rejoint notre seconde hypothèse, tout au long du conflit énergétique russo-européen, l'UE tente de s'affirmer comme véritable « acteur géopolitique » en capacité de défendre ses intérêts énergétiques quitte à projeter sa puissance.
- L'unité européenne dans la réponse énergétique à la Russie s'est renforcée au fil du conflit, bien qu'elle ait initialement été freinée par des divergences d'intérêts nationaux.
- Afin de s'affirmer face au chantage énergétique russe, l'UE mobilise la technique pour regagner du pouvoir dans le rapport de force

- Enfin, notre dernière hypothèse est que l'UE risque de tomber dans d'autres dépendances avec ses partenaires énergétiques. Nous faisons référence ici, à la Chine pour les matières critiques nécessaires à la transition énergétique vers laquelle se dirige l'Europe, et aux États-Unis auprès desquels l'UE achète du GNL afin de remplacer le gaz russe.

Méthodologie

Notre travail de recherche s'appuie notamment sur l'utilisation complémentaire de sources primaires (textes législatifs et réglementaires de l'UE, communications officielles des institutions européennes, discours politiques, entretiens, données statistiques officielles) et sources secondaires (ouvrages théoriques, articles scientifiques). Nous mobilisons aussi de la littérature spécialisée non académique (ouvrages spécialisés, analyses de *think tank*, rapports d'expertise, articles de presse spécialisée). Notre mémoire s'articule en trois chapitres principaux.

Le premier chapitre définit le cadre théorique dans lequel notre recherche s'inscrit. Ce chapitre mobilise exclusivement des sources secondaires scientifiques telles que des ouvrages et articles scientifiques ainsi que des mémoires de recherches. Il s'agit d'ancrer notre sujet dans le champ des recherches en économie politique et en relations internationales et européennes. Tout particulièrement, les travaux de Kenneth Waltz, Stephen Walt, Timothy Mitchell, Michel Foucault et David Baldwin guident nos réflexions tout au long de ce mémoire. Ces auteurs permettent d'inscrire l'analyse dans les notions suivantes : pouvoir, technique, sécurité, puissance, arme économique.

Les chapitres 2 et 3 reposent sur un corpus mixte. Les données issues d'articles scientifiques, de littérature spécialisée et de sources primaires sont complétées par les informations recueillies lors des entretiens que nous avons menés afin d'enrichir l'interprétation des questions abordées et surtout de discuter les hypothèses relatives à la question de recherche.

Au total, nous avons réalisé six entretiens dont cinq sont mobilisés dans l'analyse car un entretien n'a pas été concluant. Ces cinq entretiens ont été réalisés en visioconférence auprès de chaque personne interrogée individuelle excepté un entretien auprès d'un binôme soit au final six enquêtés.

Nous avons réussi à obtenir un entretien avec un enquêté en mobilisant le réseau de l'école. Nous avons choisi les autres enquêtés sur *Linkedin* en utilisant des mots clés ciblés tel que *energy diplomacy*, *DG ENER*, "infrastructure". Par la suite, nous les avons contactés par leur mail institutionnel. Finalement, nous avons contacté une quinzaine de personnes dont un chercheur de l'Institut français des relations internationales (IFRI) mais nous n'avons pas obtenu de réponse favorable de sa part. Par ailleurs, via le réseau de l'école, une personne qui travaille au sein d'une unité de la Commission spécialisée sur le marché énergétique avait donné son accord pour un entretien mais n'a pas donné suite malgré plusieurs relances. Cela représente une limite de notre travail car cet entretien aurait pu être très pertinent pour analyser les dynamiques sur le marché.

Nous avons décidé de nous adresser à trois types d'acteurs différents :

- 1) Représentants de la Direction générale de l'énergie (DG ENER) de la Commission européenne

Nous avons choisi de cibler des *policy officer* de la DG ENER de la Commission afin d'obtenir des informations auprès de l'institution en charge des initiatives majeures dans le domaine de l'énergie comme le plan REPowerEU. Ces entretiens sont essentiels pour comprendre les mécanismes internes qui ont guidé les décisions de l'UE. Grâce aux enquêtés nous avons pu obtenir des informations sur les tensions entre les États membres, le rôle des entreprises sur le marché, la temporalité des actions déployées par la Commission. Ainsi, notre analyse peut aller au-delà des textes officiels.

Nous avons eu la possibilité de mener les entretiens suivants :

- 31 janvier 2025, *Policy officer* à la DG ENER - Infrastructure énergétiques et coopération régionale. L'unité de l'enquêté met en place tout ce qui concerne les infrastructures et surtout les interconnexions entre États membres.
- 7 mars 2025, *Policy officer* à la DG ENER - Sécurité énergétique. Son unité s'occupe de la sécurité et de la sûreté énergétique depuis juin 2023. L'enquêté travaille principalement sur la sécurité d'approvisionnement en gaz et en électricité ainsi que sur la sûreté des infrastructures critiques.
- 31 janvier 2025, *Policy officer* à la DG ENER - Sécurité de l'approvisionnement en gaz.

2) Représentants du Service pour l'action extérieure de l'UE (SEAE)

Nous sommes parvenus à obtenir un entretien conjoint avec deux *Policy officer* de la SEAE. Cet entretien a été réalisé le 13 mars 2025. Leur travail s'inscrit dans le cadre de la diplomatie énergétique et climatique. Ils travaillent tous deux dans la division Transition écologique. Ils sont chargés de problématiques liées à la sécurité énergétique, l'accessibilité financière, l'accès à l'énergie et la transition énergétique. Une de leur mission consiste à orienter les relations de l'UE avec les pays tiers afin que l'UE puisse atteindre ses priorités. Cet entretien a été réalisé en anglais.

Le SEAE est chargée de la politique étrangère de l'UE. Il était donc essentiel d'obtenir des entretiens avec des membres de ce service afin de comprendre la dimension extérieure de la politique énergétique de l'UE. Ce service nous permet d'intégrer une vision diplomatique et stratégique essentielle.

3) Représentant de la Représentation du Luxembourg

Nous avons réalisé un entretien le 31 janvier 2025 avec un *Energy attaché* à la Représentation Permanente du Luxembourg auprès de l'Union européenne. J'ai choisi de cibler la Représentation Permanente du Luxembourg car ses représentants siègent au Conseil de l'UE au nom du Luxembourg et sont donc au cœur des décisions législatives. Au sein du Conseil de l'UE, les représentants chargés des thématiques énergétiques des 27 pays se regroupent pour négocier les textes et convenir d'un accord. Cet entretien est essentiel pour comprendre les compromis intergouvernementaux dans la fabrique des politiques énergétiques.

La limite principale de notre travail est que la plupart des acteurs sont en poste seulement depuis le début de la guerre en Ukraine voire quelques années auparavant. Les enquêtés ne sont pas autant informés sur l'avant-guerre que sur le pendant. C'est pourquoi les entretiens sont majoritairement mobilisés dans le troisième chapitre de mon travail.

Tous les entretiens que nous avons menés peuvent être classifiés comme des entretiens semi-directifs, une méthode qualitative d'enquête où le chercheur guide la discussion à l'aide d'une grille d'entretien. Le chercheur mène l'entretien de façon souple pour laisser à la personne interrogée une certaine liberté de réponse. L'interview vise à

collecter des données et, en même temps, à prendre en considération la vision de l'enquête sur le sujet.

Même si la grille de question a été adaptée à chaque fois en fonction du rôle et de la profession de la personne interviewée, les thématiques communes à tous les entretiens sont les suivantes :

- Les sanctions énergétiques
- L'interconnexion entre États membres
- La production d'énergies renouvelables sur le sol européen
- L'unité européenne
- Les infrastructures énergétiques
- La réduction de la demande d'énergie
- La diversification des partenaires énergétiques
- Le risque de dépendance aux États-Unis
- Le risque de dépendance à la Chine

Les entretiens ont été menés, selon la préférence des personnes interrogées, en français ou en anglais. Par conséquent, les citations dans le texte provenant d'entretiens menés en anglais ont été traduites par mes soins.

Annnonce de plan

Dans notre premier chapitre, nous poserons les fondations théoriques de notre réflexion en mobilisant les outils du réalisme, de la géopolitique, de la “technopolitique” et de l'économie politique. Cela nous permet d'analyser les relations énergétiques comme des rapports de pouvoir structurés par des logiques sécuritaires, stratégiques et infrastructurelles.

Le deuxième chapitre retrace l'évolution des relations énergétiques russo-européennes jusqu'aux débuts de la guerre en Ukraine. Ce chapitre met en lumière les mécanismes d'interdépendance, les premières stratégies de diversification et d'interconnexions. L'Union de l'énergie se forme au rythme des crises gazières provoquées par la Russie.

Le troisième chapitre porte sur les réponses de l'UE à l'invasion russe de 2022. L'UE réorganise le système énergétique européen afin de se détacher de l'énergie russe.

1 Chapitre théorique : Pouvoir, énergie, économie et technique dans les relations russo-européennes

Ce chapitre mobilise un cadre théorique ancré dans le réalisme et le néoréalisme afin de traiter l'énergie comme une ressource stratégique au cœur des relations de pouvoirs russo-européennes. Cette perspective est enrichie par une approche géopolitique qui nous permet d'appréhender l'UE comme un acteur stratégique préoccupé par la défense de ses intérêts pour assurer sa sécurité énergétique. Grâce à l'approche croisée de Timothy Mitchell et de Michel Foucault, notre cadre théorique introduit une approche « technopolitique » dans l'analyse afin de concevoir l'énergie et ses infrastructures connexes comme des dispositifs de pouvoir. Enfin, l'utilisation de l'économie et notamment des relations commerciales comme instrument de pouvoir nous permet d'envisager les sanctions énergétiques comme une arme économique déployée par l'UE.

1.1 Un cadre réaliste et néoréaliste

En mobilisant les cadres théoriques du réalisme et du néoréalisme, cette partie interroge comment l'énergie, en tant que ressource stratégique, devient un instrument de compétition et de sécurisation entre États dans un système international anarchique et marqué par la distribution inégale des capacités. La sécurité énergétique recherchée par l'UE et la Russie s'inscrit dans un “dilemme de sécurité”²⁸ classique qui nous permet de comprendre les stratégies déployées par l'UE. Notre cadre théorique entend combiner réalisme et géopolitique dans l'analyse de l'UE en tant qu’“acteur géopolitique”²⁹.

1.1.1 L'énergie : une ressource stratégique dans les relations internationales

Les réalistes se concentrent sur la centralité du pouvoir en relations internationales et sur l'importance des ressources et de la géographie comme composantes de la puissance d'un État. L'énergie est conçue comme une ressource géostratégique pouvant être le but d'une guerre mais aussi le moyen. D'après la perspective néoréaliste, la sécurité énergétique

²⁸ Waltz, Kenneth, *Theory of international Politics*, Addison-Wesley Publishing Compagny, 1979, p.186

²⁹ Urbain, Emilien, « La politique d'élargissement de l'Union européenne à l'épreuve de la guerre en Ukraine. Approche géopolitique », Mémoire de Master, Université de Liège, 2024, p. 7

est au cœur de la compétition entre États pour les ressources rares dans un système international anarchique ce qui accroît la possibilité de conflits internationaux. La conception réaliste de la sécurité énergétique est basée sur la distribution géographique des ressources et du pouvoir. L'accès et le contrôle aux ressources naturelles, dont l'énergie est la plus importante, sont des éléments clés du pouvoir national. Les ressources énergétiques deviennent de plus en plus rares ce qui accentue la concurrence et le conflit entre États pour le contrôle de ces ressources. Par conséquent, l'hypothèse réaliste est que, compte tenu du rôle essentiel que joue l'énergie dans le développement et le maintien de nos niveaux de vie, alors que les ressources énergétiques non renouvelables deviennent de plus en plus rares, les conflits entre États sur les ressources énergétiques s'intensifient. La théorie réaliste affirme que les États nations sont les principaux acteurs en relations internationales, se battant pour leurs intérêts nationaux dans un système international anarchique. Dans le domaine de la sécurité énergétique, la théorie réaliste maintient la centralité des États étant donné que la majeure partie du secteur énergétique est contrôlée par des compagnies étatiques. L'État intervient énormément dans le secteur énergétique que ce soit dans le soutien aux entreprises nationales ou le contrôle exercé sur les compagnies privées étant donné l'importance névralgique de l'énergie pour la sécurité étatique.³⁰

1.1.2 L'analyse en trois niveaux de Kenneth Waltz

Notre étude entend reprendre l'analyse en trois niveaux développés par Kenneth Waltz dans l'ouvrage *Man, the State and the War : a theoretical analysis*, chef de fil du "réalisme structurel" aussi appelé néoréalisme. Il adopte une analyse en trois niveaux pour comprendre les causes d'un conflit en relations internationales : l'individu, l'État, le système international.

Le premier niveau relève selon lui intrinsèquement de la nature humaine. Il affirme que les défauts inhérents à la nature humaine tels que : l'avarice, l'agressivité et la soif de pouvoir sont des moteurs de conflits. Les défauts inhérents à la nature humaine mènent inévitablement à des comportements agressifs, et de fait, à la guerre. Waltz souligne tout de même les limites de cette approche : certes la nature humaine peut exacerber les tensions, en revanche on ne peut attribuer la guerre uniquement au caractère individuel en passant sous silence les autres facteurs. Il faut analyser le contexte dans lequel une guerre a lieu de façon

³⁰ Leonetti, Carla, *Le dilemme de la sécurité énergétique dans les relations UE-Russie*, mémoire de master, LUISS Guido Carli University, 2021, pp. 18-19

plus large en prenant aussi en compte la structure politique, les conditions systémiques qui peuvent atténuer ou accélérer le conflit.³¹ Ce premier niveau d'analyse peut être utilisé dans le cadre des relations énergétiques Russo-européennes pour exprimer l'idée que certains acteurs clés comme Viktor Orbán participent à l'exacerbation des tensions entre États européens vis-à-vis de l'énergie Russe. Ce cadre nous est aussi utile pour comprendre l'exacerbation des tensions causée par Donald Trump dans le cadre de la dépendance énergétique grandissante entre les États-Unis et l'UE.

Le second niveau d'analyse proposé par Kenneth Waltz se concentre sur la structure et le comportement des États. Ce niveau d'analyse explore comment l'organisation interne et la gouvernance des États influencent leur volonté d'engager la guerre. Il tient également compte des systèmes économiques et de la politique intérieure. La force de ce niveau d'analyse réside dans sa capacité à relier les dynamiques d'État internes aux comportements externes.³² Bien que l'UE ne soit pas un État, on peut reprendre cette structure d'analyse pour comprendre que certains choix en matière de politique énergétique extérieure sont influencés par des dynamiques internes. L'UE présente une configuration institutionnelle, économique et politique propre qui conditionne sa capacité à réagir à une menace extérieure. En outre, la diversité des intérêts nationaux et les spécificités des institutions communautaires exercent une influence sur le type de politique extérieure énergétique déployée vis-à-vis de la Russie. Par exemple, la création d'une plateforme d'achats groupés pour faire face à la menace Russe est le fruit de compromis intérieurs entre les États membres qu'il convient d'analyser.

Le troisième niveau d'analyse est le système international, caractérisé par un État d'anarchie qui mène inextricablement à un « dilemme de sécurité ». Dans ce contexte, l'anarchie n'implique pas le chaos mais surtout l'absence d'autorité suprême au-dessus des États. Cette absence force les États à opérer seuls dans le système international dans lequel le but premier est la survie au milieu de l'incertitude. Waltz argue que la structure anarchique du système international mène inextricablement à un dilemme de sécurité, où les actions prises par un État pour améliorer sa sécurité menacent automatiquement la sécurité des autres, ce qui, in fine, renforce le climat international propice au conflit. Le manque d'autorité centrale pour réguler les conflits résulte en une lutte constante pour le pouvoir, étant donné que les États cherchent perpétuellement à équilibrer le pouvoir pour protéger

³¹ Waltz, Kenneth, *Man, the State and War: a theoretical analysis*, New York, Columbia University Press, 2018, p16

³² Ibid., pp. 80-85

leurs intérêts. Selon Waltz, les États doivent donc naviguer dans un contexte international formaté par des équilibres de pouvoir fluctuants, ou les alliances et contre-alliances se forment et se dissolvent pour tenter de créer un « équilibre des pouvoirs »³³. Waltz soutient que “l’équilibre des pouvoirs” sert à maintenir la stabilité dans le système international étant donné que lorsque les États reconnaissent que toute mesure visant à accroître de façon significative leur pouvoir suscitera l’opposition, ils sont susceptibles d’être dissuadés d’entrer en conflit. Cette dissuasion contribue à une forme d’équilibre, où le pouvoir est réparti de telle sorte qu’aucun État ne peut obtenir une domination sans contestation.³⁴

Dans son ouvrage *Theory of international politics*, il affirme que le système est anarchique due à une « distribution des capacités »³⁵ asymétriques entre les acteurs ce qui propage de la peur entre eux pour sécuriser les « gains relatifs »³⁶. La structure du système international fluctue selon cette distribution inégale des capacités entre les unités. C’est ce qui définit la hiérarchie des puissances dans le système international. C’est la combinaison de l’anarchie et des capacités inégales qui explique les stratégies des États qui cherchent à rééquilibrer le pouvoir. Waltz élabore une théorie autour des « gains relatifs » et « gains absolus »³⁷. Dans ce contexte, les États ne se préoccupent pas uniquement de savoir s’ils gagnent (gains absolus), ils se préoccupent surtout de savoir combien l’autre gagne par rapport à eux (gains relatifs). Même si un État gagne, il doit se préoccuper de savoir si son rival gagne davantage étant donné que cela modifie l’équilibre de la puissance et risque d’augmenter la vulnérabilité de l’État en question. Donc même s’il y a la possibilité de gagner en valeur absolue, l’État peut perdre en valeur relative et sa sécurité future en devient menacée. C’est pourquoi les États sont forcés de prendre en compte les « gains relatifs » car le rapport de force doit rester équilibré pour assurer leur survie dans le système. Un gain peut être bénéfique lorsqu’il ne renforce pas proportionnellement l’adversaire. Un État peut donc refuser un gain simplement pour empêcher son adversaire de prendre l’avantage.³⁸

Waltz explique bien que chacun de ces niveaux d’analyse pose des limites, un cadre d’analyse n’a pas toutes les réponses mais c’est justement l’interaction entre ces niveaux qui permet d’obtenir une compréhension élargie des causes d’un conflit.³⁹

³³ Ibid., p.159

³⁴ Ibid., pp. 159-172

³⁵ Waltz, Kenneth, *Theory of international politics*, Addison-Wesley Publishing Compagny, 1979, p.97

³⁶ Ibid., p. 195

³⁷ Ibid.,

³⁸ Waltz, Kenneth, *Theory of international politics*, Addison-Wesley Publishing Compagny, 1979, pp. 97-105

³⁹ Waltz Kenneth, *Man, the State and War : a theoretical analysis*, op.cit ., pp. 173-175

Corréler le dilemme de la sécurité à la sécurité énergétique fait sens étant donné que l'énergie est une denrée stratégique qui suscite une compétition accrue entre les puissances pour sécuriser celles-ci. Les États sont en perpétuelle négociation à propos de la distribution et de la redistribution des ressources rares.⁴⁰ Les États cherchent à survivre dans un système anarchique, l'énergie devient un instrument stratégique, pas juste économique. Si l'on applique le modèle de Waltz à la sécurité énergétique, cela implique que les États craignent d'être dominés si les ressources énergétiques ne sont pas réparties en leur faveur dans le système international.

1.1.3 “L'équilibre des menaces”⁴¹ d'après Stephen Walt

Stephen Walt, dans son ouvrage *The origins of alliances*, conteste la vision réaliste traditionnelle de la « balance des pouvoirs » selon laquelle les États s'allient contre les puissances les plus fortes. Walt prolonge la notion d'équilibre des pouvoirs en proposant une théorie appelée « équilibre des menaces ». C'est l'idée selon laquelle les États ne s'allient pas nécessairement contre les plus puissants, mais contre ceux qu'ils perçoivent comme les plus menaçants. Les États réagissent donc à la perception d'une menace qui ne se résume pas à la puissance brute. La puissance brute ne suffit pas à créer une coalition défensive. Ce qui déclenche une réaction d'alliance, c'est une combinaison de facteurs que Walt regroupe sous le terme de menace perçue. Cette menace dépend de quatre éléments : la puissance globale de l'État concerné, sa proximité géographique, ses capacités offensives et, surtout, les intentions qu'on lui prête. Ainsi, un État peut être très puissant mais ne pas être perçu comme une menace tandis qu'un État de puissance modérée peut être perçu comme une menace s'il combine proximité, rhétorique agressive et capacités offensives. Walt écrit de la perspective d'un néo-réaliste mais il ne se concentre pas sur les relations entre adversaires, il oriente le concept d'équilibre des pouvoirs vers les relations d'alliances.⁴² Il examine deux conceptualisations majeures des relations d'alliances. Il parle de « balancing »⁴³ ou équilibrage en français, ce qui signifie s'allier avec d'autres contre la menace dominante pour contenir son influence et le « bandwagoning »⁴⁴ qui est son opposé, un État choisit de

⁴⁰ Mohapatra, Nalin Kumar, “Paradigme de la sécurité énergétique, structure de la géopolitique et théorie des relations internationales : du point de vue du Sud Global”, *Geojournal*, vol. 82, no. 4, 2017, p. 685

⁴¹ Walt, Stephen, *The origins of Alliances*, Ithaca, Cornell University Press, 1987, p.6

⁴² *Ibid.*, pp. 17-23

⁴³ *Ibid.*, p. 17

⁴⁴ *Ibid*

s'allier avec la puissance perçue comme une menace, dans l'espoir d'en tirer des bénéfices ou d'éviter d'être ciblé. Dans la première situation, l'alliance augmente la sécurité collective car l'agresseur fait face à une opposition élargie. Cependant, dans la seconde situation, la sécurité devient plus rare, puisque l'agresseur a du succès car il parvient à attirer des alliés supplémentaires. Cela revient à récompenser l'agression commise et à déstabiliser l'équilibre, ce qui peut mener à la guerre selon Walt. Le choix de bandwagoning peut découler d'une position de faiblesse (un petit État s'aligne pour éviter d'être la cible) ou d'une volonté d'obtenir des avantages matériels ou politiques.⁴⁵ L'apport essentiel de Walt est la notion de perception dans le champ du réalisme sans tomber dans un constructivisme radical, il montre que les décisions en matière d'alliance sont autant guidées par des considérations stratégiques que par la manière dont les États se perçoivent mutuellement. Il offre donc un réalisme plus souple, capable de rendre compte des contextes historiques. Cela nous fournit un cadre théorique solide pour analyser les différentes positions des États européens vis-à-vis de l'énergie Russe notamment due à leurs différentes perceptions de la menace Russe.

1.1.4 Le réalisme défensif et le réalisme offensif

Le réalisme défensif et le réalisme offensif découlent du néoréalisme. D'après les réalistes offensifs, les États, soucieux avant tout des "gains absolus", tiennent compte de leur capacité et du caractère anarchique du système international et recourent souvent à des mesures coercitives pour acquérir des ressources énergétiques.⁴⁶ Les réalistes offensifs estiment que la structure internationale incite les États à profiter de la moindre occasion pour accroître leur puissance aux dépens de leurs rivaux dans le but d'atteindre l'hégémonie. La puissance est la fin en soi.⁴⁷

En revanche, le réalisme défensif, courant dans lequel s'inscrivent Kenneth Waltz et Stephen Walt, exprime l'idée selon laquelle les États tiennent compte surtout des "gains relatifs". En effet, les États comprennent que l'agressivité et la coercition seraient contre-productives en ce qu'elles pourraient conduire à une destruction mutuelle. Par conséquent,

⁴⁵ *Ibid.*, pp. 17-23

⁴⁶ Mohapatra, Nalin Kumar, « Paradigme de la sécurité énergétique, structure de la géopolitique et théorie des relations internationales ». *op.cit.*, pp. 689-691

⁴⁷ Vilmer, Jeangène, « Chapitre II. Le réalisme ». *Théories des relations internationales*, Presses Universitaires de France, 2020., pp. 41-42

ils ont choisi rationnellement de coopérer entre eux.⁴⁸ Les États n'ont pas d'appétence particulière pour la conquête, ils ne cherchent que leur survie, ce qui peut être accompli en créant des alliances et adoptant des doctrines militaires défensives (de « représailles » ou « ripostes »). Ils cherchent à maximiser leur sécurité et non leur projection de puissance. Ils cherchent à éviter des risques inutiles.⁴⁹

Nous pouvons reprendre cette grille d'analyse pour catégoriser les actions énergétiques de l'UE à l'égard de la Russie comme offensives, défensives ou hybrides. Par exemple, diversifier ses partenaires énergétiques semble défensif dans le sens où ce qui est recherché est la sécurité énergétique et non l'hégémonie. Cependant, cette action tend inévitablement à exclure la Russie du marché énergétique, ce qui peut être perçu comme offensif.

1.1.5 Une approche plus réaliste : l'UE en tant qu'“acteur géopolitique” dans les relations internationales

Les perspectives réalistes et néoréalistes peuvent être corrélées avec la géopolitique classique étant donné qu'elles convergent en mettant au centre de leur pensée l'accumulation de ressources et le contrôle des territoires stratégiques qui en découle. Croiser réalisme et géopolitique nous permet de faire le lien entre la structure géopolitique, la rareté des ressources et la nature du système international.⁵⁰ Au niveau le plus élémentaire, la géopolitique fait référence à l'interaction entre les facteurs géographiques et la politique étrangère. L'approche géopolitique de l'énergie découle de la tradition réaliste des relations internationales et met l'accent sur la dimension extérieure et la sécurité de la politique énergétique.⁵¹

Nous pouvons reprendre le cadre théorique détaillé par Emilien Urbain dans son mémoire *La politique d'élargissement de l'Union européenne à l'épreuve de la guerre en Ukraine. Approche géopolitique*, et l'appliquer à notre objet d'étude : l'énergie. Notre étude mobilise donc une approche théorique relativement récente et encore assez peu développée dans la littérature scientifique des études européennes comme l'affirme Emilien Urbain : le

⁴⁸ Mohapatra, Nalin Kumar, « Paradigme de la sécurité énergétique, structure de la géopolitique et théorie des relations internationales ». op.cit.,

⁴⁹ Waltz, Kenneth, *Theory of international politics*, op. cit., p. 114

⁵⁰ Mohapatra, Nalin Kumar, « Paradigme de la sécurité énergétique, structure de la géopolitique et théorie des relations internationales ». op.cit. p. 687

⁵¹ Siddi, Marco, “The Eu’s Botched geopolitical approach to external energy policy: the case of the southern gas corridor”, *Geopolitics*, 2017, pp. 1-4

“geopolitical actorness”, ou « capacité d’acteur géopolitique ». Il s’agit de se détourner de l’approche normative habituellement adoptée pour analyser le comportement de l’acteur européen sur la scène internationale. Ce cadre permet d’analyser l’UE dans une approche davantage réaliste des relations internationales. Ce changement de paradigme récent dans le champ de la recherche sur l’UE s’explique notamment par le fait que l’UE est passée d’une attitude réactive à une attitude davantage proactive dans sa politique étrangère au fil des années. D’après Emilien Urbain, les chercheurs affirment que l’UE tend vers une géopolitisation de sa politique extérieure, notamment accélérée par la Guerre en Ukraine. L’Union a voulu s’imposer comme une réelle autorité exerçant un rôle d’acteur dans différents domaines majeurs des relations internationales. Cependant l’UE n’est pas un “acteur géopolitique” exactement au même sens que l’est la Russie. La vision géopolitique de l’UE s’inscrit dans le respect du droit international et rejette l’idée d’une volonté de contrôle territorial caractérisant une quête de puissance. Il s’agit plutôt de mener une politique qui constate l’existence dans l’arène internationale d’intérêts contradictoires et qui entend défendre ceux de l’Europe, s’il le faut au détriment de ceux d’autres acteurs dont le statut de rival est reconnu et accepté comme tel. La notion d’acteur “géopolitique” doit donc être comprise dans ce sens au cours de notre étude et non uniquement sous son sens originel classique.⁵²

La capacité d’acteur géopolitique peut être comprise comme : « la capacité d’un acteur international non-étatique intéressé et géographiquement défini, suffisamment cohérent, autonome, à se projeter comme puissance et à agir comme tel de manière à influencer la capacité d’un acteur tiers ».⁵³ Cette définition permet d’inclure l’UE qui n’est pas un acteur que l’on peut qualifier d’État-nation traditionnel. Elle souligne la capacité de l’acteur à définir ses intérêts propres et à les défendre, y compris au détriment d’autres acteurs, dans un contexte international concurrentiel. Aussi, cet acteur possédant une base géographique identifiable par ses composantes et par les acteurs tiers doit être en mesure de projeter son action en dehors de celle-ci. De surcroît, rejoignant les dimensions propres aux acteurs internationaux, celui-ci doit également être capable d’agir de façon suffisamment cohérente, autonome et reconnue de manière que son action impacte auprès des tiers. Cette définition exprime aussi l’idée que l’acteur concerné doit non seulement posséder les instruments de pouvoir nécessaires à son action mais également avoir la capacité de les

⁵² Urbain, Emilien, “La politique d’élargissement de l’Union européenne à l’épreuve de la guerre en Ukraine. Approche géopolitique”, Mémoire de Master, Université de Liège, 2024, pp. 10-19

⁵³ *Ibid.*, p. 19

utiliser de manière proactive. Enfin, l'acteur doit avoir la capacité d'influencer activement et délibérément les capacités des autres acteurs et par conséquent d'influencer sur les dynamiques internationales.⁵⁴

La cadre théorique proposé par Marco Siddi pour analyser l'UE nous permet de lier directement la dimension géopolitique de l'action de l'UE avec sa politique énergétique extérieure. Il affirme que la vision dominante de l'UE comme acteur libéral a conduit les chercheurs à négliger les aspects de puissance de sa politique énergétique. C'est la raison pour laquelle l'analyse de l'UE comme "acteur géopolitique" permet d'analyser la nature de la puissance énergétique de l'UE. Dans la politique énergétique, la puissance géopolitique est la capacité de l'État à acquérir le contrôle des ressources énergétiques nationales et des infrastructures de transport et à les utiliser ou à les ajuster dans la poursuite d'objectifs de politique étrangère et de sécurité. Le déploiement de la puissance géopolitique implique la subordination des motivations économiques aux objectifs politiques. Le cadre théorique proposé par Marco Siddi nous permet de faire le lien avec l'approche "technopolitique" en ce qu'il inclut dans son analyse l'importance des infrastructures connexes dans la réalisation des objectifs de politique extérieure. En politique énergétique, une approche géopolitique se concentre sur la sécurisation de l'accès aux ressources primaires et aux technologies et sur le contrôle de leur chaîne d'approvisionnement.⁵⁵ La sécurité de l'approvisionnement est l'objectif principal et éclipse d'autres aspects traditionnels de la politique énergétique, tels que la durabilité et la compétitivité. Un acteur géopolitique a tendance à se concentrer sur la poursuite d'un agenda politique, même si cela implique de sacrifier le marché ou les principes libéraux ; les résultats optimaux du marché et les considérations économiques sont subordonnés aux calculs politiques. Les gouvernements qui suivent une logique géopolitique traitent l'énergie comme un bien stratégique et jouent un rôle central dans la planification de la politique énergétique extérieure, au lieu de laisser les entreprises privées et les forces du marché déterminer son résultat.⁵⁶ Dans cette optique, il s'agit pour les États dépendants comme l'UE de mettre en place des stratégies de diversification des partenaires énergétiques pour réduire l'influence qui est exercée sur eux. La mise en place d'économie d'énergie, le

⁵⁴ *Ibid.*, p. 19-20

⁵⁵ Siddi, Marco, « Gérer la crise énergétique de l'UE : le tournant géopolitique de la Commission européenne et ses pièges », *Politics and Governance*, Finlande, Institut finlandais des relations internationales, 2023., pp. 287- 288

⁵⁶ Siddi, Marco, "The EU's botched geopolitical approach to external energy policy : the case of the Southern gas corridor", *Geopolitics*, 2017, pp. 1-2

développement d'énergie sur le sol européen sont aussi des stratégies permettant à l'UE d'adopter une politique énergétique plus indépendante.

A travers ce cadre théorique, notre objectif dans ce travail n'est donc plus d'analyser l'UE uniquement comme une entité exportatrice de normes mais également comme un acteur doté d'une capacité d'action géopolitique. En ce sens, la politique énergétique de l'UE est envisagée comme un instrument de politique étrangère lui permettant d'agir proactivement face aux événements de son environnement externe de manière à défendre ses intérêts ou projeter son influence. Ainsi, analyser l'UE comme un « acteur géopolitique » nous permet d'adopter une approche plus réaliste des relations Russo-européennes. Nous pouvons aussi procéder de façon plus cohérente à une analyse « technopolitique » étant donnée l'importance du facteur géographique sur le pouvoir véhiculé par le biais des infrastructures énergétiques.

1.2 Le pouvoir “technopolitique” dans les relations énergétiques

Comme annoncé en introduction, ce mémoire adopte une approche « technopolitique ». Cette approche repose sur le cadre théorique fourni par Timothy Mitchell et Michel Foucault. Cette analyse nous permet d'analyser l'énergie et les infrastructures connexes comme des “dispositifs de pouvoir”. L'analyse de Timothy Mitchell nous permet de reprendre le concept de “sabotage”⁵⁷ pour étudier les relations énergétique Russo-européennes.

1.2.1 « Organiser le sabotage »⁵⁸ selon Timothy Mitchell

Dans son ouvrage *Carbon democracy*, Timothy Mitchell montre que l'énergie n'est pas simplement une marchandise : elle est une condition matérielle d'existence des sociétés, et elle structure la manière dont le pouvoir est exercé, distribué, contesté. L'auteur crée le lien entre pétrole et démocratie en examinant la façon dont l'énergie carbonée a contribué à façonner des capacités d'action de la classe ouvrière au dix-neuvième siècle. La concentration des gisements de charbon et de ses voies de transport ainsi que la maîtrise technique des mineurs de son extraction a conféré à ces derniers et à ceux qui le convoiaient,

⁵⁷ Timothy, Mitchell, *Carbon democracy, Le pouvoir politique à l'ère du pétrole*, La découverte, 2013., p. 18

⁵⁸ *Ibid.*, p.178

un moyen de pression extrêmement puissant. En effet, avec l'avènement du charbon, des grands volumes d'énergies circulaient par des canaux étroits à usage spécifique, des travailleurs spécialisés étaient concentrés aux points de jonction et aux terminus de ces canaux. Les quantités faramineuses d'énergie carbonée qu'ils pouvaient mobiliser leur ont permis de former une capacité d'action politique autonome en utilisant la capacité d'en ralentir, d'en perturber ou d'en interrompre l'approvisionnement, c'est-à-dire, de saboter. L'énergie était devenue le moyen efficace de contraindre les décideurs politiques à écouter leurs demandes. La grève était efficace en ce qu'elle perturbait les flux d'énergie et les fonctions essentielles que celui-ci remplissait. Le charbon fut le levier de pouvoir qui permit l'éclat du mouvement ouvrier et qui participa en cela à une certaine démocratisation. La démocratie n'a pu se former que lorsque la vulnérabilité des économies vis-à-vis des travailleurs était la plus poussée. La production et l'acheminement de l'énergie étaient très vulnérables et donc en proie aux tentatives de sabotages des ouvriers. Cette vulnérabilité technique leur a donné cette capacité d'agir et de résister.

L'auteur entend produire une analyse qui se concentre sur les modes d'extraction, de traitement, de transport et de consommation de l'énergie, mais aussi sur ses propriétés en tant que source d'énergie et les dispositifs qui font des combustibles une forme de pouvoir. C'est ce type d'analyse que nous entendons reprendre dans l'analyse des relations énergétiques Russo-européennes. Cette analyse est d'autant plus pertinente qu'il analyse le passage du charbon au pétrole comme source d'énergie première et l'altération du pouvoir qui en découle. Il explique que les modes d'organisation et de concentration du flux énergétique ont pu faciliter ou au contraire interdire certaines possibilités de démocratisation. Ces changements dans la manière dont l'énergie fossile était extraite, transportée et utilisée ainsi que les différences en termes de propriétés ont rendu les réseaux énergétiques moins vulnérables aux revendications politiques des travailleurs qui les faisaient fonctionner. Contrairement au charbon, il était difficile d'agencer le flux de pétrole dans un dispositif permettant à un grand nombre d'individus d'exercer de nouvelles formes de pouvoir politique.⁵⁹

De surcroît, que ce soient les compagnies pétrolières ou les États, les acteurs construisent des infrastructures de manière à en maîtriser les points sensibles pour pouvoir contrôler ou menacer l'interruption des flux quand cela sert leurs intérêts. Au début du vingtième siècle, les compagnies se sont alliées pour orchestrer la rareté de la ressource en

⁵⁹ *Ibid.*., pp. 1-40

« sabotant la production » au Moyen-Orient. Le but était de restreindre la production de pétrole grâce aux dispositifs techniques. Limiter le flux d'énergie favorise leur maîtrise de la ressource. La localisation, l'abondance, la densité et les autres propriétés déterminent les dispositifs de contrôle mis en place par les compagnies pétrolières. Leur objectif était de faire monter les prix en limitant la production afin de créer une pénurie. Étant donné la place du pétrole dans les sociétés industrialisées, il suffisait d'en limiter l'offre pour réaliser des profits considérables. L'objectif des compagnies pétrolières fût donc de prendre le contrôle des conduits, des sites de traitement et des goulots par lesquels le pétrole devait passer, de limiter le développement des canaux concurrents, à commencer par les puits de pétrole eux-mêmes, et d'utiliser cette maîtrise des principaux points de passage pour convertir le flux pétrolier en profits. C'est un sabotage de l'intérieur, planifié.⁶⁰ C'est la stratégie qu'a adoptée la Russie, en orchestrant à plusieurs reprises des pénuries d'énergie en guise de menace envers l'Europe.

Timothy Mitchell explique comment organiser le sabotage. La clé du sabotage c'est la capacité à organiser l'ensemble du système énergétique qui permet à un État de produire du pétrole (puits, gisements), acheminer le pétrole (oléoducs, ports), raffiner et transformer le pétrole (raffineries), et surtout interrompre ou menacer d'interrompre le flux. L'auteur montre que le sabotage fait aussi partie intégrante de la stratégie énergétique des États et non seulement des ouvriers ou des grandes compagnies pétrolières. Le sabotage renvoie à la structure même des systèmes énergétiques dans lesquels la centralisation des infrastructures crée des points de vulnérabilités exploitables. La capacité de saboter est inhérente aux infrastructures clés du système énergétique étant donné que celles-ci centralisent les flux, c'est cette centralisation qui crée des points vulnérables. Pour expliquer cela, l'auteur donne l'exemple de l'Irak dans les années 1960-1970 lorsque ce dernier tentait de s'émanciper des grandes compagnies pétrolières anglo-américaines implantées sur son territoire. Grâce au développement d'un gisement, d'un oléoduc et d'une raffinerie, l'Irak a pu assembler le pouvoir politique permettant de mettre la main sur l'ensemble de la chaîne de production du pétrole produit sur son sol. Cependant, Mitchell explique bien que posséder une ressource et la produire ne suffit pas, il faut aussi pouvoir contrôler les points d'interruption c'est-à-dire pouvoir interrompre, ralentir, détourner un flux à tout moment. C'est là que réside le pouvoir du sabotage. Il fallait aussi obtenir la capacité de rediriger ou de bloquer des itinéraires, avoir un pouvoir logistique, c'est ce qu'il appelle "organiser le sabotage". La souveraineté

⁶⁰ *Ibid.*, pp. 119-155

énergétique d'un État producteur vient non seulement de sa capacité à extraire le pétrole mais de sa capacité à choisir à qui vendre, déterminer comment acheminer l'énergie, et potentiellement utiliser les flux pour négocier, imposer sa vision. Le sabotage est un pouvoir qui fait partie intégrante des infrastructures. Contrôler les itinéraires énergétiques, c'est aussi contrôler les conditions d'accès à la ressource. L'énergie est un levier de pouvoir du fait de son indispensabilité pour les sociétés industrielles mais aussi car elle est acheminée par des réseaux vulnérables aux stratégies de sabotages.⁶¹

A la lumière de ce cadre théorique, nous analyserons comment la reconfiguration du réseau énergétique européen est un moyen de reprendre le pouvoir pour ne plus être vulnérable aux infrastructures partagées avec la Russie grâce auxquelles celle-ci exerçait son pouvoir logistique sur l'UE.

1.2.2 L'énergie et les infrastructures énergétiques comme des vecteurs de pouvoir au sens Foucaultien

L'analyse de Timothy Mitchell peut être mise en relation avec la pensée Foucaultienne : le monde social est constitué d'entités visant à maintenir ou accroître leur pouvoir. Michel Foucault parle de « stratégies de pouvoir », soit l'ensemble des stratégies ayant pour enjeu et pour objectif le pouvoir dans les rapports de force.⁶² Il nous offre les outils conceptuels pour procéder à une analyse « technopolitique » afin d'approfondir l'analyse du pouvoir à travers la technique. Il montre comment un pouvoir peut s'exercer à travers des technologies de pouvoir ou des « dispositifs de pouvoir »⁶³, définis comme des stratégies visant à « conduire la conduite des autres »⁶⁴, c'est-à-dire des stratégies servant à faire fonctionner les relations de pouvoir. Ces « dispositifs de pouvoir » s'incarnent dans des stratégies de pouvoir qui visent à déterminer la conduite des autres en un sens profitable à certains.

Il est nécessaire de revenir plus en détail sur la notion foucaultienne de dispositif de pouvoir. Ainsi, Foucault fournit une liste non exhaustive d'exemples de dispositifs, ce qui permet de comprendre le sens de ce concept : « Ce que j'essaie de repérer sous ce nom, c'est premièrement, un ensemble résolument hétérogène, comportant des discours, des institutions, des aménagements architecturaux, des décisions réglementaires, des lois, des

⁶¹ *Ibid.*, pp. 156-185

⁶² Leclaire, Méline, « Foucault et Bourdieu. Les stratégies de pouvoir », *Philosophie*, 2016, p. 7

⁶³ Foucault, « Le sujet et le pouvoir », *Dits et écrits VI*, Gallimard, Paris, 2001, p. 223

⁶⁴ *Ibid*

mesures administratives, des énoncés scientifiques, des propositions philosophiques, morales, philanthropiques... ».⁶⁵ Aussi bien des institutions telles que la prison, que Foucault analyse dans *Surveiller et Punir*, que des propositions philosophiques telles que les théories de la souveraineté auxquelles Foucault fait parfois référence s'inscrivent dans ce qu'il appelle "dispositif"⁶⁶. Le dispositif se définit donc par sa dimension stratégique. Ce sont des dispositifs qui visent à produire "une certaine manipulation des rapports de forces [...] soit pour les développer dans telle direction, soit pour les bloquer, ou pour les stabiliser, les utiliser".⁶⁷ Les groupes antagonistes cherchent chacun à accroître leur pouvoir et mettent en place des dispositifs visant à faire évoluer dans un sens ou dans un autre, les rapports de forces. C'est par ces technologies de pouvoir que le pouvoir s'ancre dans les comportements, les espaces, les corps et les populations, les conduites sociales.

Dans *Surveiller et punir*, Michel Foucault analyse un modèle architectural conçu par le philosophe anglais Jeremy Bentham à la fin du dix-huitième siècle : le panoptique. C'est un dispositif de pouvoir qui produit du pouvoir sans recourir à la force mais par sa seule structure matérielle. L'architecture de l'infrastructure est construite de sorte que les détenus croient qu'ils sont observés constamment ce qu'ils les poussent à intégrer la discipline sans avoir besoin d'être punis. De ce fait, l'infrastructure produit un effet politique : de l'autodiscipline. C'est une forme d'organisation matérielle qui oriente les comportements sans recourir à la sanction, en somme c'est une technique de pouvoir selon Foucault.⁶⁸

Au début de *Surveiller et Punir*, Il affirme qu'il ne faut pas centrer l'étude des mécanismes punitifs sur leurs seuls effets répressifs mais il faut les replacer dans la série des effets positifs qu'ils peuvent induire.⁶⁹ Il explique aussi cette idée dans son article « Les mailles du pouvoir ». Dans sa vision « positive » du pouvoir, il avance l'idée que ces techniques de pouvoir n'ont donc pas pour but d'interdire mais de produire. Il donne l'exemple de l'armée moderne qui a été transformée du fait d'une découverte technique : le fusil au tir. Cette technique a changé l'organisation sociale et hiérarchique au sein de l'armée. La fonction de cette technologie de pouvoir n'est pas de prohiber, mais bien de produire de la performance et de la productivité au sein de l'armée. Ce n'est pas juste une invention

⁶⁵ Foucault, Michel, « Le jeu de Michel Foucault », Dits et écrits III., éd. Gallimard, Paris, 2001, p.299.

⁶⁶ Leclaire, Méline, "Foucault et Bourdieu. Les stratégies de pouvoir", *op.cit.*, p.12

⁶⁷ Foucault, Michel, « Le jeu de Michel Foucault », *op.cit.*, 299

⁶⁸ *Id.*, *Surveiller et punir*, Paris, Gallimard, 1975, pp. 202-210

⁶⁹ *Ibid*, p.32

technique, c'est un dispositif de pouvoir qui modifie la manière dont est organisée l'armée que ce soit ses pratiques de commandement, ses rapports sociaux, les corps.⁷⁰

Michel Foucault prône une analyse ascendante du pouvoir, c'est à dire des mécanismes qui ont leur propre histoire, trajet, technique et tactique et pour voir comment ces mécanismes de pouvoir, qui ont leur technologie propre, ont été et sont encore investis, utilisés, transformés, déplacés, étendus, par des mécanisme plus généraux et des forme de domination globale.⁷¹ En ce sens, analyser les propriétés des différentes énergies, les infrastructures du système énergétique nous permet de comprendre le rapport de force qui se joue entre l'UE et la Russie en procédant à cette analyse ascendante du pouvoir.

L'analyse Foucauldienne nous aide à montrer que les infrastructures énergétiques sont des technologies de pouvoir en soi. Un gazoduc, un terminal de Gaz naturel liquéfié (GNL), une interconnexion électrique, ne sont pas de simples objets techniques. Ce sont des "technologies de pouvoir" en ce qu'elles organisent le territoire en reliant ou en excluant certains pays. Aussi, elles structurent des dépendances entre pays importateurs et exportateurs mais elles permettent aussi de relier des alliés ou de séparer des ennemis. Elles sont vectrices de pouvoir en ce qu'elles sont des outils de pression pour interrompre ou dévier les flux énergétiques. L'architecture du réseau énergétique devient vectrice de pouvoir en soi. Les infrastructures organisent les relations de pouvoirs, rendent possibles certains comportements et pas d'autres. Ils sont productifs de vulnérabilité au sens de Mitchell, mais ils peuvent aussi produire de la sécurité énergétique. Les réseaux énergétiques sont des technologies qui structurent les relations de pouvoirs. Comme le fusil chez Foucault, l'énergie et les infrastructures connexes ne sont pas neutres. Comme nous l'avons expliqué précédemment, d'après Timothy Mitchell, les propriétés des énergies influent sur la forme du pouvoir qu'elles peuvent engendrer, la façon dont elles peuvent être utilisées à des fins politiques. Mis en parallèle avec l'analyse Foucauldienne, on comprend que l'énergie en soi est un "dispositif de pouvoir".

1.3 L'économie au service du pouvoir : le cas ambigu des sanctions économiques

⁷⁰ Id., "Les mailles du pouvoir", *Dits et écrits, tome IV*, Paris, Gallimard, 1994, pp. 183-189

⁷¹ Id., "Cours du 14 janvier 1976", *Dits et écrits, tome III*, Paris, Gallimard, 1994, p.181

Dans le cadre de notre étude, il ne s'agit pas d'analyser l'efficacité des sanctions mais plutôt de comprendre quelles sont les intentions de l'UE derrière la mise en place des sanctions énergétiques. Il s'agit aussi, grâce à ce cadre théorique, de comprendre l'évolution des sanctions et d'analyser leur durcissement à mesure que le conflit s'intensifie.

1.3.1 « L'arme économique »

Les sanctions économiques s'inscrivent dans ce que Marie Hélène Labbé qualifie d'arme économique dans son ouvrage *L'arme économique dans les relations internationales* : « Dans les relations internationales, l'arme économique est l'utilisation par un État, à des fins de politique étrangère, des rapports économiques qu'il entretient avec un autre État ». ⁷² Il s'agit soit de punir celui-ci pour une action jugée inacceptable ce qu'elle qualifie de « bâton » (sanctions économiques), soit de le récompenser pour une évolution que l'on considère positive, on parlera alors de « carotte » (avantages commerciaux ou financiers). ⁷³ On emploie le terme « arme économique » lorsqu'un État utilise ses échanges commerciaux et financiers avec un autre État pour obtenir de ce dernier des concessions en matière de politique intérieure ou étrangère. Une sanction économique peut se définir comme « l'interruption ou la menace d'interruption délibérément décidée au niveau gouvernemental, des relations financières ou de commerce courant avec un pays-cible ». ⁷⁴ La sanction doit représenter un désavantage pour le pays-cible, c'est la perte d'un avantage dont il disposait. Dans le cadre de notre sujet, ce qui nous intéresse ce sont les sanctions énergétiques uniquement. ⁷⁵ Marie Hélène Labbé parle même de guerre économique, une situation entre la simple concurrence économique et la guerre tout court, la guerre économique est la politique suivie par un État qui cherche à affaiblir le potentiel de son adversaire et ainsi le pousser à modifier sa politique étrangère. Il est important d'inscrire les sanctions mises en place par l'UE dans la typologie des objectifs et des moyens de Marie L'abbé. ⁷⁶ L'objectif de l'UE est d'affaiblir l'économie Russe en diminuant ses rentes énergétiques dans le but de contraindre la Russie à stopper la guerre en Ukraine. C'est un « objectif rigide » en ce qu'il

⁷² Labbé, Marie hélène, *L'arme économique dans les relations internationales*, Paris, Presses Universitaires de France, 1998, P. 10 pp. 6-60

⁷³ Ibid., p.6

⁷⁴ Ibid., p.7

⁷⁵ Ibid., p.9

⁷⁶ Ibid., p.11

consiste en un but fixé à l'avance avec précision et à atteindre absolument. Il s'agit de choisir un objet qui nuit grandement à l'État cible.

Aussi, une fois justifiées les sanctions économiques doivent être respectées, sur le plan interne, le principal problème vient des catégories victimes des sanctions. Des sanctions seront d'autant soutenues que les acteurs lésés sont dédommagés, faute de quoi ils seront immédiatement incités à contourner les sanctions.⁷⁷ Par exemple, dans le cas de notre sujet, l'imposition de sanctions à la Russie a été la source de dissensions entre les États membres car certains souffrent davantage de la réduction des importations que d'autres, l'UE a donc dû soutenir les plus impactés afin de sauvegarder l'unité.

De surcroît, comme l'affirme Nicholas Mulder, dans son ouvrage *The economic Weapon : The rise of sanctions as a tool of modern war*, les sanctions sont une alternative à la guerre directe mais elles sont tout de même une arme coercitive. Les sanctions économiques sont de nature offensive, elles sont utilisées en politique internationale pour punir une agression.⁷⁸

1.3.2 Le paradoxe de la coercition économique

Daniel Drezner, dans son article "Conflict expectations and the paradox of economic coercion", explique que la littérature existante concernant la coercition économique se concentre trop sur les résultats plutôt que sur les conditions dans lesquelles un État décide de les utiliser. Il se base sur un modèle théorique les « attentes de conflits »⁷⁹ : les États anticipent l'avenir, ils évaluent s'ils vont avoir beaucoup de conflits avec l'autre pays ou non. Lorsque les pays sont convaincus qu'il y a beaucoup de conflits à venir, ils sont plus susceptibles de déployer des sanctions pour tenter d'imposer leur volonté. Mais l'État ciblé sera moins enclin à céder car il sait pertinemment que céder maintenant pourra l'affaiblir dans les conflits à venir. En revanche, si les pays sont alliés, ils ont moins tendance à déployer des sanctions et si un État le fait, l'État ciblé sera plus enclin à faire des concessions. Les États sont plus enclins à sanctionner leurs adversaires même si ces derniers sont plus

⁷⁷ Ibid., p.22

⁷⁸ Mulder, Nicholas, *The economic Weapon : The rise of sanctions as a tool of modern war*, New Haven, Yale University Press, 2022, p. 6

⁷⁹ Drezner, Daniel, "Conflict expectations and the paradox of economic coercion", *International Studies Quarterly*, vol.42, no 4, 1998, p. 710

difficiles à faire plier. En effet, ils auront peur d'être affaiblis dans les conflits à venir. Les sanctions sont le fruit de calculs stratégiques et rationnels.

Daniel Drezner pose la question suivante : est-ce que les États pensent seulement à leurs intérêts immédiats, les « gains absolus », ou est-ce qu'ils prennent en compte les « gains relatifs », c'est-à-dire à ce que l'autre État gagne ? D'après Drezner, les dirigeants de politiques étrangères se soucient des gains relatifs s'ils s'attendent à ce qu'une distribution inégale des gains dans le présent mène à des bénéfices amoindris dans de futurs conflits. C'est-à-dire que les concessions faites dans le présent pourraient être utilisées comme des leviers de pouvoir dans le futur. Donc, les États vont se préoccuper des gains relatifs seulement s'ils pensent qu'ils auront d'autres conflits à l'avenir avec le pays en face. Quand un État décide de sanctionner, il sait que cela implique un coût important mais il est prêt à payer ce coût s'il anticipe un risque de conflits futurs avec l'État ciblé. Autrement dit, les sanctions sont un investissement stratégique. Si le sanctionnateur pense que la relation avec la cible sera conflictuelle à long terme, il choisit d'imposer des sanctions pour montrer sa fermeté, asseoir sa réputation, pour éviter d'être perçu comme faible et ainsi maintenir un rapport de force favorable pour les futurs conflits. Plus un État anticipe un avenir conflictuel avec l'autre, plus il a de raisons d'imposer des sanctions, même si cela lui coûte cher à long terme. Au-delà du changement de comportement attendu, il s'agit d'imposer sa réputation en tant que négociateur ferme tout en affaiblissant la réputation de la cible. La condition de la coercition n'est remplie que lorsque l'État qui impose les sanctions préfère le conflit au statu quo.⁸⁰

Ce cadrage théorique nous permet de comprendre pourquoi L'UE impose des sanctions énergétiques à la Russie même si elles sont très coûteuses pour elle. Les sanctions se durcissent à mesure que leur relation tend vers le conflit. C'est la logique des gains relatifs. La Russie refuse de céder car cela signifierait reconnaître une forme de dominance européenne, elle préfère absorber les pertes économiques.

1.3.3 Les sanctions économiques comme vecteur de pouvoir symbolique

David Baldwin, dans son ouvrage *Economic Statecraft*, se concentre sur les instruments économiques du pouvoir utilisés par les décideurs politiques. Les techniques économiques de gouvernance sont utilisées pour exercer un pouvoir économique. Mais les

⁸⁰ *Ibid.*, pp. 709-714

techniques économiques peuvent également être utilisées pour exercer un pouvoir symbolique : ainsi les sanctions économiques peuvent être efficaces non pas en raison de leur impact économique, mais plutôt en raison du signal qu'elles envoient sur les intentions de l'État qui impose des sanctions.⁸¹ Il existe des situations dans lesquelles l'action militaire directe est impossible, dans lesquelles ne rien faire est considéré comme une complicité, et dans lesquelles il faut proposer une action qui sert au moins de signal pour montrer la désapprobation quant à l'action du pays cible. Les sanctions économiques permettent de projeter un engagement à défendre quels que soient les effets économiques de la sanction.⁸²

Ce cadre théorique nous permet d'analyser le degré d'engagement démontré par l'utilisation des sanctions énergétiques européennes. Cela nous permet de comprendre l'évolution des sanctions énergétiques européennes tout au long du conflit Russo-Ukrainien. Le recours à des techniques économiques peut servir à créer une position vague.

Il arrive qu'un décideur politique souhaite prendre un engagement, mais pas un engagement qui le mette trop en danger. Les sanctions économiques se situent quelque part entre la guerre et l'apaisement, elles peuvent démontrer engagement et retenu. Ainsi, elles sont souvent dénoncées par les deux camps. Les partisans d'une ligne douce sont susceptibles de les critiquer comme trop coercitives et conflictuelles, tandis que les partisans de la ligne dure, sont susceptibles d'y voir une preuve d'un manque d'engagement.⁸³ Nous pouvons faire un parallèle avec les désaccords entre États membres quant au degré de sanctions à adopter.

Les sanctions sont plus fortes que les protestations diplomatiques, mais plus faibles qu'une attaque militaire. Les motivations des acteurs qui imposent des sanctions peuvent être un mélange de désir de faire pression sur un État d'une part, tout en évitant l'évocation d'une réponse militaire d'autre part.⁸⁴

Le degré d'engagement d'un État peut être analysé au regard des coûts qu'il subit à cause des sanctions. Les coûts des instruments économiques ne sont pas un inconvénient absolu mais plutôt un outil pour projeter un engagement crédible auprès des autres acteurs. En comparaison à d'autres techniques, les sanctions économiques coûtent généralement plus cher que la propagande ou la diplomatie et ont donc tendance à avoir plus de crédibilité intrinsèque. Les techniques militaires, bien sûr, entraînent généralement des coûts plus

⁸¹ Baldwin, David, *Economic Statecraft*, Princeton, Princeton University Press, 1985, p.129

⁸² Ibid., p. 100

⁸³ Ibid., p. 107

⁸⁴ Ibid., p. 113

élevés et donc encore plus de crédibilité, mais leurs coûts peuvent être trop élevés. Les techniques économiques représentent des coûts suffisamment bas pour être supportables mais plus ils sont élevés, plus ils sont puissants symboliquement.⁸⁵ Les boycott commerciaux sont des actions très médiatisées qui engagent ainsi « le prestige de l'État qui sanctionne et celui de l'État sanctionné ».⁸⁶ Le décideur compare le coût des différentes alternatives. Il ne s'agit pas forcément de comparer ses propres coûts à ceux de la cible mais plutôt de comparer les coûts des différentes options pour le sanctionnateur. Ne rien faire, ne pas imposer de sanctions économiques peut impacter l'image d'un État bien plus durablement que les coûts qu'il doit supporter en imposant des sanctions.⁸⁷

Ce cadre théorique nous permet de comprendre pourquoi l'UE a choisi d'imposer des sanctions sur un domaine dont elle est pourtant si dépendante : l'énergie.

À la lumière de ce cadre théorique, nous allons désormais analyser les relations énergétiques depuis 2006 jusqu'aux débuts de la guerre en Ukraine.

2 Chapitre : Les relations énergétiques russo-européennes jusqu'à la guerre en Ukraine

Ce deuxième chapitre consiste à analyser les dynamiques énergétiques entre l'UE et la Russie depuis 2006, date de la première crise gazière déclenchée par la Russie, jusqu'aux débuts de la guerre en Ukraine en 2022. Il s'agit de comprendre la relation d'interdépendance qui lie les deux acteurs et de mettre en exergue la montée d'un « dilemme sécuritaire » autour de l'énergie. La période analysée couvre les crises russo-ukrainiennes et les trajectoires concurrentes qui s'affrontent autour de la gestion des infrastructures clés du système énergétique. Il s'agit de montrer comment les tensions croissantes ont poussé l'UE à transformer sa politique énergétique à l'égard de la Russie. La stratégie de l'UE consiste à fonder une Union de l'énergie mais aussi à libéraliser les marchés énergétiques ainsi que diversifier ses approvisionnements. Ce chapitre nous permet de confronter les concepts

⁸⁵ Ibid., p. 109

⁸⁶ Ibid., p.111

⁸⁷ Ibid, pp. 98-110

développés dans notre cadre théorique aux évènements qui ont façonné les relations énergétique russo-européennes.

2.1 Une relation énergétique fondée sur l'interdépendance

Pour comprendre les transformations de la stratégie énergétique de l'UE, il est essentiel de revenir sur la nature de la relation énergétique qu'elle entretient avec la Russie avant la guerre en Ukraine. Cette section vise à montrer que cette relation, construite sur l'interdépendance, s'est révélée conflictuelle et est devenue une source de vulnérabilité pour l'UE qui craint que la Russie manipule les flux énergétiques. Cependant cette vulnérabilité n'est pas perçue de la même façon au sein de l'UE, étant donné qu'il existe de degrés variables de dépendance à la Russie selon les États membres.

2.1.1 Une interdépendance symétrique qui s'inscrit dans un dilemme de sécurité

Comme l'explique Andrej Krickovic, les disparités de pouvoir produites par l'interdépendance sont une source potentielle de conflit entre États interdépendants. L'interdépendance économique entre l'UE et la Russie, particulièrement marquée dans le domaine énergétique, n'a pas atténué les inquiétudes sécuritaires des Européens et des Russes les uns envers les autres, mais les a au contraire exacerbées. Elle ne les a pas non plus empêchés d'adopter des positions opposées dans la guerre qui se déroule actuellement en Ukraine. On parle d'interdépendance car c'est une dépendance mutuelle, la Russie cherchant une sécurité de la demande et l'UE une sécurité de l'approvisionnement. Leur interdépendance est symétrique : les deux parties sont également dépendantes l'une de l'autre et seront donc également affectées par une rupture de la relation.⁸⁸

D'après l'auteur, les États peuvent échapper au conflit lorsque l'interdépendance entre eux est complexe, c'est-à-dire lorsque les États sont mutuellement dépendants sur une série de questions économiques, politiques et de sécurité. Dans les situations d'interdépendance complexe, il est difficile de mesurer précisément qui dépend le plus de qui, car la dépendance est dispersée selon de nombreuses dimensions différentes. Cette

⁸⁸ Krickovic Andrej, « Quand l'interdépendance produit des conflits : les relations énergétiques UE-Russie comme dilemme de sécurité », *Contemporary Security Policy*, 2015, pp. 4-18

situation minimise le risque qu'un État utilise la dépendance de l'autre comme levier politique, car il peut lui-même dépendre de cet autre État dans le cadre d'une relation différente. Or, l'interdépendance symétrique qui se joue entre l'UE et la Russie se limite à un seul domaine : la relation énergétique. Les autres aspects de la relation sont sous-développés ou déséquilibrés : Ils ne peuvent donc pas compenser les craintes d'une relation énergétique qui se transformerait en une relation asymétrique. L'UE est fortement dépendante de la Russie pour ses besoins énergétiques. La Russie fournit à l'UE plus de 35 % de ses importations de pétrole brut et 30 % de ses importations de gaz naturel en 2013. Les échanges énergétiques de la Russie avec l'UE constituent la relation économique extérieure la plus importante de la Russie. Au total, 78 % des exportations russes de pétrole brut et plus de 70 % des exportations russes de gaz naturel sont destinées à l'UE en 2014. Les exportations de pétrole et de gaz représentent près de 25 % du PIB russe et près de la moitié des revenus qui financent le budget du gouvernement russe en 2013. L'interdépendance est symétrique, car les deux parties seraient confrontées à des coûts considérables si la relation énergétique était rompue ou perturbée.⁸⁹

Les attentes et les préoccupations des acteurs concernant l'avenir influencent leur comportement, c'est la théorie des « gains relatifs » de Waltz. Dans les situations où les États sont fortement dépendants d'une relation commerciale particulière, mais sont pessimistes quant à sa pérennité, l'interdépendance exacerbe les conflits d'après Andrej Krickovic. Les États menacés de voir disparaître les relations commerciales dont ils dépendent pour l'approvisionnement en biens et ressources stratégiques essentiels peuvent choisir de rentrer en conflit pour acquérir ces biens et ressources. Au fil du temps, l'équilibre de toute relation d'interdépendance peut être altéré, perturbant la symétrie et rendant un État plus dépendant de la relation que l'autre. Dans ces circonstances, les États peuvent tenter de mener des politiques visant à réduire leur dépendance vis-à-vis de l'autre État mais ils ne peuvent réduire cette dépendance sans accroître celle de l'autre État, ce qui, par extension, menace sa sécurité et son indépendance. Ils se trouvent piégés dans un « dilemme de sécurité » tel qu'exprimé par Kenneth Waltz. C'est le cas dans les relations énergétiques entre la Russie et l'UE, au sein desquelles, l'interdépendance économique entre l'UE et la Russie a entraîné une aggravation des conflits.⁹⁰

⁸⁹ *Ibid*

⁹⁰ Krickovic Andrej, « Quand l'interdépendance produit des conflits : les relations énergétiques UE-Russie comme dilemme de sécurité », *Contemporary Security Policy*, 2015, pp. 4-18

Ce raisonnement nous permet de comprendre pourquoi l'UE modifie sa stratégie énergétique dans un environnement international anarchique afin de regagner du pouvoir sur la Russie. L'Europe s'est inquiétée de plus en plus de sa dépendance aux exportations russes d'hydrocarbures et a craint que Moscou ne tente d'exploiter cette dépendance énergétique pour la faire chanter. C'est pourquoi l'UE a cherché à diversifier ses voies d'approvisionnement en construisant des gazoducs qui contournent le contrôle russe et acheminent l'énergie directement des anciens États soviétique d'Asie centrale et Caucase vers les marchés européens. L'UE a également adopté des mesures de libéralisation du marché européen de l'énergie afin de reprendre le contrôle des infrastructures monopolisées par les entreprises énergétiques russes. L'UE a choisi le chemin de l'indépendance énergétique et pour se faire elle s'emploie à créer une véritable Union de l'énergie qui s'est renforcée au fil des crises induites par la Russie.

Cela a éveillé des soupçons quant aux véritables intentions de l'Europe. Les dirigeants russes se sont plaints de pratiques discriminatoires et de pratiques à deux vitesses. La Russie perçoit les efforts de libéralisation du marché et la construction de nouveaux gazoducs comme une volonté d'affaiblir l'État russe et de placer ses ressources naturelles sous le contrôle occidental. C'est pourquoi les initiatives mises en place par l'UE ne doivent pas être minimisées, elles sont perçues comme menaçantes par la Russie. En réponse aux mesures de l'UE, la Russie s'est battue contre la libéralisation du marché européen du gaz et s'est efforcée de consolider son contrôle sur les tracés des gazoducs et les approvisionnements énergétiques dans l'espace post-soviétique.⁹¹ La Russie instrumentalise ses ressources naturelles, en particulier son gaz, pour retrouver sa puissance passée et établir un monopole sur la production, le transport et la distribution de gaz en Europe. Toute tentative de construction d'une Europe de l'énergie est considérée comme un acte hostile. La Russie veut être en situation de force pour négocier ses contrats, imposer ses prix et récompenser telle ou telle entreprise européenne considérée par le Kremlin comme une bonne élève.⁹²

La Russie, très dépendante des marchés énergétiques européens, cherche à s'imposer en divisant pour mieux régner. Face à cette politique pragmatique poursuivie avec constance depuis 2000, les Européens avancent en ordre dispersé. La Russie ne traite pas avec l'UE dans son ensemble, mais avec chaque État séparément. Elle profite des différences de

⁹¹ *Ibid*

⁹² Paillard, Christophe-Alexandre, « Russie, Ukraine, Union européenne : faux-semblants et perspectives », *Revue internationale et stratégique*, 2011/4 n° 84, 2011. p.85-93.

position entre pays européens pour obtenir des avantages. Elle fait du chantage énergétique à des pays comme l'Ukraine ou la Géorgie s'ils se rapprochent de l'OTAN ou de l'UE. Elle offre des partenariats ou contrats avantageux à certains pays comme l'Allemagne avec la construction du gazoduc Nord Stream, ce qui affaiblit l'idée d'une politique énergétique commune. En affaiblissant la solidarité européenne, elle renforce son influence et maintient sa position dominante.⁹³

Les initiatives russes, à leur tour, accentuent les inquiétudes européennes quant à la dépendance à l'égard du gaz russe et suscitent de nouveaux doutes quant aux véritables intentions de Moscou.⁹⁴

C'est pourquoi les institutions européennes se sont efforcées de construire une Union de l'énergie. Les États membres de l'UE cherchent à réduire leur dépendance énergétique à la Russie pour éviter un « déséquilibre des puissances » au sens de Kenneth Waltz, dans lequel la Russie disposerait d'un levier stratégique sur eux. La relation d'interdépendance et le dilemme de sécurité qu'elle induit nous permet de mieux comprendre les stratégies déployées par les deux acteurs.

2.1.2 Des dépendances variables selon les États membres concernés.

La dépendance des États membres fluctue selon la structure du mix énergétique national, la configuration des infrastructures d'importation, et l'histoire des relations bilatérales avec Moscou. Cette dépendance variable explique les différentes positions des pays européens quant à la conduite à adopter vis-à-vis de la Russie.

Concernant le mix énergétique des pays de l'UE, les différentes compositions du bouquet énergétique des États membres de l'UE expliquent en partie leurs priorités politiques distinctes. Le charbon joue toujours un rôle clé dans le mix énergétique de nombreux États membres d'Europe orientale notamment l'Estonie, la Pologne, la République tchèque et la Bulgarie, où il est utilisé pour la production d'électricité. Tous les États membres comptent sur le pétrole comme source d'énergie, mais pour certains comme, Malte, Chypre, le Luxembourg, la Grèce et l'Irlande, cette dépendance est beaucoup plus élevée et dépasse la moitié de la consommation totale d'énergie. Le gaz est la principale source d'énergie aux Pays-Bas, en Hongrie, en Lituanie et en Allemagne. L'énergie

⁹³ Paillard, Christophe-Alexandre. « Russie, Ukraine, Union européenne : faux-semblants et perspectives », *op. cit.*, p.85-93.

⁹⁴ Krickovic Andrej, "Quand l'interdépendance produit des conflits", *op. cit.*, p. 17

nucléaire est la principale source d'énergie en France et couvre plus de 20 pour cent de la consommation énergétique en Suède, en Slovaquie, en Bulgarie et en Slovénie. Ces différences engendrent des vulnérabilités plus ou moins fortes aux coupures d'approvisionnement russe.⁹⁵

En élargissant l'UE aux États de l'ancien bloc soviétique dans les années 2000, l'UE a intégré une multitude d'États presque entièrement dépendants de la Russie pour son approvisionnement en gaz, augmentant ainsi sa dépendance globale. En 2007, le gaz russe représentait 100 % de la consommation des États baltes, 98 % de celle de la Slovaquie, 78 % de celle de la République tchèque et 60 % de celle de la Hongrie. Le système énergétique était complètement imbriqué avec celui de la Russie. Pour des raisons historiques, ces États sont particulièrement sensibles à la possibilité que la Russie utilise son arme énergétique pour les menacer et ils ont été les plus vifs lorsqu'il s'est agi d'attirer l'attention sur la nécessité pour l'Europe de réduire sa dépendance au gaz russe.⁹⁶

Aussi, la dépendance des différents pays européens dépend de leur situation géographique et des alternatives possibles d'importations de GNL dont ils disposent. Les pays les plus éloignés géographiquement de la Russie, ont un meilleur accès aux terminaux GNL, c'est-à-dire aux installations portuaires où le gaz est livré par bateau depuis d'autres pays. C'est le cas de la France, de l'Espagne et du Portugal. Ces derniers ont des approvisionnements plus diversifiés et sont beaucoup moins exposés aux coupures d'approvisionnement. L'Allemagne dépend pour sa part à environ 55 % de la Russie pour ses importations qui transitent toutes par gazoduc en 2020. L'Italie est elle aussi fortement dépendante du gaz russe qui représente environ un tiers de ses importations. Les pays frontaliers de la Russie comme la Finlande, l'Estonie, la Lettonie, uniquement alimentés par gazoduc sont dépendants à près de 100 % de Moscou avant la guerre en Ukraine.⁹⁷ On comprend ici que le tracé des flux énergétiques est un "dispositif de pouvoir" au sein Foucaldien, il structure les relations de dépendance des différents pays européens.

Pour des raisons historiques, notamment la longue soumission à l'impérialisme Russe, l'image de la Russie comme un pays menaçant est forte particulièrement chez les membres de l'UE d'Europe centrale et orientale, comme la Pologne et les États baltes. Ces États ont donc tendance à sécuriser davantage leurs relations énergétiques avec la Russie que

⁹⁵ Siddi, Marco, "The EU's energy union : a sustainable path to energy security ?", *International Spectator*, 2016, p.2

⁹⁶ *Ibid*

⁹⁷ Grekou, Carl., *et al.* « La dépendance de l'Europe au gaz russe : État des lieux et perspectives ». *Revue d'économie financière*, N° 147, 2022. p.230.

les pays d'Europe occidentale comme l'Allemagne, ou l'Italie. Ces derniers sont plus enclins à faire affaire avec Gazprom, l'entreprise gazière étatique de la Russie, un fait qui a donné lieu à de vifs désaccords au sein de l'UE.⁹⁸

Nous pouvons faire un parallèle avec la théorie de « l'équilibre des menaces » explicité par Stephen Walt. Les États ne s'allient pas nécessairement contre les plus puissants, mais contre ceux qu'ils perçoivent comme les plus menaçants. Les divergences d'opinions découlent des constructions diverses de la Russie en tant que puissance menaçante. Le fait que la Russie soit perçue comme une menace ou non découle des tensions nationales profondément ancrées. Tandis que les pays d'Europe centrale et orientale, historiquement soumis à l'influence soviétique, considèrent la dépendance à la Russie comme une vulnérabilité stratégique, d'autres États comme l'Allemagne ont longtemps conçu la coopération énergétique comme un outil de stabilisation et de coopération. Cette divergence s'explique par des perceptions différentes de la menace, liées à la proximité géographique, au poids de l'histoire et à la rhétorique agressive adoptée par la Russie à l'égard des anciens États soviétiques. Cela nous permet de comprendre pourquoi certains États ont été le moteur de la diversification énergétique européenne, tandis que d'autres ont misé sur une interconnexion bilatérale toujours plus poussée avec la Russie.

2.2 L'Europe à court d'énergie : les crises russo-ukrainiennes

Au début du millénaire, l'UE doit faire face à un contexte énergétique marqué par des tensions croissantes : dépendance extérieure croissante, insuffisante diversification, hausse des prix, épuisement des ressources internes... Elle est en position de faiblesse et subit les crises russo-ukrainiennes de plein fouet.

2.2.1 L'année 2006 : le début des guerres du gaz russo-ukrainiennes

L'augmentation soudaine du prix des hydrocarbures sur les marchés mondiaux en 2005 a été le premier signe de la dépendance énergétique de l'UE à la Russie. L'année 2006 sonne le début de la période des guerres du gaz russo-ukrainiennes et de l'utilisation par la Russie de l'énergie comme arme politique. La crise débute en mars 2005, peu après la

⁹⁸ Koleva, Petia. *et al.* « Financer la transition énergétique en Europe centrale et orientale : un levier pour surmonter la dépendance de sentier à l'égard de la Russie ? ». *Revue d'économie financière*, N° 147, 2022. p.135-138

Révolution orange en Ukraine qui mène Viktor Iouchtchenko, un président pro-occidental, au pouvoir. Elle atteint son pic le 1er janvier 2006, deux mois avant la tenue d'élections parlementaires à risque pour le président. L'entreprise gazière russe Gazprom interrompt l'approvisionnement à destination de l'Ukraine tout en affirmant maintenir les exportations vers l'UE. Cependant, près de 90% du gaz russe à destination de l'Europe transite par le territoire ukrainien. Cette perturbation affecte donc l'ensemble de la chaîne. Plusieurs membres de l'UE sont touchés notamment l'Autriche, la Slovaquie pour lesquels l'approvisionnement en gaz russe a diminué d'environ un tiers, de 25% pour la Hongrie et d'environ 14% pour la Pologne.⁹⁹

La Russie justifie cette coupure par des différends commerciaux : elle accuse l'Ukraine de prélever illégalement du gaz destiné à l'UE et réclame une hausse du prix du gaz vendu à l'Ukraine pour être en conformité avec les prix mondiaux. L'Ukraine réfute ces accusations et réclame une augmentation du prix du transit. Le conflit est achevé le 4 janvier 2006 grâce à un compromis temporaire qui ne résout pourtant pas les différends profonds entre Gazprom et Naftogaz, les deux monopoles étatiques en charge de l'énergie.

La Russie utilise l'énergie comme un outil de coercition face à une Ukraine qui se rapproche du camp occidental, ce qui va à l'encontre des volontés russes. La Russie renaît en tant que puissance grâce aux prix élevés des hydrocarbures. Une Ukraine libre et démocratique est alors un danger pour les visées impérialistes de Moscou.¹⁰⁰

Cette crise vient mettre en lumière la vulnérabilité énergétique de l'UE. L'Europe apparaît comme un otage involontaire d'un conflit de voisinage. Un problème semble alors évident, le transit via l'Ukraine constitue une vulnérabilité dans la chaîne d'approvisionnement. Pour Andris Piebalgs, commissaire en charge de l'Énergie, il est essentiel que la Russie et l'Ukraine demeurent des partenaires fiables, tant pour l'approvisionnement que pour le transit de gaz en Europe. Il affirme que la sécurité de l'approvisionnement énergétique nécessite une approche beaucoup plus européenne et non plus seulement à l'échelle des États membres.¹⁰¹ Cet épisode marque une prise de conscience européenne : l'UE est dépendante d'un fournisseur unique et d'un couloir de transit instable.

A partir de ce moment, les projets de contournement de l'Ukraine deviennent populaires auprès des États membres afin de supprimer le risque de transit. Par exemple, le

⁹⁹ Revol, Adina, *Rompre avec la Russie, Le réveil énergétique européen*, Odile Jacob, 2024, p.45-46

¹⁰⁰ *Ibid.*, pp. 48-50

¹⁰¹ Piebalgs, Andris, *Speaking Notes welcoming the agreement between Gazprom and Naftogaz*, conférence de presse, 4 janvier 2006

projet Nord Stream 1 qui permet de relier directement la Russie à l'Allemagne via la mer Baltique s'inscrit dans cette volonté.¹⁰² La Russie n'a alors cessé de chercher à renforcer les liens bilatéraux avec ses principaux consommateurs européens afin de saper l'unification européenne.

La crise de 2006 ne doit pas se lire comme un simple désaccord commercial, elle fait partie d'une militarisation progressive de l'énergie par la Russie. Pour l'UE, le comportement russe à l'égard de l'Ukraine, et indirectement à l'égard de l'UE, inaugure la redéfinition de sa politique énergétique sous l'angle de la sécurité. L'UE va alors chercher à réduire sa dépendance pour amenuiser la menace de l'utilisation de celle-ci par la Russie.

2.2.2 La relance de l'Europe de l'énergie

« L'Europe se construit dans les crises », tel est l'adage de Jean Monnet, père fondateur de l'UE, qui semble se confirmer à travers la constitution progressive d'une Europe de l'énergie à mesure que la relation énergétique avec la Russie se tend. En effet, la crise gazière a mis en lumière le manque de coordination des États membres. Assurer un approvisionnement sûr, abordable et durable constitue l'objectif principal de la politique énergétique européenne ainsi définie en mars 2006 par les chefs d'État. Cette décision clé intervient alors que l'UE ne dispose pas encore de compétence en matière d'énergie.¹⁰³ Jusqu'ici, la sécurité énergétique demeurait cantonnée au niveau national. La sécurité d'approvisionnement devait désormais être pensée à l'échelle européenne par le biais d'approches externes communes reposant sur la diversification des fournisseurs et des sources énergétiques. Il s'agit aussi de bâtir une approche fondée sur la solidarité entre États membres en cas de crise.

L'intégration du marché intérieur s'accélère. La modération de la consommation et la promotion d'énergies renouvelables participent à la transition énergétique. L'Union promeut les énergies renouvelables et met en place des instruments novateurs, comme le système d'échange de quotas d'émission de CO₂, fondé sur le principe du pollueur-payeur.¹⁰⁴ En 2008, l'UE adopte un plan ambitieux à l'horizon 2020, il s'agit d'atteindre : 20% de la réduction des émissions de gaz à effet de serre, 20% de renouvelables et 20%

¹⁰² Revol, Adina, *Rompre avec la Russie*, op cit., p.50

¹⁰³ “Livres Vert - Une stratégie européenne pour une énergie sûre, compétitive et durable”, site de l'Union européenne, 2006, [EUR-Lex - 52006DC0105 - EN - EUR-Lex](#)

¹⁰⁴ Revol, Adina, *Rompre avec la Russie*, op cit., p.51-52

d'efficacité énergétique. Ces objectifs adoptés par les chefs d'État ont une visée stratégique claire : verdir le bouquet énergétique, baisser la consommation gazière pour contribuer à la transition énergétique et réduire la dépendance extérieure.¹⁰⁵

A la fin des années 2000, la logique de marché et l'approche géopolitique deviennent complémentaires. La construction progressive d'un marché commun de l'énergie et le développement des énergies renouvelables ne répondent pas uniquement à des objectifs économiques et climatiques mais commencent à s'inscrire dans une logique de sécurité d'approvisionnement.¹⁰⁶

Ces mesures servent aussi un objectif stratégique implicite : réduire la dépendance de l'UE aux hydrocarbures russes. Dans une perspective réaliste, cette relance de l'Europe de l'énergie peut être interprétée comme une stratégie défensive visant à réduire la vulnérabilité européenne face à un partenaire énergétique qui n'est plus aussi fiable qu'auparavant. Après la Révolution orange, la pression exercée par la Russie sur les États de son voisinage a accru la perception de la Russie comme une menace pour la sécurité énergétique. Cela rejoint la théorie de « l'équilibre des menaces » de Stephen Walt. En effet, la Russie n'est pas seulement perçue comme puissante, son comportement agressif la présente comme une menace. Cela pousse l'UE à riposter pour rééquilibrer les menaces. Pour se faire, l'Europe de l'énergie se construit pas à pas.

2.2.3 L'année 2009 : l'Europe impuissante face à l'instrumentalisation russe du gaz

La crise gazière de 2009 est un choc encore plus brutal que celle de 2006 pour les pays européens. En effet, elle souligne les dépendances à l'égard de l'énergie russe, dépendances soigneusement entretenues par Vladimir Poutine et les dirigeants de Gazprom qui, pendant des années, ont inondé le marché à des prix imbattables. Le conflit entre la Russie et l'Ukraine éclate à nouveau concernant le prix du gaz. Moscou accuse Kiev de refuser de payer le prix du marché et de prélever illégalement du gaz destiné à l'UE. Le premier janvier 2009, devant le refus de Kiev d'accepter la hausse unilatérale du prix, Gazprom stoppe à nouveau les livraisons de gaz destinés à l'Ukraine. L'arrêt total des livraisons de gaz transitant par l'Ukraine est acté le 7 janvier 2009. La coupure dure deux semaines et son impact est massif : 300 millions de mètres cubes de gaz manquent chaque

¹⁰⁵ “Paquet climat énergie 2020”, site de l'Union européenne, 2015, [Paquet climat-énergie 2020 | EUR-Lex](#)

¹⁰⁶ Revol, Adina, *Rompre avec la Russie*, op cit., p.51-52

jour en Europe, c'est environ 30% du total des importations.¹⁰⁷ "C'est une situation inédite : même durant la guerre froide, nous n'avions pas été confrontés, comme nous le sommes aujourd'hui à une interruption pure et simple des livraisons de gaz" déclare devant les députés européens le ministre Tchèque Alexandr Vonda, dont le pays détient la présidence du Conseil des ministres de l'UE.¹⁰⁸

Cette crise entraîne de graves conséquences pour les États qui sont fortement dépendants du gaz russe importé à travers la seule route ukrainienne. Ces États sont incapables d'amortir les effets de la coupure. La Grèce et la Bulgarie, en raison de leur forte dépendance au gaz russe acheminé à travers l'Ukraine, perdent 75% de leur consommation quotidienne de gaz. La Croatie, l'Autriche et la Slovénie subissent également une baisse importante de leurs approvisionnements. Gaz De France Suez* a signalé une baisse de plus de 70% en France, des livraisons de gaz naturel russe. En revanche, ces chiffres doivent être interprétés en tenant compte de la part du gaz dans la consommation finale d'énergie. L'impact de la crise n'est pas aussi prononcé en France qu'en Bulgarie. En effet, une réduction de 70% des livraisons en France a un impact plus limité, car le gaz constitue seulement 17% de la consommation énergétique totale de notre pays et la France a plusieurs fournisseurs de gaz.¹⁰⁹

Au total, dix-huit États membres ont été impactés lors de cette crise, dont sept États membres important uniquement du gaz russe : la Suède, la Finlande, la Lituanie, la Lettonie, l'Estonie, la Bulgarie et la Slovaquie. Parmi eux, la Bulgarie et la Slovaquie souffrent d'une double dépendance au gaz russe et à la route ukrainienne, sans accès au marché mondial du gaz naturel liquéfié ou aux infrastructures d'importations ouest-européennes. Cet épisode met en lumière les degrés variables de dépendance énergétique à la Russie. La péninsule ibérique, les pays du Benelux, le Royaume-Uni et les pays Baltes n'ont pas été affectés, car ils reçoivent peu ou pas de gaz russe ou utilisent une autre route.¹¹⁰

En Slovaquie, l'industrie principalement située à l'Est s'est arrêtée, alors que le pays aurait pu recevoir du gaz de ses voisins de l'Ouest. Le réseau énergétique européen, encore influencé par l'Ostpolitik malgré la crise de 2006, manquait de capacités de flux inversés

¹⁰⁷ Revol, Adina, *Rompre avec la Russie*, op.cit., pp. 53-55

¹⁰⁸ Vondra, Alexandr, "Compte rendu in extenso des débats, Fourniture de gaz à l'Ukraine et l'UE par la Russie", site du Parlement européen, janvier 2009.

¹⁰⁹ Revol, Adina, *Rompre avec la Russie*, op.cit., pp. 53-55

* Gaz de France Suez est une entreprise gazière française désormais nommée ENGIE depuis 2015.

¹¹⁰ *Ibid.*,

pour envoyer du gaz d'Ouest en Est. Cela ne nécessite que l'installation de stations de compression.

Cette crise met en exergue plusieurs vulnérabilités structurelles : la dépendance de certains pays au seul fournisseur russe et à une seule voie de transit mais aussi l'absence d'interconnexions et de mécanisme de solidarité énergétique efficaces entre les États membres. Il y a aussi un manque criant d'infrastructures permettant d'acheminer le gaz d'ouest en est, faute de capacité de flux inversés.¹¹¹

A nouveau, le conflit n'est pas que commercial, les tensions entre Gazprom et Naftogaz sous-tendent des rivalités politiques plus profondes. La Russie cherche à préserver ses intérêts dans l'ex-espace soviétique. L'énergie est utilisée comme un moyen de pression à des fins politiques. Cependant l'incapacité de l'UE à organiser une réponse commune rend l'UE impuissante. Son incapacité à mutualiser les infrastructures et à parler d'une seule voix illustre que l'UE peine à se comporter en un véritable acteur géopolitique dans le domaine de l'énergie. L'UE agit comme une addition d'États-nations et non comme un acteur stratégique unifié.

2.2.4 L'UE investit dans la technique pour s'autonomiser

La crise de 2009 a mis en lumière les limites de la stratégie européenne à l'égard de la Russie. Cette crise a montré que la solidarité européenne ne pouvait fonctionner que dans une Europe de l'énergie unie. Or le budget européen n'est pas à la hauteur des investissements nécessaires pour créer une réponse coordonnée face à un choc énergétique.¹¹²

C'est pourquoi, face à cette situation, la Commission européenne élabore le Programme énergétique européen pour la relance (PEER) qui apporte une première contribution conséquente à certains projets hautement stratégiques. Il s'agit de relancer l'économie par des investissements dans les infrastructures et ainsi renforcer la sécurité énergétique de l'UE. C'est le premier exemple de soutien à grande échelle apporté par l'Europe au secteur énergétique. Le PEER est de presque 4 milliards d'euros : 1,4 milliard pour les projets gaziers, 910 millions pour les projets électriques, 565 millions pour les parcs éoliens en haute mer. Le programme vise à renforcer l'interconnexion des réseaux et à connecter les énergies renouvelables au réseau énergétique. Tous ces projets contribuent à

¹¹¹*Ibid*

¹¹² *Ibid.*, pp. 56-58

sécuriser et à diversifier le système énergétique européen. Par la suite, en 2011 des fonds sont débloqués pour améliorer l'efficacité énergétique. Faire des économies permet de consommer moins d'hydrocarbures russes.¹¹³

Un certain nombre de gazoducs stratégiques pour la sécurité gazière de l'UE ont ainsi été financés par l'UE. Si certains gazoducs ont été finalisés très rapidement, comme celui reliant la Hongrie et la Roumanie, la Croatie et la Hongrie, d'autres l'ont été plus lentement. Il s'agissait des gazoducs qui rendaient les anciens États du giron de Moscou moins vulnérables à son chantage politique. Par exemple, le gazoduc reliant la Bulgarie et la Roumanie a été opérationnel seulement à la fin de l'année 2016. Ce tout premier lien entre les deux pays renforce leur sécurité d'approvisionnement et facilite l'ouverture du corridor gazier méridional qui apporte du gaz d'Azerbaïdjan dans l'UE.¹¹⁴

À la suite de la crise gazière, l'Union commence à investir dans des infrastructures pour gagner en autonomie.

2.2.5 La crise russo-ukrainienne de 2014 : les premières condamnations européennes

La crise politique russo-ukrainienne démarre en 2014 avec le refus du président Ukrainien pro-russe Viktor Ianoukovytch de signer un accord d'association politique et économique avec l'UE, sous la pression de la Russie. S'en suivent d'importantes manifestations pro-européennes nommées Euromaïdan, qui aboutissent à la chute du gouvernement ukrainien. En réponse, la Russie annexe illégalement la Crimée en mars 2014. L'approvisionnement gazier de l'Ukraine a lui été coupé pendant les étés 2014 et 2015. En revanche, les flux de gaz à destination de l'UE transitant par l'Ukraine sont maintenus. Cependant, afin de pallier l'arrêt des livraisons russes, la Slovaquie, la Pologne, la Roumanie et la Hongrie envoient du gaz russe en flux inversé en Ukraine. L'Ukraine consomme d'ordinaire 50 milliards de mètres cubes de gaz par an, dont environ 30 sont importés de Russie. L'inversion de flux entre la Slovaquie et l'Ukraine, devenue opérationnelle au début

¹¹³ PARLEMENT EUROPÉEN ET CONSEIL DE L'UNION EUROPEENNE, Règlement (CE) n°663/2009 établissant un programme d'aide à la relance économique par l'octroi d'une aide financière communautaire à des projets dans le domaine de l'énergie, JO L 200 du 31 juillet 2009, p. 31-45.

¹¹⁴ Krasimirov, Angel, "Romania expects delayed gas link with Bulgaria to open this year", Reuters, 15 juin 2016, [Romania expects delayed gas link with Bulgaria to open this year | Reuters](#)

du mois de septembre 2014, permet de livrer jusqu'à 27 millions de mètres cubes de gaz par jour.¹¹⁵

L'invasion de la Crimée est l'expression des ambitions territoriales de Vladimir Poutine. Le coup de force est totalement assumé par Vladimir Poutine qu'il justifie par des prétextes culturels et historiques. L'enjeu est également énergétique. En effet, les zones maritimes autour de la Crimée recèlent des réserves inexploitées d'hydrocarbures. En annexant la Crimée, la Russie a également pris le contrôle de la filiale de Naftogaz, Chornomornaftogaz, responsable de l'exploitation énergétique en mer. La Crimée permet à la Russie de renforcer son contrôle énergétique en Mer Noire.¹¹⁶

Face à cette agression, la condamnation européenne ne tarde pas à se faire entendre : L'UE "ne reconnaît pas et ne reconnaîtra pas l'annexion de la Crimée et de Sébastopol par la Russie"¹¹⁷. Le ton est donné le 18 mars 2014 avec la déclaration commune des présidents de la Commission européenne et du Conseil européen à la suite de la signature, par Vladimir Poutine, le jour même, d'un traité rattachant la Crimée à la Russie. Des sanctions européennes ont été adoptées, essentiellement des restrictions ou interdictions d'importation ou d'exportation en direction et en provenance de la Crimée. Aucune sanction énergétique directe n'est appliquée à ce stade, cependant certaines mesures indirectes ont visé le secteur énergétique russe. Ces mesures concernent des technologies qui peuvent être utilisées dans le secteur énergétique. Les sanctions contiennent aussi une interdiction d'investir dans des projets énergétiques en Crimée et à Sébastopol. L'accès au marché de capitaux européens pour les grandes entreprises publiques russe comme Rosneft, Gazprom, Transneft est restreint.^{118 119}

L'UE commence à apporter un soutien à l'Ukraine sur le plan énergétique. Elle devient la médiatrice entre les parties ukrainiennes et russes pour sécuriser l'approvisionnement de l'Ukraine. La Commission a réussi à négocier la mise en place des

¹¹⁵ Revol, Adina, *Rompre avec la Russie*, op. cit, pp. 58-59

¹¹⁶ *Ibid*

¹¹⁷ Commission européenne, « Déclaration conjointe sur la Crimée du président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, et du président de la Commission européenne, José Manuel Barroso », Bruxelles, Site officiel de l'Union européenne, 18 mars 2014, ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/STATEMENT_14_74?utm

¹¹⁸ CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE, Décision 2014/512/PESC du Conseil du 31 juillet 2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine, Bruxelles, 31.07.2014, JOUE L 229, p. 13-17

¹¹⁹ Conseil européen et Conseil de l'Union européenne, « Chronologie - Sanctions de l'UE à l'encontre de la Russie », site officiel du Conseil de l'UE et du Conseil européen, 14 mars 2025, [Chronologie - Sanctions de l'UE à l'encontre de la Russie - Consilium](#) (dernière consultation le 04/05/2025)

*Cela signifie des flux allant de l'Ouest vers l'Est, ce qui n'était pas encore possible quelques années auparavant.

fluxs inversés* pour approvisionner l'Ukraine en gaz depuis les États européens voisins afin d'aider l'Ukraine. Néanmoins, les importations de gaz russe continuent d'augmenter dans l'UE car Vladimir Poutine choisit d'envahir les marchés européens de gaz à bas prix afin de contenir la réaction européenne.¹²⁰ C'est là que l'on voit les limites des condamnations européennes. Elle n'a pas encore mis en place suffisamment d'alternatives énergétiques pour substituer le gaz russe.

Concernant, les sanctions économiques, nous pouvons faire le lien avec l'analyse de David Baldwin : elles sont un instrument qui se situe entre la guerre et l'apaisement. En 2014, les sanctions dans le domaine énergétique se situent davantage du côté de l'apaisement, elles restent timides et indirectes. A cette période, l'UE n'est pas encore assez puissante pour imposer des sanctions fermes car sa dépendance énergétique est trop forte. Imposer des sanctions fermes à son principal fournisseur rendrait l'UE inopérante.

Néanmoins, son soutien à l'Ukraine, grâce à l'amélioration des infrastructures qui a rendu possible la circulation des flux inversés, témoigne d'une utilisation de l'énergie à des fins géopolitiques. Nous pouvons faire le parallèle avec la théorie de Stephen Walt, Il parle de "balancing" ou équilibrage en français, ce qui signifie s'allier avec d'autres puissances contre la menace dominante pour contenir son influence. L'alliance augmente la sécurité collective car l'agresseur fait face à une opposition élargie. Le soutien à l'Ukraine, en désaccord profond avec la Russie, est le signe d'une Europe qui défend ses intérêts mais aussi ceux de ses alliés sur la scène internationale.

En 2014, nous assistons donc aux premières condamnations européennes bien que celles-ci restent très faibles pour le moment.

2.2.6 La naissance de l'Union de l'énergie

Comme l'affirme l'enquête n°1 : "En 2014, juste après la crise de Crimée, l'UE a réagi immédiatement en introduisant le concept d'Union de l'énergie".¹²¹

En effet, le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, président, établit en 2014 un constat sans équivoque devant le parlement européen : « Les événements géopolitiques actuels nous ont soudainement rappelé que l'UE dépend trop fortement des

¹²⁰ Revol, Adina, *Rompre avec la Russie*, op. cit, pp. 58-59

¹²¹ Enquête n°1- *Policy officer* spécialisé en diplomatie énergétique et climatique, SEAE, 13 mars 2025, en ligne

importations de gaz et de pétrole. » ¹²² Ces propos sont les signes d'une prise de conscience, qui existait déjà, mais qui désormais invite à l'action. L'Union de l'énergie devient possible. Jacques Delors, l'ancien président de la Commission européenne avait déjà exprimé l'idée que malgré une régulation énergétique florissante, il n'y a pas de politique commune et cohérente. Les solutions nationales, souvent divergentes, sont préférées à la coopération régionale ou européenne. Il appelait à la création d'une Union de l'énergie capable d'agir comme un seul acteur. Lors de la crise de 2014, le premier ministre polonais Donald Tusk, avait évoqué la création d'un mécanisme d'achat gazier groupé destiné à renforcer la capacité de négociation des États membres avec les pays tiers. Cependant son idée rencontre les vives oppositions de certains États membres. Ces derniers craignent que la concurrence soit faussée sur le marché et ainsi défavorise leurs grandes compagnies nationales. Le projet d'achats groupés est donc abandonné. ¹²³

Malgré cela, l'Union de l'énergie voit le jour sous la présidence de Jean-Claude Juncker. En pleine crise russo-ukrainienne, la priorité de l'UE et de ses États membres est la sécurisation. L'Union de l'énergie est dotée pour la première fois de l'histoire de l'UE d'un budget conséquent : environ 10 milliards d'euros consacrés aux infrastructures européennes, les mêmes infrastructures qui ont fait défaut lors des guerres gazières russo-ukrainiennes. L'accent est mis sur la solidarité. La transition énergétique est aussi mise en avant pour se détacher de la dépendance aux hydrocarbures. ¹²⁴

L'enquête n°1 mentionne qu'en 2017, l'UE révisé le règlement sur la sécurité d'approvisionnement en gaz afin de renforcer l'Union de l'énergie. Cette révision conduit à l'adoption d'un règlement qui met l'accent sur la planification et la gestion de crises énergétiques¹²⁵. D'après l'enquête, « ce document constitue l'élément central pour gérer toutes les situations de crises possibles, le règlement considère donc la planification comme un élément central. Nous disposons de plans de préparation, des plans d'urgences à différents niveaux : États membres, groupes régionaux et l'ensemble de l'UE ». « C'est une première

¹²² COMMISSION EUROPÉENNE, Un nouveau départ pour l'Europe : mon programme pour l'emploi, la croissance, l'équité et le changement démocratique, Strasbourg, 15 juillet 2014, SPEECH/14/546, 32,

¹²³ Revol, Adina, *Rompre avec la Russie*, op. cit, pp. 60-62

¹²⁴ *Ibid*

¹²⁵ PARLEMENT EUROPEEN ET CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE, Règlement (UE) 2017/1938 concernant des mesures visant à garantir la sécurité de l'approvisionnement en gaz naturel et abrogeant le règlement (UE) n°994/2010, JO L280/1, 25 octobre 2017, p. 1-56

étape, mais cela n'exclut pas les combustibles fossiles russes du marché de l'UE, il s'agit de passer à une approche préventive ». ¹²⁶

La formation d'une Union de l'énergie annonce un tournant stratégique dans la politique énergétique européenne. L'UE tente de se positionner comme un réel acteur géopolitique qui défend sa sécurité d'approvisionnement dans une logique collective. Cependant, l'abandon de l'idée des achats groupés montre toutefois les limites de l'intégration politique européenne dans le domaine énergétique, les États membres ne sont pas encore prêts à faire complètement front commun à la Russie. Aussi, bien que l'Union de l'énergie se renforce, sa logique semble davantage s'inscrire dans un cadre défensif qu'offensif.

2.3 Le marché au service des objectifs géopolitiques de l'UE

La libéralisation des marchés énergétiques, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'UE, est une des stratégies adoptées par l'UE pour améliorer sa sécurité énergétique et réduire sa dépendance au gaz russe. Cette libéralisation est amorcée à la fin des années quatre-vingt-dix, l'UE décide progressivement d'ouvrir son marché de l'énergie à la concurrence. Mais c'est réellement en juillet 2009, avec le troisième paquet "Énergie" que la libéralisation est enclenchée. C'est un ensemble de lois visant à réguler les marchés européens du gaz et de l'électricité. Au sein de l'UE, ces lois ont pour but d'empêcher qu'une seule entreprise puisse contrôler toute la chaîne de l'énergie, c'est-à-dire, la production, le transport et la distribution. Il s'agit de séparer les fonctions. Concrètement, une entreprise ne peut pas produire du gaz et en même temps posséder les gazoducs qui servent à le transporter, elle doit choisir entre les différentes activités ou alors confier la gestion des gazoducs à un gestionnaire indépendant. ¹²⁷

Pour appliquer ces règles, trois options sont proposées aux États membres : le producteur conserve la propriété des gazoducs mais en confie la gestion à une entreprise tierce indépendante, le producteur garde la propriété mais doit laisser d'autres entreprises utiliser ses gazoducs librement et enfin, le producteur doit vendre entièrement ses gazoducs à une autre entreprise. Cette réforme touche les entreprises européennes mais aussi les

¹²⁶ Enquête n°1- *Policy officer* spécialisé en diplomatie énergétique et climatique, SEAE, 13 mars 2025, en ligne

¹²⁷ Krickovic Andrej, « Quand l'interdépendance produit des conflits : les relations énergétiques UE-Russie comme dilemme de sécurité », *Contemporary Security Policy*, 2015, pp. 11-12

entreprises étrangères dont Gazprom qui produit du gaz en Russie et contrôle des gazoducs en Europe. L'Europe cherche à reprendre le contrôle sur les infrastructures clés du système énergétique dans une logique sécuritaire qui peut sembler défensive en apparence. Or, en faisant cela, elle tend à réduire l'influence monopolistique exercée par la Russie, ce qui peut être perçu comme offensif par la Russie. Le marché et les infrastructures servent des intérêts géopolitiques.¹²⁸

Un exemple concret est celui de la Lituanie qui a décidé d'adopter la troisième option, la plus stricte. Elle a forcé Gazprom, qui détenait 37% de l'entreprise nationale Lietuvos Dujos, à se retirer de la gestion des gazoducs lituaniens. L'objectif visait clairement à empêcher la Russie d'avoir une emprise directe sur les infrastructures de transport de gaz en Lituanie. Vladimir Poutine a réagi très violemment, accusant la Lituanie de vol. Pour se venger, Gazprom a augmenté ses prix. Par conséquent, la Lituanie a porté plainte contre Gazprom devant la Commission européenne pour abus de position dominante sur le marché. La plainte accuse notamment la Russie d'utiliser cette position pour empêcher la Lituanie de diversifier ses sources d'approvisionnement et pour restreindre à sa guise les flux de gaz.¹²⁹ Ce litige a été intégré par la Commission européenne dans une enquête plus large contre Gazprom qui visait également ses pratiques abusives dans d'autres pays d'Europe centrale et orientale. L'enquête a abouti en mai 2018 à un règlement dans lequel Gazprom n'a pas reçu d'amende mais s'est engagé à modifier ses pratiques commerciales.¹³⁰

L'UE a également fait pression sur la Russie pour qu'elle accepte de signer la Charte européenne de l'énergie. Cette charte impose d'ouvrir les marchés à plus de concurrence selon le principe de liberté de transit qui garantit l'accès de tous les producteurs aux réseaux de gazoducs. La Russie refuse de la signer en 2009 et donc de céder le contrôle de ses infrastructures à des entreprises étrangères. Si elle avait signé, l'entreprise Transneft, monopole russe du transit énergétique, aurait été contrainte d'ouvrir l'accès à ses infrastructures aux autres producteurs, ce qui aurait brisé son monopole sur le transit. Elle aurait ainsi perdu le contrôle stratégique sur les infrastructures. L'UE espérait ainsi diversifier son approvisionnement grâce à un accès direct aux producteurs d'Asie centrale et ainsi évincer la Russie.¹³¹

¹²⁸ *Ibid*

¹²⁹ *Ibid*

¹³⁰ Anca Gurzu, "Gazprom échappe à une amende de l'UE dans le cadre d'une enquête sur la concurrence", Politico, 24 mai 2018, [Gazprom échappe à une amende de l'UE dans le cadre d'une enquête sur la concurrence – POLITICO](#) (consulté le 1 mai 2025)

¹³¹ *Ibid*

Cependant, lorsque Gazprom a cherché à renforcer sa position dominante sur les marchés vulnérables d'Europe centrale et orientale par le biais du gazoduc OPAL, l'UE a riposté. Dans un arrêt rendu le 10 septembre 2019, la cour de justice de l'Union européenne, saisie par la Pologne, a imposé la prise en compte du principe de solidarité énergétique.¹³² Au nom de ce principe, Gazprom doit respecter les règles européennes : il ne peut utiliser qu'une partie de la capacité du gazoduc et doit ouvrir le reste aux fournisseurs concurrents.
133

L'UE tente de s'affirmer comme un acteur géopolitique dans la compétition pour les ressources stratégiques. Elle se bat pour reprendre le contrôle de celles-ci et des infrastructures connexes. Pour ce faire, le marché est un outil au service d'objectifs géopolitiques : limiter l'influence russe sur le contrôle des infrastructures et ainsi avoir accès à d'autres producteurs.

2.4 La géopolitique des gazoducs

Alors que l'Union européenne cherche à devenir une Union de l'énergie, des chemins d'indépendance nationaux se forment, souvent encouragés par la Russie poutinienne dans le but de diviser les Européens. C'est le cas de l'Allemagne qui engage une collaboration énergétique bilatérale toujours plus poussée avec la Russie. Malgré ces facteurs de déstabilisation externes, l'Union européenne a investi stratégiquement 4.7 milliards d'euros dans 114 gazoducs et des terminaux GNL pour connecter l'Europe depuis les premières crises gazières. Ces infrastructures ont permis aux Européens d'être solidaires et d'éviter les coupures d'approvisionnement quand Vladimir Poutine a décidé de couper le robinet gazier en 2022.¹³⁴

2.4.1 Nord Stream, la voie russo-allemande à l'Ouest

Le gazoduc Nord Stream, mis en service en 2012, relie la Russie à l'Allemagne, sous la mer Baltique, entre Vyborg et Greifswald. Gazprom détient 51% des actions de la société gérant Nord Stream 1 ; les allemands E.ON RuhrGas et Wintershall, le néerlandais Gasunie

¹³² COUR DE JUSTICE DE L'UNION EUROPÉENNE, Affaire C-848/19 P, République fédérale d'Allemagne contre République de Pologne, Luxembourg, 15 juillet 2021, communiqué de presse n°129/21, 2p

¹³³ Revol, Adina, *Rompre avec la Russie*, op. cit,

¹³⁴ *Ibid.* p. 100

et le français GDF Suez se partageant le reste. Pensant assurer un approvisionnement gazier direct nécessaire à la compétitivité de son économie, l'Allemagne a choisi de renforcer ses relations bilatérales directes avec la Russie. Cette stratégie se situe dans la continuité historique. C'est la République fédérale d'Allemagne (RFA), dans le cadre de l'Ostpolitik, qui a lancé les gazoducs entre l'Europe de l'Ouest et l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS). La Russie veut éliminer le transit Ukrainien avec une voie directe vers son client le plus important. Le projet Nord Stream a été préféré à un doublement du gazoduc Yamal qui traverse la Pologne et la Biélorussie dans le but d'éviter tout risque de transit associé à ces pays.¹³⁵

Nous pouvons aussi établir un parallèle entre le renforcement bilatéral avec la Russie souhaité par l'Allemagne et la théorie de Stephen Walt, le "bandwagoning". L'Allemagne a choisi de s'allier avec la puissance perçue comme une menace par d'autres pays dans l'espoir d'en tirer des bénéfices en termes de compétitivité. La sécurité devient alors plus rare étant donné que l'agresseur a du succès car il parvient à attirer des alliés supplémentaires. Cela revient à récompenser les précédentes agressions commises et à déstabiliser l'équilibre des menaces.

Nord Stream 1 reflète la vision d'interdépendance pensée comme symétrique entre l'Allemagne et la Russie. Cependant, Nord Stream ne concerne pas seulement l'Allemagne : il approvisionne la France, les Pays-Bas et les pays de l'Europe centrale et orientale en gaz russe grâce à ses bras européens, OPAL et NEL.¹³⁶

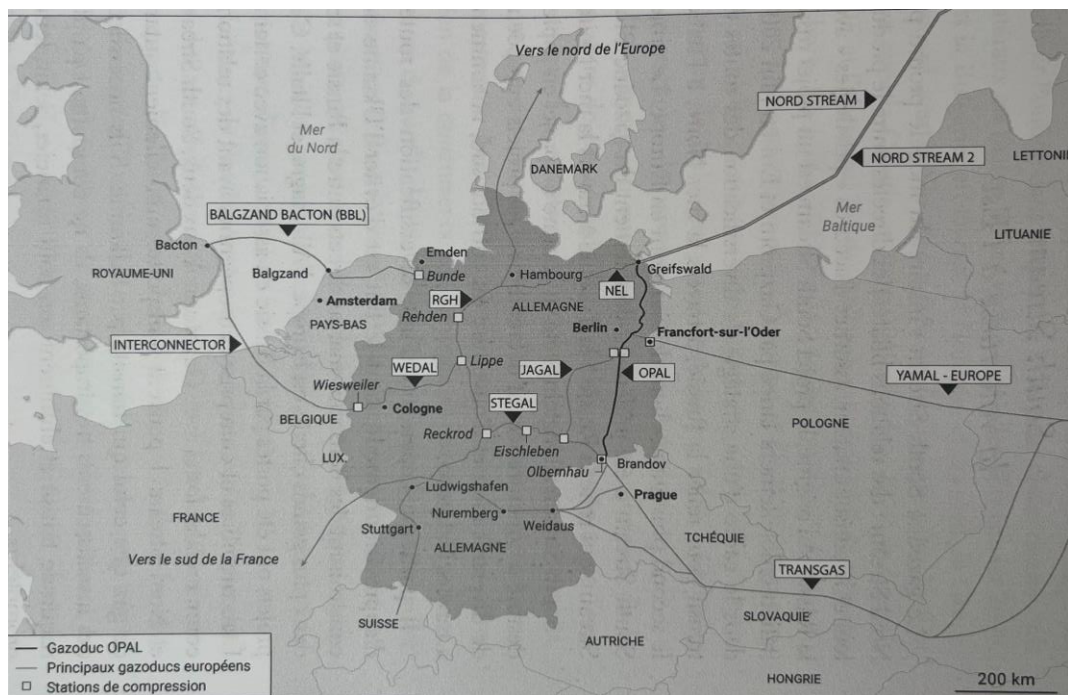
Le projet Nord Stream 2, qui double la capacité du premier, est achevé en 2021. Il a été très critiqué en Europe et au sein même de l'Allemagne. Angela Merkel avait érigé Nord Stream 2 en une nécessité pour les intérêts allemands malgré l'opposition virulente de la Pologne, des pays Baltes, de la Slovaquie et de la Tchéquie. En effet, Nord Stream 2 renforce considérablement la dépendance énergétique de l'Allemagne à l'égard de la Russie. Ses opposants craignent que la Russie n'utilise son influence sur le secteur énergétique pour exercer un chantage politique en menaçant de couper les approvisionnements ou en manipulant les prix du gaz pour atteindre ses objectifs géopolitiques. Le gazoduc a creusé les divisions au sein de l'UE, notamment en exposant les pays d'Europe de l'Est à une perte de revenus de transit.¹³⁷

¹³⁵ Revol, Adina, *Rompre avec la Russie*, op. cit, pp. 86-92

¹³⁶ *Ibid*

¹³⁷ *Ibid*

Carte 1 : Nord Stream et ses bras européens ¹³⁸



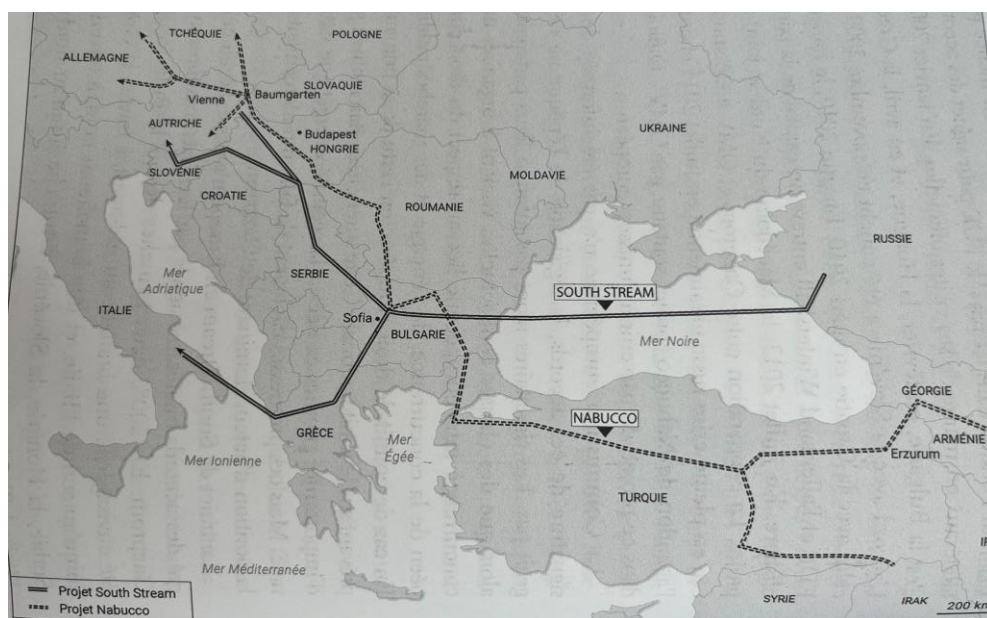
2.4.2 South Stream : la voie russe à l'Est

Le gazoduc South Stream est lancé en 2007 par Gazprom et l'entreprise italienne ENI dans le but de relier directement la Russie à l'Italie via la mer Noire en contournant l'Ukraine. Ce projet s'inscrit dans la même logique que North Stream dans une volonté de diversification des routes d'approvisionnement : le but est d'éviter l'Ukraine en construisant des liens sous-marins directs entre la Russie et les deux plus grands clients en Europe, l'Allemagne et l'Italie. South Stream a longtemps été perçu par Bruxelles comme une réponse politique au projet concurrent Nabucco, soutenu par l'UE afin de diversifier ses approvisionnements en contournant la Russie.¹³⁹ On comprend ici que la Russie et l'UE sont des acteurs en compétition pour les infrastructures par lesquelles transitent les ressources stratégiques, dans un système anarchique international.

¹³⁸ *Ibid.*, p. 91

¹³⁹ *Ibid.*, pp. 92-97

Carte 2 : South Stream et Nabucco se font concurrence ¹⁴⁰



Afin de mener à bien ses projets, la Russie s'est associée avec certains États membres et entreprises européennes ayant des relations commerciales fortes avec Gazprom. De fait, une vraie diplomatie énergétique a été menée par Vladimir Poutine dans les pays de l'UE pour signer des accords bilatéraux en marge de ses visites officielles. En janvier 2008, c'est la Bulgarie, en février, la Hongrie, et en avril, la Grèce. L'accord avec la Slovaquie a été conclu en novembre 2009 et celui avec la Croatie en mars 2010. Des entreprises comme le français EDF, et l'allemand Wintershall prennent aussi part au projet. La concurrence entre les deux projets est forte : OMV, une entreprise énergétique autrichienne soutenait initialement le projet Nabucco. En juillet 2014, en pleine crise russo-ukrainienne, OMV change de stratégie et signe un partenariat avec Gazprom pour soutenir le projet South Stream, abandonnant ainsi le projet Nabucco. L'unité européenne est alors grandement fragilisée.¹⁴¹

Ces accords n'ont pas été notifiés à la Commission européenne, ce que le droit européen de l'époque n'exige pas encore. Cela a permis à Gazprom de réaliser ses ambitions en dehors du contrôle européen en renforçant ainsi ses partenariats isolés avec des États dépendants. Les accords n'ont pas non plus été notifiés aux partenaires européens, alors que ces accords touchaient à des domaines encadrés par le droit de l'union, notamment la concurrence sur le marché énergétique. Or, le droit européen prévaut sur le droit national,

¹⁴⁰ *Ibid.*, p. 94

¹⁴¹ *Ibid.*, pp. 92-97

mais l'absence de transparence empêchait une unité européenne autour de l'énergie. Les États membres justifient leur collaboration en mettant en avant leur sécurité énergétique nationale, mais en réalité, c'est Gazprom qui était gagnant en renforçant sa position dominante sur les marchés européens. Cela s'inscrit dans la stratégie de la Russie qui consiste à diviser pour mieux régner. La logique de la Russie est agressive en ce qu'elle marginalise la Commission européenne, alors que celle-ci peine à développer une stratégie unifiée de sécurité énergétique.¹⁴²

Le projet South Stream est finalement abandonné par la Russie en 2014 et est remplacé par le projet Turkish Stream, un nouveau gazoduc passant par la Turquie. Même si le projet a été abandonné, la logique derrière ce projet ne l’a pas été : des relations bilatérales concurrentes entre États membres et Russie. La gazoduc Turkish Stream a été inauguré le 8 janvier 2020. South Stream et les manipulations russes ont fini par renforcer l’Union de l’énergie. Les pays d’Europe centrale et orientale ont choisi dans un élan commun de ne plus subir le chantage russe. A la suite de l’abandon de South Stream, ils ont demandé l’aide de la Commission européenne pour construire au plus vite des gazoducs stratégiques pour leur sécurité énergétique, à savoir : la gazoduc Transadriatique (TAP), le terminal GNL de Krk en Croatie ainsi que la mise à niveau des systèmes gaziers bulgare et roumain.¹⁴³ Ce sont des projets d’intérêt commun (PIC)*.

De surcroît, l'union de l'énergie a mis en place des mécanismes d'information, de transparence et de contrôle des accords énergétiques signés par ses États membres. C'est le manque de ces mécanismes qui a permis à la Russie de diviser les européens et notamment les plus vulnérables par le biais du chantage énergétique. Dorénavant, la conformité de ces accords est vérifiée par la Commission européenne pour garantir la sécurité énergétique de l'UE.¹⁴⁴

2.4.3 Le corridor sud, la diversification européenne

142 *Ibid*

¹⁴³ “Les pays du CeseC s’engagent dans la construction d’un marché du gaz intégré”, Novitinite.com, 10, juillet, 2015, [Les pays du CESEC s’engagent dans la construction d’un marché intégré du gaz - Novinite.com - Sofia News Agency](#) (consulté le 05/05/2025)

¹⁴⁴ Reval, Adina, *Rompre avec la Russie*, op. cit., pp. 92-97

*Les PIC doivent impliquer au moins deux États membres de l'UE et favorisent ainsi la coopération régionale en matière d'énergie. Ce sont des progrès qui contribuent de manière significative à l'achèvement du marché intérieur de l'énergie. Ils peuvent bénéficier de financements européens tels que le Mécanisme pour l'interconnexion en Europe (MIE).

Le projet de gazoduc Nabucco a été lancé en 2002, par l'entreprise autrichienne OMV, dans le but d'apporter du gaz iranien puis azéri en Europe centrale en passant par la Turquie ou la mer Noire. C'est le premier projet qui s'inscrit dans la stratégie européenne du corridor sud. Il s'agit d'acheminer du gaz non russe depuis le Moyen-Orient et la région Caspienne à travers divers projets d'infrastructures gazières. Les différents projets sont les suivants : le Transcaspien, Nabucco, White Stream, l'Interconnexion Turquie-Grèce-Italie, le Transanatolien, le Transadriatique.¹⁴⁵

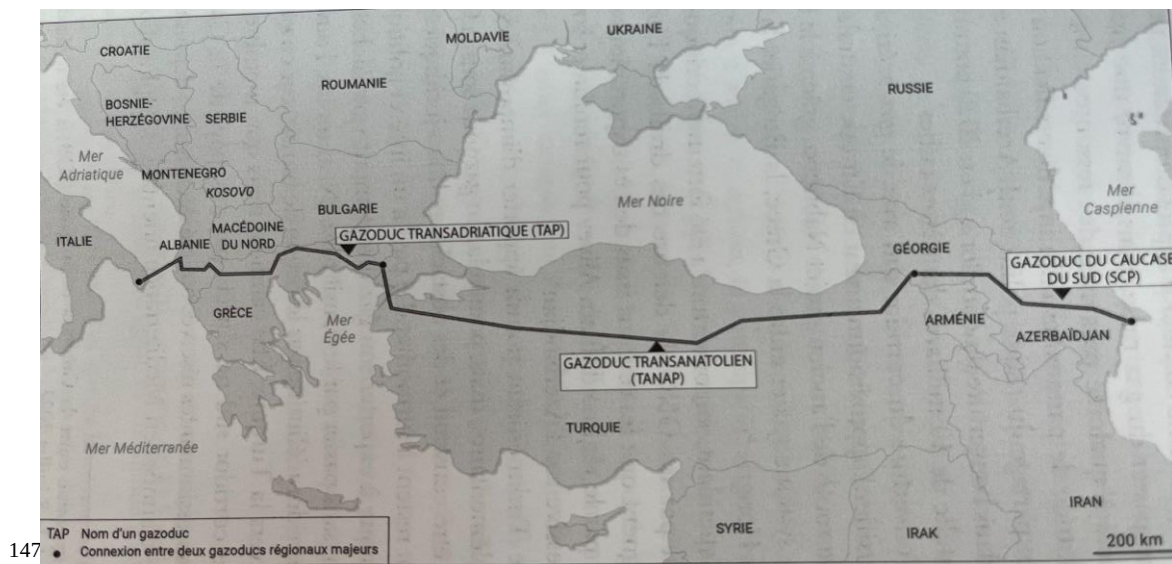
Certaines idées sont restées au stade de projets. Le White Stream ou l'interconnexion Turquie-Grèce-Italie n'ont jamais abouti. Nabucco n'a jamais vu le jour mais le projet a été relancé sous une autre forme pour donner naissance à deux autres gazoducs, portés par d'autres entreprises : le Transanatolien et le Transadriatique. Ce projet a été jugé plus rentable car il aboutit directement en Italie, un marché attractif pour le gaz. Le Gazoduc Transanatolien traverse la Turquie et rejoint un autre gazoduc, le Transadriatique, qui le prolonge vers la Grèce, l'Albanie et l'Italie. Cette nouvelle route fût ouverte en 2020. Ce corridor ne permet pas de se passer du gaz russe, mais il ouvre une nouvelle route d'accès à quatorze pays avec des ressources conséquentes. L'Azerbaïdjan a été le pays clé dans l'ouverture du corridor sud en 2020 pour une capacité annuelle de 10 milliards de mètres cubes.¹⁴⁶

Le corridor a positionné l'UE comme un acteur géopolitique qui prend le contrôle sur les ressources énergétiques en écartant la Russie. Il s'agit de réduire la vulnérabilité de l'UE, et ainsi affaiblir la Russie.

¹⁴⁵ *Ibid.*, pp. 97-101

¹⁴⁶ *Ibid*

Carte 3 : L'ouverture du corridor sud avec les gazoducs Transadriatique et Transanatolien



2.4.4 Les terminaux gaziers de l'indépendance

L'accès au marché global du GNL pour sortir de la dépendance russe est l'idée de la présidente lituanienne Dalia Grybauskaitė. Elle a initié la construction d'un terminal GNL en Lituanie, à Klaipėda, devant les tergiversations des voisins Baltes et finlandais pour développer conjointement un terminal régional.¹⁴⁸ Le nom du terminal parle de lui-même : Indépendance. C'est le symbole de la souveraineté énergétique lituanienne en voie de reconquête face au chantage russe. La Lituanie a mis en service ce terminal d'une capacité de 3 milliards de mètres cubes au mois de décembre 2014. Avant la mise en service de ce terminal, le pays était en situation de vulnérabilité énergétique et cumulait plusieurs facteurs de risque : dépendance unique aux importations gazières de Russie, manque de diversification des routes, isolement énergétique dû à l'absence d'interconnexions avec l'UE et diversification limitée de son bouquet énergétique.

Au-delà de ce projet conduit à l'échelle nationale, la Lituanie prend part activement à la coopération régionale européenne. Débutée en 2009 par la Commission et les huit États membres de la région, cette coopération vise à assurer leur intégration au marché européen par la construction des infrastructures énergétiques manquantes.

¹⁴⁷ *Ibid.*, p. 99

¹⁴⁸ *Ibid.*, pp. 102-106

2.5 La mise en place de la crise énergétique à l'approche de la guerre en Ukraine

A partir de 2014, Vladimir Poutine a savamment entretenu la dépendance énergétique européenne, au moyen de prix bas pour ses hydrocarbures. Certains pays comme l'Allemagne n'ont pas vu les manœuvres de la Russie, trop satisfaits de disposer d'une énergie abondante à un prix compétitif.¹⁴⁹ En 2021, près de la moitié du gaz importé dans l'UE est russe (voir annexe n°1). Le gaz arrive par les gazoducs Yamal, Brotherhood, North Stream 1 et 2.

Cette même année, la Russie a abusé de sa position dominante sur le marché européen pour faire monter les prix en injectant pas suffisamment de gaz sur le marché court terme, à un moment où l'Europe en manquait. La Russie s'est contentée du strict minimum en termes de livraison par la voie ukrainienne. C'était le premier signe avant coureur, les pays de l'Est ont encore alerté sur l'usage de l'énergie comme moyen de pression géopolitique.¹⁵⁰

Après l'invasion de l'Ukraine, le 24 février 2022, il paraît évident que Moscou va utiliser le gaz pour financer son effort de guerre, mais aussi pour faire pression sur l'Ukraine et l'Europe. À partir de mars 2022, la Russie joue la carte de la manipulation des prix. Dès que les prix semblent se stabiliser et amorcer une décrue, une annonce russe vient semer l'inquiétude sur les marchés. Dès fin avril 2022, elle interrompt les contrats avec la Bulgarie, la Pologne et la Finlande car ces derniers refusent de payer les livraisons de gaz en roubles. Puis, le 31 mai, elle cesse d'honorer une seconde série de contrats, notamment avec GasTerra (Pays-Bas), Ørsted (Danemark) et Shell (pour un contrat de livraison en Allemagne), et le 1^{er} août avec la Lettonie. En résulte une réduction des flux de gaz à travers l'Ukraine via Brotherhood, mais aussi via Nord Stream et Yamal. Pour ce dernier gazoduc, Gazprom, par une décision de représailles contre Varsovie, décide le 12 mai de stopper tout flux dans ce gazoduc.¹⁵¹

Entre juillet et septembre 2022, la Russie a progressivement réduit puis interrompu ses livraisons via Nord Stream, sous des prétextes techniques. En septembre 2022, plusieurs explosions ont été signalées en mer Baltique, rendant le gazoduc inopérant. Finalement, le

¹⁴⁹ Holleaux, Didier, "Comment les pays européens se sont-ils affranchis du gaz russe ?", *Politique étrangère*, vol. 89, n°4, 2024, p. 29-42

¹⁵⁰ *Ibid*

¹⁵¹ *Ibid*

26 septembre 2022, des techniques de sabotages ont causé des explosions en mer Baltique rendant Nord Stream 1 et 2 inopérants. Bien que l'implication de la Russie dans ce sabotage ne soit pas prouvée, ces événements marquent l'échec d'une stratégie énergétique fondée sur l'interdépendance russo-allemande.¹⁵² Cet ensemble d'annonces et d'actions pour manipuler le marché a suscité une véritable panique sur le marché énergétique qui entraîne une spirale inflationniste (voir annexe n°2).

Nous comprenons ici que Nord Stream incarne une infrastructure vectrice de pouvoir au sens de Timothy Mitchell. C'est un instrument de domination qui permet à la Russie d'orchestrer une forme de sabotage logistique en réduisant le flux des importations à sa guise.

2.6 Conclusion du chapitre

Ce chapitre nous a montré que les instruments énergétiques fonctionnent comme des “dispositifs de pouvoir” au sens Foucaultien. Ils structurent la dépendance, la contrainte ou la souveraineté énergétique. La vision productive du pouvoir selon Foucault nous permet de comprendre cela, les dispositifs de pouvoir sont tantôt producteurs de sécurité, tantôt vecteur d'agressivité que ce soit initié par la Russie ou l'UE.

L'analyse des relations énergétiques entre l'UE et la Russie jusqu'à la guerre en Ukraine met en exergue le fait que ces relations ne sont pas seulement commerciales, elles s'inscrivent réellement dans un rapport de forces structuré par la compétition pour le contrôle des ressources et des infrastructures qui les acheminent, au sein d'un système international anarchique. La dynamique de la relation s'inscrit pleinement dans le néo-réalisme, les deux acteurs sont pris au piège dans un “dilemme de sécurité” dans lequel chacun exploite la vulnérabilité de l'autre. La Russie a utilisé l'énergie comme une arme, elle a cherché à conserver sa position dominante sur les marchés énergétiques européens, que ce soit par le contrôle logistique des voies de transit ou la division qu'elle a créée entre les États membres.

Nous pouvons assimiler sa stratégie à du sabotage tel que définie par Timothy Mitchell. Elle dispose du pouvoir d'interrompre, de menacer ou de détourner les flux énergétiques, pour ce faire elle organise des coupures des flux, fait du chantage tarifaire, et

¹⁵² Revol, Adina, *Rompre avec la Russie*, *op.cit.*, pp. 85-91

impose ses choix d'itinéraires. Elle prend le contrôle des points vulnérables du système énergétique.

La réponse européenne s'est construite au fur et à mesure des crises. Elle vise à désamorcer cette capacité de sabotage de la Russie en développant des routes alternatives, en investissant dans les terminaux de GNL, les interconnexions, les flux inversés et les instruments réglementaires de contrôle des infrastructures. Cette logique s'inscrit bel et bien dans une lecture technopolitique, la poursuite de la puissance européenne passe par la reconquête des infrastructures énergétiques. La période analysée nous permet de comprendre la transformation énergétique progressive de l'UE.

La stratégie européenne peut sembler défensive au premier abord, en effet elle vise à réduire sa vulnérabilité en nourrissant sa sécurité énergétique. Il s'agit de se prémunir contre la capacité de sabotage russe, de configurer le réseau énergétique pour limiter les points de vulnérabilités. Cependant, cette action n'est pas seulement défensive, elle comporte une dimension offensive qu'il ne faut pas négliger. En excluant Gazprom des infrastructures européennes, en entravant ses projets, ou en construisant des projets qui visent à contourner la Russie grâce à des routes alternatives vers l'Azerbaïdjan, l'UE affaiblit consciemment la position géopolitique russe. En restreignant l'accès des entreprises étatiques russes au marché européen énergétique, le marché devient ainsi un outil de pouvoir. L'Union de l'énergie est un acte hostile envers la Russie.

Cependant, la capacité offensive de l'UE reste pour le moment limitée par les dissensions entre États membres. Elle ne parvient pas encore à se positionner réellement comme un acteur géopolitique qui défend ses intérêts énergétiques. En effet, la stratégie européenne est ambivalente, entre soutien énergétique à l'Ukraine au moment de la crise de 2014, et accords bilatéraux renforcés entre les États membres et Moscou pour éviter le transit par l'Ukraine. L'UE avance en ordre dispersé. La Commission européenne est prise en étau entre d'un côté le renforcement de l'Union de l'énergie et de l'autre, la Russie qui sape son autorité auprès des États membres. L'UE n'est pas parvenue à imposer des sanctions énergétiques directes à la Russie au moment de l'annexion de la Crimée en 2014, pire, ses importations de gaz russe ont augmenté entre 2014 et 2021. Aussi, le refus des États membres de procéder à des achats communs d'énergie prouve le manque d'unité européenne. Certes, l'UE s'autonomise grâce à la mise en place d'infrastructures mais sa condamnation des agressions de la Russie envers l'Ukraine reste limitée dans le domaine énergétique.

Cependant, la crise énergétique instrumentalisée par la Russie en 2021 et l'invasion russe de l'Ukraine en 2022 invite les Etats membres à remettre en question leur désunion face à l'énergie russe.

Les infrastructures construites par l'UE depuis 2006 est ce qui a permis à l'UE de ne pas céder au énième chantage énergétique de Vladimir Poutine en 2021. C'est grâce à la construction progressive de l'Union de l'énergie que l'UE peut désormais amorcer une stratégie davantage offensive avec la mise en place du plan REPowerEU comme nous allons l'analyser dans ce dernier chapitre. L'invasion de l'Ukraine en 2022 a transformé cette stratégie déjà bien amorcée en un véritable tournant : la politique énergétique européenne change d'ampleur, de rythme et d'ambition vis-à-vis de la Russie. Elle accélère sa transformation vers une puissance énergétique indépendante.

3 Chapitre : La réorganisation du système énergétique européen depuis la guerre en Ukraine

L'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022 invite l'UE à transformer en profondeur le système énergétique européen afin de soutenir l'Ukraine mais aussi de ne plus être victime du chantage russe. Ce chapitre analyse les actions engagées par l'UE à la lumière du cadre théorique exposé dans le premier chapitre. Il s'agit d'étudier comment l'UE adopte une attitude davantage proactive grâce à une nouvelle stratégie énergétique : REPowerEU qui vise explicitement à se détacher de l'énergie russe. L'UE cherche à maîtriser les flux énergétiques pour regagner en puissance. Pour se faire, elle diversifie des partenaires énergétiques et ses voies d'approvisionnements, elle accélère le développement d'énergies renouvelables sur le sol européen. Elle met en place des économies d'énergie et renforce les interconnexions entre États membres. Elle montre aussi sa fermeté en mettant en place des sanctions énergétiques sévères.

3.1 Les premières réactions européennes

L'UE réagit rapidement à l'invasion russe et élabore sa stratégie qui entend réorganiser le système énergétique européen pour exclure la Russie du marché énergétique. REPowerEU pose les bases d'une nouvelle Union de l'énergie qui tend vers l'indépendance énergétique.

3.1.1 L'établissement d'une stratégie qui consiste à sortir de l'énergie russe

Le 22 février 2022, Vladimir Poutine annonce reconnaître l'indépendance des régions séparatistes de Donetsk et le Louhansk, situées dans l'est de l'Ukraine, et ordonne le déploiement de ses troupes dans ces régions, prétextant des missions de maintien de la paix. L'UE se met en ordre de marche. Par un hasard de calendrier, les ministres des affaires étrangères des pays de l'UE étaient réunis le jour même à Paris pour une réunion sur un autre sujet. Ils adaptent très vite leur agenda pour sanctionner les agissements de Vladimir Poutine. La ministre des Affaires étrangères allemande, Annalena Baerbock, relaie à ses homologues européen la décision historique prise par le chancelier Olaf Scholz : le gouvernement allemand retire son soutien au doublement du gazoduc Nord Stream. Il ne restait à Nord Stream 2 qu'une seule étape à franchir avant d'être opérationnel : l'obtention de l'autorisation du régulateur allemand de l'énergie. La fin de Nord Stream signe la fin de l'Ostpolitik.¹⁵³

Le 24 février, Vladimir Poutine lance son opération spéciale en Ukraine. Par la suite, les chefs d'État et de gouvernement des 27 États membres se réunissent les 10 et 11 mars 2022 ce qui aboutit à l'adoption de la Déclaration de Versailles. Par cette déclaration, ils prennent la décision historique de réduire de manière massive leur dépendance aux énergies fossiles russes. La réduction de la dépendance énergétique figure parmi les trois dimensions de la stratégie adoptée par l'UE pour répondre à la guerre d'agression russe conjointement au renforcement des capacités de défense et de la base économique.¹⁵⁴ Nous comprenons donc que l'énergie est désormais au centre des priorités européennes dans le cadre de sa réponse à l'agression. La Déclaration de Versailles invite la Commission à élaborer un plan stratégique.¹⁵⁵ À ce moment, l'Europe est intoxiquée au gaz et aux hydrocarbures russes :

¹⁵³ Revol Adina, *Rompre avec la Russie*, op. cit., p. 130

¹⁵⁴ CONSEIL EUROPÉEN, Déclaration de Versailles, Versailles, 10-11 mars 2022, 11p

¹⁵⁵ *Ibid*, p.7

45% de ses importations gazières, 45% de son charbon et 25% de son pétrole viennent de Russie. Les chefs d'États s'engagent à remplacer complètement le gaz russe d'ici 2027.¹⁵⁶

Le plan REPowerEU présenté par la Commission en mai 2022 est la traduction opérationnelle de la stratégie décrite par la Déclaration de Versailles. La Commission cherche à répondre à la perturbation du marché mondial de l'énergie et à la crise énergétique causées par l'invasion par la Russie. C'est un programme d'émancipation énergétique qui repose sur plusieurs axes : la diversification accélérée des sources et des voies d'approvisionnement. Il s'agit aussi d'accélérer la réduction de la consommation d'énergie fossile, via des mesures de sobriété et d'efficacité énergétique. Il faut aussi accroître le développement d'énergies renouvelables ainsi qu'améliorer les interconnexions des réseaux de gaz et d'électricité européens.

Le plan REPowerEU, planifie donc une reconfiguration complète du réseau énergétique européen et une nouvelle hiérarchie des priorités politiques : la sécurité énergétique devient l'objectif absolu.¹⁵⁷ Comme le confirme l'enquête n°2 : “la décarbonation devient une stratégie au service de la sécurité énergétique qui est l'objectif absolu”. La dimension externe du plan est forte : son application nécessite de remodeler le marché mondial de l'énergie en modifiant ses flux et ses itinéraires, transformant ainsi les relations énergétiques. Parmi les premières mesures d'urgence mises en place, l'UE demande à ses autres partenaires énergétiques d'approvisionner l'UE au maximum de leur capacité et entame aussi une réduction de sa demande de GNL russe par des mesures d'économies d'énergie.

L'enquête n°5 affirme que la volonté de sortir de l'énergie russe est évidente au niveau européen ; cependant, au niveau des États-membres, la question est plus complexe. Il y a certes une prise de conscience assez forte des problèmes induits par la dépendance énergétique pour la plupart des États membres, mais certains États membres restent frugaux à cette idée. Le gaz russe étant peu cher, certains États adoptent des positions ambiguës au moment de l'invasion, c'est le cas de l'Allemagne et de l'Autriche par exemple. La Hongrie est aussi peu encline à se détacher de l'énergie russe.

¹⁵⁶ Adina Revol, *Rompre avec la Russie*, op. cit., p. 132

¹⁵⁷ COMMISSION EUROPÉENNE, REPowerEU Plan, Bruxelles, 18 mai 2022, COM(2022) 230 final, 41p

3.1.2 Une stratégie énergétique extérieure renforcée

La redéfinition de la stratégie énergétique extérieure s'illustre dans la communication intitulée "Stratégie de l'UE pour la sécurité énergétique extérieure de l'UE dans un monde en mutation" publiée le 18 mai 2022 conjointement par la Commission européenne et le Service européen pour l'action extérieure (SEAE).¹⁵⁸ Dans ce document nous comprenons que la diplomatie énergétique est assumée, l'énergie est pensée comme un instrument stratégique de politique étrangère : l'UE met l'accent sur la diversification des partenaires énergétiques, elle redéfinit ses alliances en présentant la Russie comme un partenaire non fiable dont elle se détache. Ainsi, elle donne la priorité aux partenariats fiables comme la Norvège par exemple. La Commission et le SEAE affirment : "l'invasion russe de l'Ukraine nous rappelle brutalement que le monde est marqué par d'importantes rivalités géopolitiques et économiques. Si elles ne sont pas contrebalancées, les relations entre grandes puissances pourraient devenir de plus en plus conflictuelles et tendre à l'unilatéralisme, donnant lieu à des visions et des stratégies concurrentes. La Commission européenne et le haut représentant promeuvent les objectifs énergétiques de l'UE en renforçant le rôle de la diplomatie énergétique dans la politique étrangère et de sécurité."

Cette citation rejoint la grille de lecture réaliste et néoréaliste dans laquelle nous nous inscrivons. Le système anarchique incite l'UE à poursuivre des comportements de sécurisation illustré ici par le recours à la diplomatie énergétique. L'énergie en tant que ressource stratégique est considérée comme un instrument de pouvoir au service de la politique étrangère de l'UE. La promotion d'une diplomatie énergétique européenne constitue ainsi une stratégie de puissance dans un contexte perçu comme conflictuel et incertain.

Parmi les premières mesures mises en place en urgence nous pouvons noter le soutien énergétique apporté par l'UE à ses alliés. Dans cette même communication de juillet 2022, la Commission et le SEAE mentionnent que l'assistance technique et financière doit continuer à être apportée à l'Ukraine pour la reconstruction de son système énergétique : depuis l'invasion russe, "les travaux de l'UE se sont concentrés sur la garantie d'un approvisionnement énergétique ininterrompu et de la sécurité nucléaire en Ukraine. La synchronisation d'urgence du réseau électrique avec l'Ukraine et la Moldavie est une étape

¹⁵⁸ COMMISSION EUROPÉENNE et SERVICE EUROPÉEN POUR L'ACTION EXTÉRIEURE, "Stratégie énergétique extérieure de l'UE dans un monde en mutation", Bruxelles, 18 juillet 2022, JOIN(2022) 23 final, 16p

majeure vers la garantie de la sécurité de l’approvisionnement. Les flux inverses permettent déjà aujourd’hui d’acheminer du gaz de Slovaquie et de Hongrie vers l’Ukraine. L’ouverture de la plateforme de l’UE pour des achats communs de gaz, de GNL et d’hydrogène à l’Ukraine, à la Moldavie, à la Géorgie et aux Balkans occidentaux est également un signal clair de soutien. Les équipements énergétiques endommagés en Ukraine sont réparés par l’acheminement d’équipements énergétiques spécialisés des États membres vers l’Ukraine.”¹⁵⁹ L’UE consolide ses alliances, avec l’Ukraine, la Moldavie et la Géorgie, les pays les plus touchés par l’influence russe.

3.2 La diversification des partenaires énergétiques gaziers

La diversification est l’action déployée qui a la plus grande envergure dans le cadre du plan REPowerEU. Entre janvier 2022 et janvier 2023, 72 accords avec 27 pays différents ont été signés par l’UE et ses États membres afin d’accroître la sécurité énergétique par la diversification. Des pays comme la Norvège, les États-Unis, le Qatar et l’Algérie sont devenus des acteurs essentiels de la sécurité énergétique européenne, remodelant ainsi sa politique extérieure. Ces nouvelles relations présentent à la fois des opportunités et des défis pour l’UE. Effectivement, les stratégies de diversification restent associées au risque de créer de nouveaux modèles de dépendance forts avec des partenaires instables. Les efforts déployés par les États membres impliquent une reconfiguration importante des flux et des volumes d’énergie. Ceci nécessite la construction de nouvelles infrastructures dans toute l’UE, entre autres pour importer davantage de GNL et stimuler les approvisionnements alternatifs par gazoducs.¹⁶⁰

Le défi de diversifier ses partenaires énergétiques est d’autant plus important que la production gazière européenne diminue. La Roumanie est un des rares pays producteurs en Europe, l’exploitation de ses gisements, longtemps retardée, a été accélérée à la suite de l’invasion russe. Elle est effective depuis juin 2022. Cependant les gisements européens restent bien trop faibles pour couvrir ses besoins, seules les importations peuvent les combler entièrement.¹⁶¹

¹⁵⁹ Ibid p.12

¹⁶⁰ Giulia Sofia Sarno et Lorenzo Colantoni, “Une diplomatie énergétique en mutation : la dimension extérieure du plan REPowerEU”, Istituto Affari Internazionali, février 2023

¹⁶¹ Revol Adina, *Rompre avec la Russie*, op.cit., p. 134

3.2.1 L'organisation des achats européens gaziers

Dans le cadre du plan REPowerEU, la Commission a établi en avril 2022 la plateforme *Aggregate EU*. Les européens se sont rapidement mis d'accord pour acheter du gaz ensemble afin de faire baisser les prix du marché mais aussi d'éviter de se faire concurrence sur le marché.¹⁶² Cette plateforme permet de mettre directement en contact les acheteurs et les fournisseurs, tout en donnant à l'UE le poids nécessaire pour tirer les prix vers le bas. Une fois mises en relation, les entreprises négocient pour conclure des contrats de façon individuelle ou en commun avec d'autres entreprises européennes. Cette plateforme vise à agréger la demande énergétique, à coordonner l'utilisation des infrastructures et à négocier avec les partenaires internationaux. Elle fonctionne sur le modèle d'un mécanisme de coordination volontaire, par le biais de groupes régionaux.¹⁶³ La portée symbolique de ces achats communs est forte, les Européens restent unis contrairement à l'objectif poutinien qui consistait à les diviser.

Étant un mécanisme volontaire, les États membres restent tout de même libres de signer des accords bilatéraux sans passer par la plateforme. Chaque pays peut élaborer sa propre stratégie de diversification en fonction de ses vulnérabilités. Par exemple, l'Italie est le pays qui a conclu le plus grand nombre d'accords avec des partenaires extérieurs. L'un des atouts majeurs pour conclure ces accords résidait dans l'existence d'infrastructures reliant le pays à l'Algérie, à la Libye et à l'Azerbaïdjan. L'entreprise nationale, ENI, avait déjà des relations solides avec des producteurs clés sur le continent africain et dans la région du Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA). C'est un atout dont tous les États membres ne disposent pas et pour lesquels la plateforme *Aggregate EU* est essentielle.¹⁶⁴

3.2.2 Les différentes options de diversification par gazoducs

L'UE dispose de deux options : les gazoducs et le GNL qui est transporté par des méthaniers qui partent de terminaux d'exportation et sont acheminés vers des terminaux de

¹⁶² *Ibid.*, p. 136

¹⁶³ « Énergie : l'Union européenne ouvre sa plateforme d'achat de gaz en commun », Site Toutel'Europe.eu, 25.04.2023, [Énergie : l'Union européenne ouvre sa plateforme d'achat de gaz en commun - TOUTELEUROPE.EU](https://touteleurope.eu/energie-lunion-europeenne-ouvre-sa-plateforme-dachat-de-gaz-en-commun) (consulté le 3 avril 2025)

¹⁶⁴ Giulia Sofia Sarno et Lorenzo Colantoni, "Une diplomatie énergétique en mutation", op. cit.,

regazéification. Ces deux stratégies présentent des avantages mais aussi des inconvénients. Importer par gazoducs permet de sécuriser davantage l’approvisionnement, compte tenu des infrastructures de transport de gaz qui livrent jusqu’à un point d’arrivée fixe. En revanche, importer du GNL signifie être en proie au marché du GNL : les cargaisons peuvent modifier leurs itinéraires en fonction des opportunités du marché et du client le plus rémunérateur, parfois même malgré l’existence de contrats à long terme. De surcroît, les gazoducs offrent la possibilité d’être par la suite convertis en infrastructures d’hydrogène, une énergie renouvelable qui s’inscrit fortement dans le futur mix énergétique voulu par l’UE.¹⁶⁵

Néanmoins, construire des gazoducs ou adapter les gazoducs existants pour accroître la capacité de transport requiert des investissements conséquents, des délais importants, et enfin, des contrats à long terme. Ceci peut entrer en contradiction avec le souhait de l’UE de baisser sa demande d’énergie fossile dans le cadre de la transition énergétique. Les implications externes des stratégies de diversification basées sur les gazoducs sont déterminées par le lieu d’origine de ces infrastructures. En dehors de la Russie, le réseau de gazoducs de l’UE s’étend au nord à travers la Norvège, au sud à travers la région méditerranéenne et au sud-est à travers l’Azerbaïdjan.¹⁶⁶

3.2.2.1 La route du sud-est

Le partenariat énergétique avec l’Azerbaïdjan n’est pas nouveau. Il a déjà permis l’ouverture du corridor sud pour sortir une grande partie de l’Europe centrale et orientale de la dépendance au gaz russe. Le partenariat énergétique signé en juillet 2022 par la présidente de la Commission européenne, Ursula Von der Leyen, avec l’Azerbaïdjan s’inscrit dans cette lignée. L’accord prévoit une augmentation conséquente du volume annuel de gaz exporté par l’Azerbaïdjan jusqu’en 2027. L’approvisionnement en gaz a déjà augmenté de plus de 40% entre 2021 et 2024.¹⁶⁷ A partir de 2026 la capacité du gazoduc transadriatique sera augmentée, permettant ainsi une augmentation des importations de gaz en provenance d’Azerbaïdjan.¹⁶⁸

¹⁶⁵ *Ibid*

¹⁶⁶ *Ibid*

¹⁶⁷ “Neighbourhood-Est-Azerbaïdjan”, site de la Commission européenne, [Neighbourhood-East](#) (consulté le 11 mai 2025)

¹⁶⁸ COMMISSION EUROPÉENNE, Roadmap toward ending Russian energy imports, Bruxelles, 6 mai 2025, COM(2025) 440 final, 12p

3.2.2.2 La route méditerranéenne

À propos de la route sud vers la Méditerranée, les gazoducs Medgaz et Transmed relient l'UE à l'Algérie via l'Espagne et l'Italie (voir Annexe n°3). L'Algérie dispose d'un potentiel important pour contribuer à la stratégie de diversification de l'UE.¹⁶⁹

L'Italie a signé deux accords contraignants entre avril et juillet 2022 pour augmenter les volumes de gaz importés de 9 milliards de mètres cubes par an jusqu'en 2023 via le gazoduc Transmed. L'Algérie est devenue son nouveau principal fournisseur de gaz. Par ailleurs, depuis le début de son mandat en octobre 2022, la Première ministre Giorgia Meloni promeut activement l'idée d'un nouveau Plan Mattei visant à transformer l'Italie en un pôle énergétique méditerranéen et une porte d'entrée vers l'Europe. L'Italie s'est engagée auprès des pays africains à être un point de jonction entre leurs ressources et la demande de l'UE. L'Algérie est le partenaire clé de cette stratégie comme l'a déclaré Giorgia Meloni lors de sa première visite officielle dans le pays en janvier 2023. Les accords entre l'Algérie et l'Italie visent en outre à accroître la capacité d'approvisionnement de gaz de l'Algérie. En revanche, transformer l'Italie en un pôle stratégique en capacité de distribuer le gaz des pays africains vers le reste de l'Europe pose des défis considérables. Effectivement, les points d'entrée des gazoducs en provenance d'Algérie, de Libye (et d'Azerbaïdjan) étant localisés dans le sud de l'Italie, cette stratégie nécessiterait une expansion significative du réseau d'infrastructures transportant le gaz du sud de l'Italie vers le nord du pays et le reste de l'UE. Or le gaz circule traditionnellement du nord au sud en Europe, et non l'inverse.¹⁷⁰

Reconnaissant l'acteur clé que représente l'Algérie dans sa stratégie de diversification, l'UE prend aussi des mesures pour redynamiser la coopération avec ce pays.¹⁷¹ La cinquième réunion du Dialogue politique de haut niveau dans le domaine de l'énergie entre l'Algérie et l'UE s'est tenue à Bruxelles le 5 octobre 2023. C'est une étape clé vers la conclusion d'un partenariat stratégique à long terme entre l'UE et l'Algérie couvrant le gaz mais aussi les énergies renouvelables et l'hydrogène afin de se préparer à la transition des infrastructures gazières.¹⁷²

¹⁶⁹ Giulia Sofia Sarno et Lorenzo Colantoni, « Une diplomatie énergétique en mutation », op. cit.,

¹⁷⁰ *Ibid*

¹⁷¹ Commission européenne, "Union for the mediterranean - Algeria", Site de la Commission européenne, [Union for the Mediterranean](#), (consulté le 11 mai 2025)

¹⁷² Délégation de l'UE en Algérie, « L'UE et l'Algérie conviennent de renforcer leur coopération énergétique », Site du service européen pour l'action extérieure, 8 octobre 2023, [L'UE et l'Algérie conviennent de renforcer leur coopération énergétique | EEAS](#), (consulté le 11 mai 2025)

Un autre pays, la Libye, cherche à participer à la diversification de l'UE via le transport par gazoduc. En janvier 2023, l'entreprise italienne Eni et la National Oil Corporation libyenne ont signé un accord pour développer deux nouveaux champs gaziers offshore libyens. Ce projet vise à une production de 21 millions de mètres cubes de gaz par jour à partir de 2026. En effet, la Libye possède d'importantes réserves de gaz. Le pays est relié à l'Italie par le gazoduc sous-marin Greenstream. Cependant, l'instabilité politique du pays reste un problème majeur.¹⁷³

Aussi, la route méditerranéenne est source de rivalité. Depuis deux décennies, des projets gazoduc sont en discussion et se font concurrence pour approvisionner l'Europe en gaz nigérian : le gazoduc transsaharien soutenue par l'Algérie et le gazoduc Afrique Atlantique porté par le Maroc.¹⁷⁴

Relancé en février, le projet soutenu par l'Algérie s'effondre à la suite du retrait du Nigéria qui estime le projet non viable. Ce retrait s'explique notamment par le fait que le gazoduc aurait traversé le Sahel, une zone en proie à de forts risques sécuritaires actuellement. A l'inverse, le gazoduc Nigeria-Maroc séduit de plus en plus les pays africains. Plus de dix pays africains ont déjà adhéré via des mémorandums d'entente, et la phase de mobilisation des financements a été lancée.¹⁷⁵ Pour l'instant, les acheteurs européens n'ont pas donné d'engagement ferme quant à leur validation du projet. Le projet est très complexe, il traverse treize territoires, chacun avec ses particularités et ses zones d'instabilités qui pourrait être la source de rupture d'approvisionnement.¹⁷⁶

3.2.2.3 La route du Nord

Comme l'affirme l'enquête n°6 : «Le partenaire qui a vraiment sauvé la mise c'est la Norvège».

Plusieurs gazoducs relient la Norvège aux pays européens du Nord de l'Europe. Le plus important est le gazoduc Baltic Pipe inauguré en 2022 reliant la Norvège au Danemark. La Norvège est ainsi devenue le premier fournisseur de gaz par gazoduc de l'UE remplaçant

¹⁷³ Giulia Sofia Sarno et Lorenzo Colantoni, « Une diplomatie énergétique en mutation », op. cit.,

¹⁷⁴ Bodin, Frédéric, « Entre l'Algérie et le Maroc, une « guerre des gazoducs » sur fond d'illusions », Le monde, 26 octobre 2024, [Entre l'Algérie et le Maroc, une « guerre des gazoducs » sur fond d'illusions](#), (consulté le 11 mai 2025)

¹⁷⁵ Oukerzaz, Hicham, « Gazoduc transsaharien : le retrait du Niger met fin à une chimère algérienne », Hespress, 8 mai 2025, <https://fr.hespress.com/423038-gazoduc-transsaharien-le-retrait-du-niger-met-fin-a-une-chimere-algerienne.html>, (consulté le 11 mai 2025)

¹⁷⁶ Noude, Francis, « Gazoduc du Maghreb : une décision reportée », La nouvelle Tribune, 1er mai 2025, [Gazoduc du Maghreb : une grande décision reportée – La Nouvelle Tribune](#), (consulté le 10 mai 2025)

la Russie. La coopération a été renforcée en 2022, les deux parties sont convenues d'intensifier la coopération énergétique existante afin d'assurer des approvisionnements supplémentaires en gaz à court et à long terme en provenance de Norvège.¹⁷⁷ La Norvège en tant que membre de l'Espace économique européen (EEE), de l'Association européenne de libre-échange (AELE) et de l'OTAN représente un partenaire sûr et fiable qui fournit des sources d'énergie à l'UE depuis un demi-siècle. Cependant quelques tensions ont émergé du fait des prix très élevés du gaz vendu par la Norvège.¹⁷⁸ En effet, l'Allemagne, la Pologne et des partis d'opposition norvégiens accusent le gouvernement Norvégien de profiter de la guerre en Ukraine pour demander des prix plus élevés qu'auparavant. La Commission européenne a proposé un plafonnement des prix auquel la Norvège s'est opposée.¹⁷⁹

Le Royaume-Uni est aussi un acteur important de la stratégie de diversification : il est relié par gazoduc à la Norvège, à la Belgique et aux Pays-Bas et dispose d'un vaste réseau de regazéification, avec de nombreux terminaux GNL. Le pays sert de plaque tournante pour les importations de GNL en provenance des marchés internationaux. Il distribue ensuite les approvisionnements vers l'UE par Gazoduc. En 2022, le Royaume-Uni a augmenté drastiquement les volumes de gaz envoyés vers l'UE.¹⁸⁰

3.2.3 Les différentes options de diversification concernant le GNL

Malgré l'accent mis sur les options de gazoduc, le plan REPowerEU accorde une plus grande importance au marché du GNL. Cela s'explique principalement par le fait que le GNL représente une solution plus rapide et flexible. Le GNL étant négocié sur un marché mondial, il permet de réduire la dépendance à un fournisseur unique, renforçant ainsi la sécurité énergétique. De surcroît, les infrastructures de regazéification requièrent moins de temps de construction et, dans le cas des unités flottantes de stockage et de regazéification (FSRU), elles peuvent être louées pendant une certaine durée et mises hors service dès que la demande de GNL diminue. Cette option est donc particulièrement intéressante pour l'UE dont la demande en gaz vise à baisser considérablement dans les années à venir, conformément aux objectifs climatiques fixés.¹⁸¹

¹⁷⁷ Commission européenne, "Norway - Energy", Site de la Commission européenne, [Norway](#), (consulté le 1 mai 2025)

¹⁷⁸ Giulia Sofia Sarno et Lorenzo Colantoni, « Une diplomatie énergétique en mutation », op. cit.,

¹⁷⁹ Duxbury, Charlie, "Selfish Norway accused of Ukraine war-profiteering", Politico Europe, 15 septembre 2022, ['Selfish' Norway accused of Ukraine war-profiteering – POLITICO](#), (consulté le 11 mai 2025)

¹⁸⁰ Giulia Sofia Sarno et Lorenzo Colantoni, « Une diplomatie énergétique en mutation », op. cit.,

¹⁸¹ *Ibid*

Toutefois, le remplacement des quantités substantielles de gaz russe acheminé par gazoduc par du GNL dépend d'une expansion de la capacité de regazéification de l'UE. Les importations de GNL de l'UE ont augmenté de près de 70% au cours des huit premiers mois de 2022 par rapport à l'année précédente engendrant l'utilisation des infrastructures d'importation à leur capacité maximale. Cela fût accompagné de la mise en place des FSRU et de la construction d'interconnexions gazières pour que les membres éloignés des côtes puissent être approvisionnés aussi, dans une logique de solidarité (voir annexe n°4 et n°5). La crise énergétique a entraîné une flambée des prix sur le marché du GNL. Globalement, en se tournant vers le marché du GNL, l'UE peut accéder à un nouveau bassin plus diversifié de pays producteurs, renforçant ainsi sa sécurité énergétique. Cependant, elle se confronte à un marché à court terme qui entraîne une forte concurrence avec d'autres régions du monde. L'UE a pu être approvisionnée rapidement car elle était prête à acheter du GNL à des prix exceptionnellement élevés. Ainsi l'UE a attiré des cargaisons initialement destinées à d'autres pays, même lorsque les entreprises étaient liées par des contrats à long terme avec des pays tiers. Ces entreprises ont préféré payer les pénalités pour violation des obligations contractuelles et expédier les cargaisons vers l'Europe.¹⁸²

Les États membres sont bien équipés pour recevoir des approvisionnements en GNL de partenaires mondiaux grâce aux efforts et aux investissements coordonnés déployés dès le début de la crise énergétique. Entre 2022 et 2024, six projets d'extensions et un nombre record de douze nouveaux terminaux GNL ont été mis en service afin d'augmenter les capacités d'importation de GNL. Il s'agit notamment des terminaux GNL d'Alexandroupolis en Grèce, Ravenna en Italie, Krk en Croatie et Swinoujscie en Pologne ainsi que de quatre terminaux en Allemagne. Les infrastructures gazières de l'UE sont suffisamment flexibles, avec des itinéraires alternatifs et des points d'interconnexions transfrontalières permettant à tous les États membres d'accéder au GNL et aux importations par gazoducs provenant de sources non russes. Depuis 2022, les États membres ont développé des infrastructures clés, et d'autres seront finalisées d'ici fin 2028.¹⁸³

¹⁸² *Ibid*

¹⁸³ COMMISSION EUROPÉENNE, Roadmap toward ending Russian energy imports, *op. cit.*, p. 10

3.2.3.1 Les principaux partenaires énergétiques

En 2024, les États-Unis ont été le principal fournisseur de GNL de l'UE avec près de 45% de ses importations de GNL. Cette quantité fournie a doublé comparativement à l'année 2021. Comme nous pouvons le constater sur les graphiques (voir annexes n°6 et n°7), les principaux partenaires en 2024 sont par ordre décroissant : les États-Unis, le Qatar, la Russie, l'Algérie, le Nigéria, la Norvège, le Trinité-et-Tobago et l'Égypte.

Le Qatar s'est imposé comme un acteur clé et a affiché dès le départ sa volonté de contribuer à la stratégie de diversification énergétique de l'UE. Les entreprises Eni et Total participent à l'expansion du site de production du champ nord du Qatar, ce qui contribue à accroître les approvisionnements en provenance de ce pays. L'Allemagne a aussi conclu un accord important pour sécuriser des flux à partir de 2026. Le Qatar étant proche de l'Europe comparé aux États-Unis, les coûts de transports sont moins élevés, ce qui en fait un partenaire idéal pour l'UE. L'UE a rapidement pris des mesures pour renforcer la coopération avec l'ensemble de la région comme en témoigne le partenariat stratégique avec le Golfe adopté en mai 2022.

L'Égypte est le seul pays de la Méditerranée orientale à disposer d'infrastructures GNL et à pouvoir ainsi exploiter les vastes réserves de la région pour approvisionner l'UE. Au-delà de l'Afrique du Nord, les pays d'Afrique subsaharienne contribuent également à la stratégie de diversification de l'UE grâce au GNL. L'Italie a joué un rôle clé dans l'accès aux pays exportateurs de la région, principalement grâce aux relations de longue date de son entreprise nationale d'énergie Eni. De nouveaux accords ont été conclus avec plusieurs pays comme le Congo et l'Angola qui disposent d'une forte capacité d'exportation de GNL. En février 2024, le Congo a exporté sa première cargaison de GNL vers l'Europe.¹⁸⁴ Cette exportation a été rendue possible grâce à la mise en service de la première FLNG nommée Tango FLNG. Une deuxième unité est en cours de développement et devrait être opérationnelle d'ici fin 2025.¹⁸⁵ En 2024, l'Angola a intensifié ses exportations de GNL vers l'Europe. Le projet *Northern Gas Complex*, développé par Eni, joue un rôle clé dans cette

¹⁸⁴ « En partenariat avec ENI, le Congo exporte sa première cargaison de GNL vers l'Europe », sunup pétrole.com, [En partenariat avec ENI, le Congo exporte sa première cargaison de GNL vers l'Europe – Pétrole et Gaz au Sénégal et dans le monde – Oil and Gas in Senegal and Worldwide](#), (consulté le 10 mai 2025)

¹⁸⁵ “Confo LNG, the first projet to export natural gas”, Site de ENI, [Congo LNG liquefied natural gas project in the Republic of Congo | Eni](#), (consulté le 10 mai 2025)

stratégie.¹⁸⁶ Ces développements renforcent la position de l’Afrique subsaharienne en tant que fournisseur stratégique de GNL pour l’UE.

3.2.3.2 Les États-Unis, le risque d’une nouvelle dépendance

Les États-Unis ont été l’acteur majeur soutenant les efforts de diversification de l’UE sur le marché du GNL, avec un rôle essentiel en particulier pendant les mois difficiles de 2022. Un mois après l’invasion de l’Ukraine, les États-Unis ont signé un accord pour fournir au moins 15 milliards de mètres cubes de GNL au marché de l’UE en 2022 tandis que l’UE a offert en retour une demande stable de GNL américain à environ 50 milliards de mètres cubes par an jusqu’en 2030 au moins. Cependant, le rôle assumé par les États-Unis comme fournisseur essentiel de GNL pour l’UE pourrait créer une relation de dépendance présentant certains risques.¹⁸⁷

D’après l’enquête n°1, la leçon générale pour l’UE à tirer de l’invasion de l’Ukraine est que la dépendance excessive à l’égard d’un partenaire, surtout s’il n’est pas fiable, pose un problème. En revanche, la dépendance aux États-Unis est bien différente de la dépendance au gaz russe acheminé par gazoducs : le marché du GNL est mondial. C’est un marché fluctuant et moins contraignant. Le GNL est chargé sur un bateau méthanier depuis les infrastructures d’exportation à destination des terminaux de GNL et ce, quelles que soient leurs localisations respectives. Cela nous permet de relativiser les risques liés à cette dépendance. Aussi, à mesure que l’UE avance dans sa transition énergétique, elle est vouée à ne plus consommer de combustibles fossiles et donc à faire disparaître cette dépendance à terme. Cependant l’enquête n°1, alerte quant à l’imprévisibilité de la nouvelle administration américaine. Ce constat est partagé par tous les enquêtés. En revanche, l’enquête n°1 nous invite à relativiser tout de même les risques. Contrairement aux États-Unis, le gaz russe, contrôlé par l’État via Gazprom, est un monopole d’exportation obéissant directement au Kremlin. Or, aux États-Unis, la maison blanche n’est pas propriétaire : l’extraction, la liquéfaction et l’exportation de gaz sont assurées par des milliers d’acteurs privés indépendants de toutes tailles. Il ne s’agit donc pas seulement des grandes entreprises comme ExxonMobil et Chevron. Les acteurs sont si nombreux qu’ils ne sont préoccupés que par

¹⁸⁶ Casey Jessica, « L’Angola a exporté plus de GNL vers l’Europe et moins vers l’Asie en 2022 et 2023 », Site de GNL industry, [L’Angola a exporté plus de GNL vers l’Europe et moins vers l’Asie en 2022 et 2023 | Industrie du GNL](#), (consulté le 1 mai 2025)

¹⁸⁷ Giulia Sofia Sarno et Lorenzo Colantoni, “Une diplomatie énergétique en mutation”, op. cit.,

l'acheteur le plus offrant sur le marché. Washington ne peut pas leur demander de cesser d'approvisionner un pays.

L'enquête n°6 et l'enquête n°5 sont moins confiants, ils soulignent que le caractère imprévisible de Trump est un danger. Ils mettent en avant les négociations houleuses qui ont eu lieu dernièrement entre l'UE et les États-Unis dans un contexte de tensions croissantes depuis l'élection du président Donald Trump. En effet, l'UE a proposé d'augmenter ses achats de produits américains, notamment de GNL et de produits agricoles, à hauteur de 50 milliards d'euros à la demande de Donald Trump. Ce dernier souhaite rééquilibrer les échanges commerciaux entre les deux acteurs et a menacé d'imposer des droits de douane supplémentaires sur les produits européens si cette demande n'était pas satisfaite. Les enquêtés affirment que le choix d'Ursula Von der Leyen est critiquable et peut nous exposer à du chantage de la part des États-Unis. L'enquête n°5 affirme que "c'est une dépendance structurelle qui peut à nouveau nous rendre vulnérable".

Cette situation peut être perçue comme défavorable pour l'UE qui accepte des conditions commerciales afin d'éviter de subir les mesures protectionnistes américaines. En effet, ceci va contre l'intérêt européen qui est de diversifier ses fournisseurs et diminuer sa demande de gaz au fil des prochaines années.

3.3 Des sanctions énergétiques renforcées

Dans le cinquième train de sanctions adopté à l'encontre de la Russie en avril 2022 figure l'interdiction des importations de charbon en provenance de la Russie. Par la suite, en juin 2022, le Conseil a adopté un sixième train de sanctions qui interdit l'achat, l'importation et le transfert de pétrole brut transporté par voie maritime et de certains produits pétroliers de Russie vers l'UE. Les restrictions s'appliquent progressivement à partir du 5 décembre 2022 pour le pétrole brut et à partir du 5 février 2023 pour d'autres produits pétroliers raffinés.¹⁸⁸

Certains pays de l'UE ont très mal réagi à l'annonce des sanctions. Par exemple, Viktor Orbán, premier ministre Hongrois, a beaucoup résisté à donner son accord pour l'embargo sur le pétrole, il parlait d'une "bombe économique frappant l'économie de son

¹⁸⁸ "Chronologie - Sanctions de l'UE à l'encontre de la Russie", site du Conseil de l'Union européenne, [Chronologie - Sanctions de l'UE à l'encontre de la Russie - Consilium](#) (consulté le 12 mai 2025)

pays” pour désigner les sanctions.¹⁸⁹ Viktor Orbán n’a eu de cesse depuis le début du conflit d’affirmer que les sanctions économiques nuisent davantage à l’UE qu’à la Russie. Les relations de la Hongrie sont tendues avec l’Ukraine, tandis que le premier ministre n’a de cesse de se rapprocher de Vladimir Poutine.¹⁹⁰

Une exception temporaire est appliquée pour les importations de pétrole brut par oléoduc dans les États membres de l’UE qui, en raison de leur situation géographique, sont spécifiquement dépendants des approvisionnements russes et ne disposent pas de solution de rechange viable. L’exception concernant les oléoducs a cessé de s’appliquer à la Pologne et à l’Allemagne le 23 juin 2023. En outre, la Bulgarie et la Croatie bénéficient de dérogations temporaires concernant l’importation par voie maritime, respectivement, de pétrole brut et de gazole sous vide en provenance de Russie. En somme, 90% des importations de pétrole de l’UE en provenance de la Russie sont couvertes par l’interdiction.¹⁹¹

D’après Marie Hélène Labbé, une fois mises en place, l’État sanctionnateur doit s’assurer que les sanctions soient respectées. Sur le plan interne, le problème principal provient directement des catégories victimes des sanctions : les sanctions seront d’autant soutenues que les acteurs lésés sont dédommagés, faute de quoi ils seront immédiatement incités à contourner les sanctions. Nous pouvons reprendre son idée pour analyser la situation, l’UE a accordé des dérogations afin que les États les plus lésés respectent les sanctions.

L’UE a aussi introduit un plafonnement des prix en collaboration avec le Groupe des Sept (G7). En effet, depuis le 5 décembre 2022, le prix du baril de pétrole russe transporté par voie maritime est plafonné à 60 dollars. Cela signifie qu’au-delà de ce prix, les entreprises européennes ne peuvent plus fournir de service que ce soit en termes de transport, assurance ou courtage pour des cargaisons de pétrole russe. Cela n’empêche pas la Russie de vendre son pétrole à d’autres pays mais elle doit le faire à ce prix ou moins si elles bénéficient des services occidentaux qui lui sont indispensables. L’objectif est de réduire les revenus pétroliers russes sans couper complètement l’offre sur le marché mondial car cela ferait exploser les prix et serait contre-productif. Il s’agit donc de maintenir l’approvisionnement global en pétrole mais d’affaiblir les rentes de Moscou. Ce

¹⁸⁹ Walker, Shaun, “Hungary holding EU hostage over sanctions on Russian oil”, The Guardian, 16 mai 2022, [Hungary ‘holding EU hostage’ over sanctions on Russian oil | Hungary | The Guardian](#), (consulté le 2 mai 2025)

¹⁹⁰ Bayer, Lili, “Orbán is telling Ukraine to quit”, Politico Europe, 1er février, [Orbán is telling Ukraine to quit – POLITICO](#), (consulté le 12 mai 2025)

¹⁹¹ “Le point sur les sanctions de l’UE contre la Russie”, site du conseil européen et du conseil de l’Union européenne, [Le point sur les sanctions de l’UE contre la Russie - Consilium](#), (consulté le 8 mai 2025)

plafonnement ne s'applique pas au pétrole transporté par gazoduc ni au GNL russe car les pays européens en consomment encore.¹⁹²

Les propriétés des différents types d'énergie ont eu un impact sur le choix des sanctions énergétiques. D'après l'enquête n°5 : « Il est beaucoup plus facile de sortir de la dépendance au pétrole et au charbon car ce sont des marchés mondialisés. Ces types d'énergies se stockent facilement, on a donc adopté des sanctions au niveau européen ». Le prix sur le marché mondial est globalement le même partout donc changer de fournisseur est moins contraignant. Cependant, appliquer un embargo sur le gaz russe est beaucoup plus délicat car le gaz russe est beaucoup moins cher, comparé aux autres pays. De plus, substituer les gazoducs russes, par la construction de nouveaux gazoducs avec les nouveaux partenaires énergétiques qui exportent déjà au maximum de leur capacité, prend du temps. Il n'était donc pas possible de mettre un embargo sur le gaz russe car l'UE n'en est tout simplement pas encore capable. Le GNL est plus rapide à obtenir mais «il faut tout de même le temps de négocier avec d'autres fournisseurs, il faut bâtir les infrastructures» pour le recevoir.

Les sanctions économiques s'inscrivent dans ce que Marie Hélène Labbé qualifie d'arme économique dans les relations internationales. L'UE utilise à des fins de politique étrangère ses relations commerciales avec la Russie. Son objectif est que la Russie cesse de faire la guerre en Ukraine. Pour se faire, diminuer ses rentes énergétiques est la politique poursuivie par l'UE. Aussi, comme l'affirme Nicholas Mulder, les sanctions sont une arme coercitive, elles sont de nature offensive. Nous comprenons donc que l'UE ne fait pas que se défendre, elle cherche à faire plier la Russie pour que celle-ci converge vers son intérêt soit l'arrêt de la guerre. Elle s'affirme donc comme un véritable «acteur géopolitique» prêt à défendre ses intérêts et à utiliser l'énergie pour arriver à ses fins.

D'après Drezner, les sanctions sont un investissement stratégique : lorsqu'un État pense que sa relation avec la cible sera conflictuelle à long terme, il choisit d'imposer des sanctions pour montrer sa fermeté, asseoir sa réputation. Il fait cela afin de ne pas être perçu comme faible et ainsi maintenir un rapport de force favorable pour les futurs conflits. La condition de la coercition n'est remplie que lorsqu'un État qui impose des sanctions préfère le conflit au statu quo. Comme nous l'avons expliqué dans le chapitre précédent, les sanctions énergétiques étaient presque inexistantes avant la guerre en Ukraine. Cependant, la guerre en Ukraine marque un changement profond dans les relations énergétiques russo-

¹⁹² «Pétrole russe : l'UE s'accorde sur le niveau du plafond de prix», site du Conseil de l'Union européenne, 3 décembre 2022, [Pétrole russe: l'UE s'accorde sur le niveau du plafond de prix - Consilium](#), (consulté le 10 mai 2025)

européennes : c'est un point de non-retour pour l'UE qui anticipe la dégradation des relations et la poursuite de la guerre, elle choisit donc le conflit au statu quo. Nous pouvons aussi développer la théorie de David Baldwin, qui explique que les sanctions ont un pouvoir symbolique. Le coût énorme que représente l'imposition des sanctions pour l'UE lui permet de projeter un engagement crédible sur la scène internationale. Pour faire ce choix, l'UE a dû comparer ses différentes options : ne pas imposer de sanctions, ne pas protéger son allié, auraient représenté un coût bien plus important car l'UE aurait par la suite été affaiblie dans le rapport de force. Nous comprenons donc plus clairement pourquoi l'UE impose des sanctions dans un domaine dont elle est si dépendante.

3.4 La décarbonation

L'autre pilier clé de REPowerEU est la décarbonation. L'UE cherche à produire plus d'énergies renouvelables sur son sol mais aussi à trouver de nouveaux partenaires énergétiques pour importer de l'hydrogène. Cependant, ces partenariats peuvent présenter des risques de dépendance.

3.4.1 Le développement d'énergies renouvelables sur le sol européen

Concernant les résultats du plan REPowerEU publiés en mai 2024, après deux ans de mise en œuvre, l'UE a augmenté sa production d'énergie à partir de sources renouvelables au-delà des attentes. En 2022, l'UE a produit plus d'électricité à partir de l'éolien et du solaire qu'à partir du gaz et, en 2023, l'éolien à lui seul a produit plus d'électricité que le gaz. Selon les estimations de l'industrie, la capacité éolienne et solaire installée a augmenté de 36 % en cumulé entre 2021 et 2023, ce qui a permis d'économiser environ 24 milliards de mètres cubes de gaz. Dans son plan REPowerEU, l'UE s'est donnée comme objectif d'avoir au moins 45% d'énergies renouvelables dans son mix énergétique d'ici 2030, l'objectif était fixé à 32% avant la guerre en Ukraine. Si l'on effectue une comparaison, la part d'énergies renouvelables dans la consommation finale de l'UE était de 9% en 2004, 21% en 2021 et 24,5% en 2023, C'est une profonde transformation des systèmes énergétiques européens.¹⁹³

¹⁹³ « REPowerEU - 2 ans après », Site de la Commission européenne, [REPowerEU - 2 ans après - Commission européenne](#), (consulté le 10 mai 2025)

Le temps de construction d'une centrale solaire photovoltaïque peut être réduit de moitié par rapport à celui d'une centrale à combustible fossile et représente donc une source attrayante de diversification à moyen terme.¹⁹⁴

Comme l'affirme l'enquête n°5, l'installation d'énergies renouvelables ne date pas de la guerre en Ukraine. Cela fait une vingtaine d'années que l'UE travaille pour développer les énergies renouvelables. Cependant, des mesures exceptionnelles du fait de la guerre en Ukraine ont été prises pour accélérer le déploiement des renouvelables sur la base notamment de simplification administrative pour la délivrance d'autorisations. Aussi l'enquête n°1 nous apprend qu'avec l'invasion de la guerre en Ukraine, la sécurité énergétique est devenue la priorité absolue et que poursuivre la transition énergétique s'intègre dans cet objectif sécuritaire plus qu'auparavant et non plus seulement dans un objectif environnemental. Les énergies renouvelables locales remplacent ainsi une partie des volumes de combustibles fossiles provenant de la Russie.

3.4.2 L'hydrogène, une solution à long terme

L'hydrogène vert est considéré par l'UE comme un substitut propre à certaines énergies fossiles dans le domaine de l'industrie lourde. REPowerEU a positionné l'hydrogène comme un levier essentiel de la décarbonation en vue d'atteindre l'indépendance énergétique. La stratégie de REPowerEU de 2022 a fixé l'objectif de produire 10 millions de tonnes et d'importer 10 millions de tonnes d'ici 2030. L'objectif à long terme est que l'hydrogène renouvelable couvre 10% des besoins énergétiques de l'UE d'ici 2050. Cependant, l'hydrogène nécessite des années de développement donc cette stratégie s'inscrit dans le long terme et non dans la réponse immédiate à la crise énergétique.

D'après l'enquête n°5, l'hydrogène est une stratégie intéressante pour l'UE parce qu'une partie des usages du gaz peut être remplacée par l'hydrogène notamment pour produire de la chaleur industrielle et remplacer le gaz brûlé dans des processus industriels lourds. Pour produire de l'hydrogène vert, il faut faire de l'électrolyse de l'eau. L'UE prévoit de produire de l'hydrogène mais de façon insuffisante à ses besoins car c'est un processus très gourmand en électricité. D'où l'idée de nouer des partenariats avec des pays qui ont de l'électricité en abondance. Des discussions sont en cours avec des pays comme la Tunisie, le Maroc et la Namibie, mais aussi avec des pays d'Amérique du Sud comme le Chili et

¹⁹⁴ Giulia Sofia Sarno et Lorenzo Colantoni, « Une diplomatie énergétique en mutation », op. cit.,

l'Argentine. L'idée est que ces pays installent des fermes solaires puis produisent de l'hydrogène sur place et l'exportent ensuite par bateau vers l'Europe. L'enquête n°5 indique que ces projets étaient déjà en discussion auparavant mais la guerre en Ukraine est venue accélérer le processus. Aussi, les questions liées à l'hydrogène s'inscrivent dans le long terme, actuellement la quantité produite en Europe est très faible. Ce sont plutôt des projets pour 2030 / 2035. L'enquête n°6 affirme que des discussions sont aussi en cours avec l'Égypte pour créer un partenariat autour de l'hydrogène.

Pour le moment, l'UE a développé des partenariats stratégiques avec l'Azerbaïdjan, l'Égypte, la Kazakhstan, le Maroc, la Namibie, la Norvège et Oman en outre.¹⁹⁵ Un accord a été signé en janvier dernier avec l'Arabie saoudite et des négociations sont en cours concernant les Émirats arabes unis¹⁹⁶. Sur le front transatlantique, l'UE a déjà développé un partenariat sur l'hydrogène avec le Canada. En Amérique latine, des accords ont été signés avec le Chili, l'Argentine. Enfin, les États-Unis sont en passe de devenir l'un des principaux marchés de l'hydrogène renouvelable, un partenariat a déjà été établi et la première livraison européenne d'hydrogène propre est prévue pour 2026. Tous ces partenaires offrent à l'Union européenne de nombreuses possibilités de diversification de son approvisionnement en hydrogène renouvelable.¹⁹⁷ Ces partenariats prennent la forme de Mémoires d'entente, d'accords de financement ou encore de projets d'infrastructure.

Par exemple, un projet d'infrastructure est en discussion entre l'Italie, l'Autriche et l'Allemagne, l'Algérie et la Tunisie (voir annexe n°8). Le 21 janvier dernier, ces pays ont signé une déclaration politique d'intention à Rome en présence de la Commission européenne. Cette déclaration formalise l'engagement des pays concernés à développer un corridor énergétique pour l'hydrogène, le South2 Corridor : il s'étend de l'Afrique du Nord à l'Allemagne en passant par l'Italie et l'Autriche. Plus de 65% de l'infrastructure sera basée sur la réaffectation de gazoducs existants.¹⁹⁸

¹⁹⁵ Bergmann, Max, et al. « Paysage politique post-crise : vers une nouvelle stratégie européenne de sécurité énergétique ? », *Jeux de puissance : La réponse de l'Europe à la crise énergétique*, Centre d'études stratégiques et internationales (CSIS), 2024, p. 10

¹⁹⁶ "EU-UAE Free trade pact : green hydrogen at the heart", site de Fuel Cells Works, 11 avril 2025, [EU-UAE Free Trade Pact: Green Hydrogen at the Heart](#), (consulté le 7 mai 2025)

¹⁹⁷ Bergmann, Max, et al. « Paysage politique post-crise : vers une nouvelle stratégie européenne de sécurité énergétique ? », *op.cit.*,

¹⁹⁸ "Milestone for the South2 Corridor - Five countries sign declaration of political intent in Rome", Site de South2 Corridor, 21 janvier 2025, [South2 Corridor: Five States signed Declaration of Intent: Gas Connect](#) (consulté le 10 mai 2025).

3.4.3 Les matières premières critiques nécessaires à la transition énergétique : un risque de dépendance à la Chine

Le principal risque concernant le développement d'énergies renouvelables réside dans une transition de la dépendance au gaz et au pétrole russes vers les matières premières critiques chinoises. Actuellement 100% des terres rares, nécessaires pour la mise en place d'éoliennes, proviennent de Chine par exemple. La transition énergétique entraîne une demande croissante concernant le lithium, le nickel, le cobalt, le silicium, et les terres rares. Des goulets d'étranglements dans les chaînes d'approvisionnements risquent de se produire si cette dépendance n'est pas contrôlée. En 2024, près de la moitié des importations de terres rares provenaient de la Chine (voir l'annexe n°10).

A propos du risque de dépendance aux matières premières critiques venant de Chine, l'enquête n°5 affirme que le marché des matières premières critiques est un marché mondialisé et que ces matières peuvent se stocker facilement. C'est pourquoi la dépendance à la Chine est bien différente de la dépendance à la Russie. Le gaz russe arrive par gazoduc, c'est-à-dire par infrastructure directe : si la Russie coupe le robinet du jour au lendemain, l'Europe est immédiatement en crise. C'est une dépendance très visible, avec des effets immédiats et brutaux. En revanche, les matières premières critiques comme le lithium, le cobalt, les terres rares, s'inscrivent dans un marché mondialisé et donc plus diffus. Elles peuvent se stocker et donc il y a un peu plus de marge en cas de coupure. Aussi, ces matières ne sont pas utilisées directement, elles sont transformées en produits comme des batteries, des panneaux solaires, des électrolyseurs... Il y a donc des chaînes de valeurs plus longues et complexes qui rendent la dépendance moins immédiate et dangereuse bien qu'elle reste à surveiller.

De surcroît, l'enquête n°2 affirme : « l'UE est désormais pleinement consciente de notre forte dépendance à la Chine, notamment à l'égard de certaines de ces matières premières essentielles ». Il insiste sur le fait que le danger n'est pas immédiat, cependant plus notre transition énergétique progresse et plus nous avons besoin de ces matières premières essentielles et donc plus les efforts de diversification de partenaires concernant ces matières sont indispensables. Pour ce faire, l'UE a déjà adopté une loi sur les matières premières critiques en février 2023 qui vise à réduire la dépendance à un seul fournisseur.

3.5 Les interconnexions entre États membres

3.5.1 Le développement des infrastructures d'interconnexions

Depuis l'invasion de l'Ukraine en 2022, l'UE a intensifié ses efforts pour renforcer ses interconnexions énergétiques entre États membres dans un esprit de solidarité. Les interconnexions sont des infrastructures, telles que des gazoducs ou des lignes électriques, qui relient les réseaux énergétiques de différents pays européens. Elles permettent donc le transfert d'énergie entre États membres.

D'après l'enquête n°2, la plupart des projets en cours ou effectués ne sont pas des interconnexions de gazoducs entre États membres, il s'agit plutôt d'interconnexions électriques. En ce qui concerne les gazoducs, les nouveaux projets doivent désormais démontrer leur capacité à transporter aussi de l'hydrogène ou d'autres gaz décarbonés pour être éligible à un soutien financier de l'UE.

Un des gazoducs mis en place est celui entre la Bulgarie et la Grèce. Dans le cadre de la stratégie de diversification par la route du sud-est, a été inauguré en octobre 2022 l'interconnecteur Grèce-Bulgarie (IGB) dont le développement a été accéléré après le début de la guerre en Ukraine. L'IGB transporte du gaz de la Grèce et du TAP vers la Bulgarie et les pays voisins. Il permet à la Bulgarie, anciennement très dépendante, de ne plus dépendre des gazoducs russes.¹⁹⁹

Concernant l'apport en GNL, depuis l'invasion de l'Ukraine, la Grèce a joué un rôle clé, notamment grâce au terminal de GNL d'Alexandroupolis mis en service en 2024. Ce FSRU a été mis en place dans le but d'approvisionner huit pays d'Europe centrale et de l'est. Cette interconnexion est une initiative conjointe qui permet à la Grèce de se positionner comme une porte d'entrée énergétique pour l'Europe. Le GNL qui arrive dans le terminal est regazéifié puis acheminé vers d'autres pays européens via les interconnexions existantes.²⁰⁰

A propos des interconnexions électriques, il y a de nombreux projets comme le *Celtif Interconnector* qui vise à connecter la France à l'Irlande via un câble sous-marin dont la

¹⁹⁹ Giulia Sofia Sarno et Lorenzo Colantoni, "Une diplomatie énergétique en mutation", op. cit.,

²⁰⁰ Koutantou Angeliki, "Un terminal GNL au large de la Grèce diversifie les routes gazières vers l'Europe", Reuters, 1er octobre 2024, [Un terminal GNL au large de la Grèce, dans le nord de la Grèce, diversifie les routes gazières vers l'Europe | Reuters](#), (consulté le 10 mai 2025)

construction a débuté en 2023. La mise en service est prévue pour 2026.²⁰¹ Il existe aussi le projet FAB Link, une interconnexion électrique entre la France et le Royaume-Uni via l'île d'Aurigny. Ce projet a connu des retards significatifs mais les discussions ont été relancées en 2022 et une mise en service est envisagée pour 2028.²⁰² Mais le projet phare dont la Commission est très fière est la synchronisation du réseau des États baltes avec l'Europe continentale via la Pologne réalisée en février dernier. Cela marque leur sortie d'un système électrique contrôlé par la Russie. Ce projet a utilisé des infrastructures existantes.²⁰³

Concernant l'hydrogène, plusieurs projets sont en cours notamment le projet H2Med (voir l'annexe n°9). C'est une initiative transnationale visant à interconnecter les réseaux d'hydrogène de la péninsule Ibérique au nord-ouest de l'Europe, permettant ainsi à l'Europe de s'approvisionner en hydrogène vert abordable d'ici 2030. Le 20 octobre 2022, aux côtés du Conseil de l'Union européenne, le Président du gouvernement espagnol, le Président de la République française et le Premier ministre du Portugal ont décidé d'accélérer le développement des interconnexions énergétiques et de créer un corridor d'énergie verte reliant le Portugal, l'Espagne et la France au réseau énergétique européen. Ils ont également convenu de la conclusion d'une interconnexion hydrogène entre le Portugal et l'Espagne ainsi que du développement d'un gazoduc maritime reliant l'Espagne et la France afin de transporter de l'hydrogène renouvelable de la péninsule ibérique vers l'Europe du Nord et centrale. Les trois dirigeants ont ratifié cet engagement lors du sommet Euromed le 9 décembre 2022 à Alicante, avec le soutien de la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen. Le projet H2med sera opérationnel d'ici 2030.²⁰⁴

3.5.2 Les mécanismes de solidarité énergétique

L'enquête n°3 évoque des mécanismes de coopération énergétique au sein de l'UE, notamment l'*Electricity Coordination Group* et le *Gaz Coordination Group*. Ces groupes

²⁰¹ « Franchissement d'une étape importante dans le projet d'interconnexion celtique », Site de la Chambre de commerce France Irlande, avril 2025, [Franchissement d'une étape importante dans le projet d'interconnexion celtique | CHAMBRE DE COMMERCE FRANCO-IRLANDAISE](#), (consulté le 3 mai 2025)

²⁰² Haq Duggal, Rameeza, "FAB link limited updates project's timeline", site de 4C Offshore, 21 mars 2022, [FAB Link Limited Updates Project's Timeline | 4C Offshore News](#), (consulté le 10 mai 2025)

²⁰³ Enquête n°2 – *Policy officer* spécialisé en diplomatie énergétique et climatique, SEAE, 13 mars 2025, en ligne

²⁰⁴ "The H2med project - Supplying europe with affordable carbon-free energy", site officiel de H2 med, [H2med - Le projet H2med](#), (consulté le 2 mai 2025)

sont des forums techniques qui réunissent les États membres, les gestionnaires de réseaux de transport et la Commission européenne. Ils permettent d'organiser des réactions rapides en cas d'urgence et de surveiller la sécurité d'approvisionnement. Pour promouvoir la coopération régionale, l'UE a mis en place des groupes tel que *North Sea Energy Cooperation* (NSEC) afin de soutenir le développement des énergies renouvelables en mer du Nord notamment l'énergie éolienne offshore et favoriser l'interconnexion entre les pays de la région.²⁰⁵ L'enquête n°3 mentionne aussi le *Baltic Energy Market Interconnection Plan* (BEMIP) qui vise à intégrer pleinement les marchés de l'électricité et du gaz des pays baltes dans le marché européen, mettant fin à leur isolement énergétique. L'enquête n°3 nous apprend que ce même groupe a travaillé sur la synchronisation électrique des pays baltes. Tous ces groupes permettent de mettre en place la solidarité énergétique, c'est-à-dire aider un État lorsqu'il est en difficulté en termes d'approvisionnement énergétique.²⁰⁶

L'enquête n°6 nous permet aussi de comprendre comment se façonne la coordination énergétique européenne pour faire face à la réduction des importations russes. Il prend l'exemple de l'arrêt du transit du gaz russe par l'Ukraine actée le 1er janvier dernier, le contrat entre l'Ukraine et la Russie étant arrivé à son terme. Ce chamboulement a dû être préparé en amont par les États membres afin de soutenir les plus impactés. Pour ce faire, l'UE organise des réunions regroupant les pays les plus affectés comme la Pologne, la Slovaquie, la Hongrie et l'Autriche ainsi que leurs voisins en capacité de leur venir en aide soit l'Allemagne et la Grèce. Il s'agit d'évaluer les capacités d'importation et de transit de gaz disponibles notamment via les terminaux de GNL et les interconnexions existantes puis de se répartir le travail. Cette coordination permet d'analyser les différentes routes possibles et par la suite de signer des contrats d'approvisionnement. La Commission a un réel rôle d'impulsion dans ce processus et tient un rôle central dans l'anticipation des actions énergétiques. L'enquête n°6 mentionne la Slovaquie qui a été très déçue de l'arrêt du transit par l'Ukraine en raison de la perte conséquente de ses propres revenus de transit engendrée. En effet, elle acheminait le gaz venant d'Ukraine vers les autres pays. La Commission collabore donc aussi de façon bilatérale avec la Slovaquie dans un groupe de travail pour compenser ses pertes.²⁰⁷

²⁰⁵ Enquête n° 3 - *Policy officer* à la DG ENER – Infrastructure énergétiques et coopération régionale, Commission européenne, 31 janvier 2025, en ligne

²⁰⁶ *Ibid*

²⁰⁷ Enquête n°6 - *Policy officer* à la DG ENER – Sécurité de l'approvisionnement en gaz, Commission européenne, 31 janvier 2025, en ligne

En effet, ces groupes, au-delà d'organiser les mécanismes d'interconnexions, servent à régler les dissensions entre États membres sur le plan énergétique. Le premier ministre Slovaque, Robert Fico, avait menacé en décembre dernier de prendre des mesures de rétorsion contre l'Ukraine si cette dernière stoppait le transit. Il avait annoncé envisager l'arrêt des exportations d'électricité vers l'Ukraine, si aucune solution n'était trouvée pour compenser les pertes économiques. De surcroît, dernièrement en mai 2025, Robert Fico a exprimé son opposition au point de vue de l'UE qui consiste à éliminer les importations de gaz russe d'ici 2027, le qualifiant d'« inacceptable » pour la Slovaquie. La Slovaquie est engagée dans un contrat gazier jusqu'en 2034 et refuse actuellement de le rompre.²⁰⁸

3.6 La réduction de la demande

Les études menées par la Commission européenne à l'occasion du deuxième anniversaire du plan REPowerEU nous permettent de constater les progrès accomplis depuis son adoption. L'UE a réalisé son objectif de réduction de la demande de gaz de 15%. Quant à la demande de GNL, celle-ci a diminué de 18% entre août 2022 et mars 2024, économisant ainsi 125 milliards de mètres cubes (mmc) de gaz.²⁰⁹

Les États membres sont parvenus à réduire leur demande par tout un ensemble de mesures d'efficacité énergétique des bâtiments.²¹⁰

Cette réduction significative de la consommation de gaz a également permis d'assurer des niveaux de remplissage suffisants pour éviter les pannes et les pénuries d'électricité. Au premier avril 2024, les niveaux de stockage de gaz étaient à 59% de leur capacité, ce qui est un record en fin de saison hivernale. Tout cela a contribué à stabiliser les prix de l'énergie

²⁰⁸ “Le premier ministre Slovaque rejette un plan de l'UE visant à arrêter les importations de gaz naturel russe d'ici la fin de 2027, AP News, 7 mai 2025, [Le président slovaque rejette le projet de l'UE d'arrêter les importations de gaz naturel russe d'ici la fin de 2027 | Actualités AP](#), (consulté le 10 mai 2025)

²⁰⁹ “REPowerEU - 2 ans après”, Site de la Commission européenne, [REPowerEU - 2 ans après - Commission européenne](#), (consulté le 10 mai 2025)

²¹⁰ Enquête n°6 - *Policy officer* à la DG ENER – Sécurité de l'approvisionnement en gaz, Commission européenne, 31 janvier 2025, en ligne

d'après le rapport. Si les prix de détail du gaz et de l'électricité restent supérieurs aux niveaux d'avant-crise, ils ont considérablement baissé par rapport aux sommets de 2022.

L'efficacité énergétique et la réduction de la demande rapportent des effets immédiats. Ce sont des actions qui répondent à la crise énergétique sur le court terme et permettent de consommer moins d'hydrocarbures russes.²¹¹ L'enquête n°5 affirme que cela fait une vingtaine d'années que l'UE s'engage dans un processus de maîtrise



de sa consommation d'énergie. Néanmoins, la guerre en Ukraine a marqué un tournant massif : « C'est l'ampleur, du jour au lendemain, on a dû, dans un temps très court, réduire massivement la consommation d'énergie, en particulier de gaz, et donc un exercice d'une telle ampleur est directement lié à la guerre. C'est une accélération majeure de la politique de réduction de la consommation ». ²¹²

En revanche plusieurs enquêtes sont d'accord pour affirmer que derrière les chiffres affichant des économies d'énergie se cachent en réalité de nombreuses faillites d'industries, ce qui relativise l'apparent succès de ces mesures.²¹³

3.7 La feuille de route de mai 2025 : les améliorations à venir.

3.7.1 Une volonté d'éradiquer complètement les hydrocarbures russes

La dernière feuille de route "Roadmap towards ending Russian energy imports"²¹⁴ publiée par la Commission européenne le 6 mai 2025 réaffirme la volonté énoncée dans le plan REPowerEU : se détacher de l'importation de gaz russe d'ici 2027. Dans ce document, la Commission affirme que bien que des efforts colossaux aient été déployés, le gaz russe représente 19% du total des importations de gaz de l'UE en 2024 et 13% en 2025 à la suite

²¹¹ Enquête n°5 – *Energy attaché*, Représentation permanente du Luxembourg auprès de l'UE, 31 janvier 2025, en ligne

²¹² *Ibid*

²¹³ Enquête n° 3 - *Policy officer* à la DG ENER – Infrastructure énergétiques et coopération régionale, Commission européenne, 31 janvier 2025, en ligne

²¹⁴ COMMISSION EUROPÉENNE, Roadmap toward ending Russian energy imports, *op. cit.*, pp. 1-18

de la fermeture du transit par l'Ukraine le premier janvier dernier. Cela a été possible grâce à l'action coordonnée entre la Commission et les États membres et au renforcement de la diplomatie énergétique de l'UE avec ses partenaires internationaux ainsi qu'à la réduction de la consommation et au développement des énergies renouvelables. Cependant, dix États membres ont importé du gaz russe en 2024, trois États membres ont encore importé du pétrole russe et sept États membres ont importé de l'uranium de Russie. En 2022, le pétrole brut russe représentait 27% des importations de pétrole brut de l'UE contre seulement 3% aujourd'hui. C'est la conséquence directe de l'application effective des sanctions de l'UE.

215

Cependant, la Commission exprime l'idée que « Malgré des progrès significatifs, le gaz, le pétrole et le nucléaire russes font toujours partie du bouquet énergétique de l'UE, ce qui représente un risque pour notre sécurité économique et permet d'apporter un soutien financier à l'économie de guerre russe. » ²¹⁶ (voir annexe n°10) La Commission entend contraindre les États membres à proposer des plans nationaux pour se préparer à l'élimination totale du gaz russe à l'échelle de l'UE. Pour se faire, d'ici la fin de 2025, il sera interdit de signer de nouveaux contrats concernant le gaz russe et les contrats en cours sont voués à être rompus d'ici 2027. Il ne s'agit pas d'un embargo brutal comme ce fût le cas pour le charbon ou le pétrole mais d'une sanction énergétique qui prend la forme d'un désengagement graduel. ²¹⁷

3.7.2 Le grand oublié de REPowerEU : le nucléaire

Le nucléaire est le grand oublié du plan REPowerEU d'après l'enquête n°5.

Dans la feuille de route, la Commission explique que la dépendance est persistante surtout dans cinq pays ayant des réacteurs russes : la Bulgarie, la Finlande, la Hongrie, la Slovaquie et la Tchéquie. Des tests de combustibles alternatifs sont en cours en Bulgarie et en Finlande. Cependant des actions supplémentaires sont imposées par la Commission européenne. ²¹⁸

²¹⁵ *Ibid.*, pp. 3-5

²¹⁶ *Ibid.*, p. 2

²¹⁷ *Ibid*

²¹⁸ *Ibid.*, pp. 5-6

Contrairement aux dépendances du secteur gazier, celles du secteur nucléaire sont multiformes, étant donné que la Russie fournit des produits et services aux clients de l'UE sur l'ensemble du cycle du combustible nucléaire. Cette dépendance est particulièrement marquée dans les cinq États membres dotés de réacteurs de conception russe également connus sous le nom de VVER : ils dépendent du combustible d'un fournisseur russe et des progrès ont été réalisés dans le remplacement de celui-ci par des combustibles provenant d'autres producteurs. Depuis 2022, quatre des cinq États membres concernés ont signé des contrats d'approvisionnement en combustible alternatif. Cependant, ce combustible doit être testé et homologué dans chaque État membre avant de pouvoir remplacer complètement le combustible russe. En 2024, les premiers assemblages avec les combustibles d'essai ont été chargés dans des réacteurs en Bulgarie et en Finlande. La Commission rappelle que le développement de combustibles nucléaires alternatifs pour les réacteurs VVER doit être accéléré. La Commission assure que la contractualisation avec des fournisseurs alternatifs devrait progresser rapidement vers un remplacement complet des combustibles nucléaires russes. Cependant la Commission estime que la diversification est nécessaire concernant le cycle complet du combustible nucléaire pour les États membres dotés d'installations nucléaires. En effet, le secteur du nucléaire continue de dépendre également de la Russie pour certaines pièces détachées et services de maintenance. Mais surtout, l'UE dépend de la Russie pour les services de conversion et d'enrichissement de l'Uranium, nécessaires à la transformation de l'uranium traité en matériau pour la fabrication du combustible nucléaire.²¹⁹

En juin prochain, la Commission a l'intention de restreindre les nouveaux contrats d'approvisionnement en matières nucléaires russes signés par l'Agence d'approvisionnement d'Euratom. En outre, la Commission va prochainement solliciter les États membres pour qu'ils soumettent des plans nationaux dès la fin 2025 visant à éliminer progressivement les approvisionnements nucléaires russes : combustible nucléaire, services liés au combustible et pièces détachées en provenance de Russie, remplacés à terme par des alternatives entièrement européennes.²²⁰

D'après l'enquête n°5, il est difficile de se détacher des importations nucléaires russes car les infrastructures ont été installées par la Russie et les réacteurs sont conçus pour fonctionner seulement avec du combustible russe. C'est pourquoi il n'y pas eu de sanctions

²¹⁹ *Ibid*

²²⁰ *Ibid*

sur le nucléaire, car développer des combustibles alternatifs est un processus long. Des entreprises telles que EDF en France ou Westinghouse aux États-Unis sont très actives dans le développement d'alternatives. Le plan REPowerEU avait mis de côté beaucoup de questions liées au nucléaire comme la dépendance au niveau du cycle du combustible. L'enquête n°5 nous explique que cela est lié au lobbying accru mené par la filière nucléaire et les États ultra nucléarisés tel que la France qui refusaient d'avoir ces discussions. Il déclare : "Selon moi c'est quelque chose qui aurait dû être traité plus tôt et qui ne l'a pas été pour faire plaisir aux États nucléarisés dont la France qui a un contrat avec des acteurs russes".

La feuille de route publiée récemment permet donc de combler un manquement du plan REPowerEU qui avait délaissé la question du nucléaire.

3.8 Conclusion du chapitre

L'analyse de la réponse énergétique de l'UE à la guerre en Ukraine relève à la fois d'une posture défensive et d'une posture offensive. C'est une logique réaliste hybride.

Sur le plan défensif, nous comprenons que l'UE cherche à réduire sa vulnérabilité structurelle face à la Russie, elle souhaite protéger sa sécurité énergétique. Il s'agit d'une réponse à un choc initié par la Russie. L'UE assure dès le début de l'invasion un soutien énergétique à l'Ukraine. En soutenant ses alliés, l'UE renforce ses alliances dans le but de contrebalancer l'influence russe. Ici nous pouvons à nouveau faire le parallèle avec la théorie de Walt, le Balancing, qui consiste à s'allier contre la puissance dominante pour contenir son influence et ainsi augmenter la sécurité énergétique collective. Cela relève de la logique réaliste défensive au sens Waltzien : l'objectif est la survie dans un système anarchique et non la domination ou la projection de puissance.

Cependant, il serait réducteur d'analyser la stratégie européenne seulement comme un repli défensif. L'UE adopte des comportements que nous pouvons aussi lire comme offensifs. La mise en place des sanctions économiques sur le charbon et le pétrole russes, le plafonnement des prix du pétrole russe ainsi que l'objectif affiché d'éliminer progressivement les importations de gaz russe d'ici 2027 témoignent d'une volonté claire d'affaiblir la puissance économique de la Russie. Il s'agit aussi de nuire à son économie en la présentant comme un partenaire économique non fiable. Diversifier ses sources et ses voies d'approvisionnement permet de se protéger du chantage russe mais vise aussi à exclure

la Russie du marché énergétique européen. De plus, soutenir énergétiquement l'Ukraine et se rapprocher de la Moldavie et de la Géorgie grâce à l'énergie peut aussi être lu comme une volonté d'étendre sa sphère d'influence et pas seulement comme une alliance défensive. L'UE s'inscrit donc aussi dans une logique offensive car il ne s'agit pas seulement de se protéger mais de forcer l'adversaire à modifier son comportement. L'UE emploie des actions coercitives en vue d'exercer son influence sur la Russie pour atteindre ses objectifs.

L'UE oscille entre protection et projection de sa puissance. Ceci nous permet de dire qu'elle s'inscrit dans une logique hybride entre actions à la fois défensives et offensives. L'UE adopte une posture plus proactive qu'avant la guerre en Ukraine. Elle s'affirme en tant qu'acteur géopolitique et décide de ne plus subir le chantage russe. Elle défend ses intérêts énergétiques et cherche à réduire l'exposition à une puissance perçue comme hostile. Comme l'affirme l'enquête n°4, « la Commission a une politique de diversification beaucoup plus proactive et réfléchie qu'avant la guerre en Ukraine ». Elle cherche à regagner de l'influence dans le rapport de force qui se joue avec la Russie dans un système international anarchique. La réorganisation énergétique européenne post-2022 n'est pas seulement une réponse à une crise, elle est le vecteur de l'affirmation de l'UE comme un acteur géopolitique. À la lumière de la théorie de Timothy Mitchell, nous pouvons en déduire que la transformation du réseau énergétique européen révèle la volonté européenne de reprendre le contrôle des flux, d'en redessiner les itinéraires, et donc de reconfigurer les rapports de pouvoir. La technique devient un instrument au service de la souveraineté énergétique européenne. Cependant, il faut noter que l'indépendance énergétique est menacée par de nouvelles formes de dépendances avec les États-Unis et la Chine comme nous l'avons analysé précédemment.

La tension entre la logique défensive et la logique offensive se retrouve dans les débats internes à l'UE. Certains membres ont perçu les sanctions comme excessives, d'autres les considèrent comme un signal de puissance nécessaire face à une agression directe. L'enquête n°5 souligne que les désaccords entre États membres, souvent portés par la Slovaquie ou la Hongrie ne doivent pas être lus comme un manque d'unité entre États membres dans la stratégie énergétique de l'UE. D'après l'enquête n°5, le problème relève surtout d'un problème de « leaders populistes », « anti-européens » et « prorusses » comme Robert Fico et Viktor Orbán plutôt que d'un problème d'unité réelle. Nous pouvons faire le parallèle avec le premier niveau de l'analyse de Kenneth Waltz : l'individu. Les caractéristiques intrinsèques à la nature humaine participent à exacerber les tensions dans un conflit. Cependant l'enquête n°5 affirme qu'il s'agit seulement d'un narratif politique

déployé par ces décideurs mais qu'en réalité les flux énergétiques fonctionnent sans entraves de leur part dans l'UE. Cela est rendu possible grâce aux interconnexions qui permettent aux pays d'assurer une solidarité énergétique. Les enquêtés s'accordent tous à dire que l'UE a su faire preuve d'unité pour traverser la crise énergétique, comme en témoigne la mise en place de la plateforme *AggregateEU* relative aux achats communs d'énergie.

Conclusion

Ce mémoire s'est employé à analyser la transformation de la stratégie énergétique de l'UE vis-à-vis de la Russie depuis 2006 en mobilisant un cadre théorique réaliste et technopolitique. Nous avons montré que la relation d'interdépendance énergétique russo-européenne a progressivement muée en un rapport de force conflictuel, structuré par des logiques de puissance et de sécurité. Cependant, l'UE s'est efforcée de transformer cette relation d'interdépendance en une indépendance énergétique. Les résultats présentés par la Commission concernant les premières années de mise en œuvre du plan REPowerEU nous montrent que l'UE parvient à atteindre les objectifs qu'elle s'était fixée en 2022. Cela est rendu possible par le renforcement et la création de partenariats énergétiques avec de nombreux acteurs que ce soit concernant le gaz, le GNL ou l'hydrogène. Elle parvient aussi à réduire sa demande d'énergie fossile et à développer plus rapidement des énergies renouvelables sur son sol. Les chiffres parlent d'eux-mêmes, la dépendance aux gaz russe est passée de 46% en 2021 à seulement 13% en 2025. Et, comme la feuille de route publiée en mai 2025 l'indique, l'éradication complète des hydrocarbures russe est prévue pour 2027 au plus tard.

Notre raisonnement a tenté de répondre à la problématique suivante : « Comment la stratégie énergétique déployée par l'Union européenne à l'égard de la Russie a-t-elle évolué depuis 2006 ? L'UE adopte-elle une attitude plus proactive en mobilisant la technique pour regagner du pouvoir dans le rapport de force qui sous-tend les relations russo-européennes ? ». Afin de répondre à cette question de recherche nous allons répondre à nos hypothèses exposées en introduction :

La guerre en Ukraine a marqué un tournant dans les relations énergétiques russo-européennes. L'UE devient plus proactive qu'auparavant et adopte une stratégie hybride, à la fois offensive et défensive et non plus essentiellement défensive.

Avant la guerre en Ukraine, l'UE adopte une position à la fois défensive et offensive comme nous l'avons étudié dans le second chapitre. Cependant, l'absence de mise en place de sanctions énergétiques directes pour répondre à l'annexion de la Crimée et l'augmentation consécutive des importations d'hydrocarbures russes nuancent la position offensive de l'UE. L'UE condamne les agressions russes envers l'Ukraine mais cette condamnation reste assez

faible sur le plan énergétique. L'UE développe l'Union de l'énergie mais parallèlement des États membres continuent de se rapprocher de la Russie sur le plan énergétique, attirés par une énergie bon marché. La stratégie de l'UE est ambivalente. À partir de 2022, l'UE adopte une attitude davantage proactive et offensive. Elle adopte une politique qui consiste à exclure la Russie du marché énergétique européen par le biais de sanctions sévères. Elle forme de nouvelles alliances et renforce ses infrastructures énergétiques. Les enquêtés nous ont affirmé que les mesures mises en place, comme le développement d'énergies renouvelables et d'interconnexions, les économies d'énergies, existent certes depuis une vingtaine d'années mais la guerre en Ukraine a été un accélérateur pour l'UE. L'ampleur et la rapidité des actions déployées sont sans précédent.

Cette idée rejoint notre seconde hypothèse, tout au long du conflit énergétique russo-européen, l'UE tente de s'affirmer comme véritable acteur géopolitique en capacité de défendre ses intérêts énergétiques quitte à projeter sa puissance.

L'analyse menée dans ce mémoire montre que l'UE s'affirme progressivement comme un « acteur géopolitique », notamment en réponse à la guerre en Ukraine et adopte une position plus offensive. C'est bien une politique étrangère par l'énergie qui se dessine, confirmant que l'Union ne se contente plus de réguler mais agit en puissance géopolitique. Elle défend ses intérêts énergétiques quitte à projeter sa puissance dans le sens où elle utilise désormais la coercition directe envers la Russie. Par exemple, la diplomatie énergétique explicitement affirmée dans la stratégie de mai 2022 témoigne de cette volonté d'utiliser l'énergie comme un instrument de politique étrangère et de sécurité. Cela se traduit par de nombreux partenariats conclus avec ses nouveaux partenaires énergétiques pour remplacer la Russie. L'UE devient un acteur qui subordonne les logiques de marché aux objectifs de sécurité énergétique.

L'unité européenne dans la réponse énergétique à la Russie s'est renforcée au fil du conflit, bien qu'elle ait initialement été freinée par des divergences d'intérêts nationaux.

La grille de lecture néo-réaliste nous permet de comprendre qu'avant la guerre en Ukraine, les « gains absolus » sont la priorité de certains États qui se concentrent sur les avantages à court terme de la relation énergétique : leur priorité est l'obtention de l'énergie peu chère. Certains États alertent sur les dangers que représentent cette dépendance car ils perçoivent les « gains relatifs » de la relation, c'est-à-dire son coût à long terme. Nous pouvons penser ici, aux États baltes. Avant la guerre, la position de l'UE est prise en étau

entre ces deux stratégies : elle tente de créer une union de l'énergie pour se détacher de l'énergie russe avec des projets allant dans ce sens. Mais la logique des « gains absolus » étant encore présente chez certains États membres, sa stratégie reste dispersée. Le rapprochement de la Russie et de l'Allemagne pour la construction du gazoduc Nord Stream en est une illustration.

Après le déclenchement de la guerre en Ukraine, comme les enquêtés nous l'ont appris, l'unité dont ont fait preuve les États européens pour sortir de la crise énergétique est indéniable. Bien que des États comme la Hongrie ou la Slovaquie aient émis et émettent encore des désaccords concernant les sanctions énergétiques, les enquêtés nous ont confirmés que ces États ont dû s'adapter et n'ont pas réussi à saper la solidarité européenne. Les interconnexions entre États membres, les achats communs de gaz en sont la preuve.

Afin de s'affirmer face au chantage énergétique russe, l'UE mobilise la technique pour regagner du pouvoir dans le rapport de force

Le plan REPowerEU marque la mise en place d'un sabotage orchestré par l'UE au sens de Timothy Mitchell. Bien que l'UE ait déjà amorcé cela avant la guerre en Ukraine en développant ses infrastructures énergétiques propres, elle demeurerait vulnérable au chantage énergétique russe comme l'ont montré les différentes crises. À partir de 2022, l'UE organise le sabotage qui consiste à obtenir la capacité de rediriger ou de bloquer des itinéraires énergétiques. Elle acquiert un pouvoir logistique rendu possible grâce à l'Union de l'énergie, mise en place petit à petit depuis la première crise gazière de 2006. La clé du sabotage, c'est la capacité à organiser l'ensemble du système énergétique qui permet à un État de produire, acheminer, raffiner et transformer l'énergie et surtout interrompre ou menacer d'interrompre le flux comme l'explique Timothy Mitchell. Les infrastructures énergétiques sont vectrices de pouvoir et c'est pour cela que l'UE en reprend le contrôle en réorganisant le système énergétique européen.

Notre dernière hypothèse est que la stratégie déployée par l'UE présente un risque majeur : substituer la dépendance à d'autres partenaires énergétiques à celle de la Russie. En effet, l'UE a accru largement ses achats de GNL auprès des États-Unis pour remplacer la Russie, cependant grâce à nos enquêtes nous avons pu comprendre que bien que cette dépendance ne présente pas les mêmes risques que la dépendance à la Russie, elle reste dangereuse pour l'UE en raison de l'imprévisibilité qui en découle. Concernant la dépendance à la Chine, elle existait déjà avant la guerre en Ukraine mais s'en est trouvée

accrue. En effet, la volonté de se sevrer de l'énergie russe a accéléré la production d'énergies renouvelables sur le sol européen. Or, cette production nécessite des matières premières critiques dont l'UE est grandement dépendante de la Chine. À mesure que l'UE avance vers la transition énergétique, sa dépendance à la Chine devient de plus en plus dangereuse.

Les enquêtes relèvent que cette dépendance à la Chine n'est pas du même type que celle à la Russie car les propriétés des ressources et des infrastructures en jeu sont différentes ; tout comme pour les Etats-Unis. Comme pour le cas de la dépendance aux Etats-Unis, les enquêtes soulignent que cette dépendance n'est pas le même type de dépendance qu'à la Russie car les propriétés des ressources et des infrastructures en jeu sont différentes. Les dépendances à la Chine et au Etats-Unis nous permettent de conclure que la position actuelle de l'UE la rend de nouveau potentiellement vulnérable à du chantage énergétique.

À la lumière de la validation de nos hypothèses, nous constatons que l'UE transforme sa stratégie énergétique depuis 2006 pour gagner en puissance dans le rapport de force avec la Russie. Pour ce faire, son levier de pouvoir est la technique. Elle remodèle le système énergétique européen pour reprendre le contrôle sur les infrastructures énergétiques. Son attitude est à la fois offensive et défensive. Elle devient un véritable « acteur géopolitique » capable d'avoir recours à la coercition pour défendre ses intérêts : stopper la guerre en Ukraine et se détacher d'un partenaire commercial menaçant. Cependant, la confirmation de notre dernière hypothèse vient relativiser l'affirmation de l'UE comme un acteur géopolitique. En effet, en se détachant de l'énergie russe l'UE s'est rendue davantage vulnérable à d'autres partenaires énergétiques tels que les États-Unis et la Chine.

Bibliographie

I: Publications scientifiques

Ouvrages :

Baldwin, David, *Economic Statecraft*, Princeton, Princeton University Press, 1985

Foucault, Michel, *Surveiller et punir*, Paris, Gallimard, 1975.

Labbé, Marie hélène, *L'arme économique dans les relations internationales*, Paris, Presses Universitaires de France, 1998.

Mulder, Nicholas, *The economic Weapon: The rise of sanctions as a tool of modern war*, New Haven, Yale University Press, 2022,

Timothy, Mitchell, *Carbon democracy, Le pouvoir politique à l'ère du pétrole*, La découverte, 2013.

Walt, Stephen, *The origins of Alliances*, Ithaca, Cornell University Press, 1987.

Waltz, Kenneth, *Man, the State and War: a theoretical analysis*, New York, Columbia University Press, 2018.

Waltz, Kenneth, *Theory of international politics*, Addison-Wesley Publishing Compagny, 1979.

Articles scientifiques:

Drezner, Daniel, "Conflict expectations and the paradox of economic coercion", *International Studies Quarterly*, vol.42, no 4, 1998, pp. 709-731.

Foucault Michel, « Cours du 14 janvier 1976 », *Dits et écrits, tome III*, Gallimard, 1994, 1041-1062.

Foucault, Michel, « Le sujet et le pouvoir », *Dits et écrits, tome II*, Gallimard, coll. « Quarto », Paris, 2001, 188-193

Foucault, Michel, « Le jeu de Michel Foucault », *Dits et écrits, tome II.*, Gallimard, coll. « Quarto », Paris, 2001, pp.103-123

Foucault Michel, “Les mailles du pouvoir”, *Dits et écrits, tome IV*, Paris, Gallimard, 1994, pp. 182-204

Grekou, Carl., *et al.* « La dépendance de l’Europe au gaz russe : État des lieux et perspectives ». *Revue d’économie financière*, N° 147, 2022, pp. 227-242.

Hadfield, Amelia, « Relations énergétiques UE-Russie : agrégation et aggravation », *Journal de Études européennes contemporaines*, vol.16, n°2, 2008, pp. 231-248.

Holleaux, Didier, “Comment les pays européens se sont-ils affranchis du gaz russe ?”, *Politique étrangère*, vol. 89, n°4, 2024, pp. 29-42.

Koleva, Petia. *et al.* « Financer la transition énergétique en Europe centrale et orientale : un levier pour surmonter la dépendance à l’égard de la Russie ? ». *Revue d’économie financière*, N° 147, 2022, pp. 135-150.

Krickovic Andrej, “Quand l’interdépendance produit des conflits : les relations énergétiques UE-Russie comme dilemme de sécurité”, *Contemporary Security Policy*, 2015, pp. 1-19

Mohapatra, Nalin Kumar, “Paradigme de la sécurité énergétique, structure de la géopolitique et théorie des relations internationales : du point de vue du Sud Global”, *Geojournal*, vol. 82, no. 4, 2017, pp. 1-19

Nathalie Tocci, “La sécurité et la transition énergétique européennes sont les deux faces de la même médaille”, *Revue Défense Nationale*, n°861, juin 2023, p.1-25

Paillard, Christophe-Alexandre, « Russie, Ukraine, Union européenne : faux-semblants et perspectives », *Revue internationale et stratégique*, 2011/4 n° 84, 2011, pp. 85-93

Siddi, Marco, “The Eu’s Botched geopolitical approach to external energy policy: the case of the southern gas corridor”, *Geopolitics*, 2017, pp. 1-22

Siddi, Marco, “The EU’s energy union: a sustainable path to energy security?”, *International Spectator*, 2016, pp. 1-17.

Siddi, Marco, “Le rôle du pouvoir dans les relations énergétiques UE-Russie, l’interaction entre marchés et géopolitique”, *Europe-Asia Studies*, vol.70, n°10, décembre 2018, pp. 1-21.

Vilmer, Jeangène, “Chapitre II. Le réalisme”. *Théories des relations internationales*, Presses Universitaires de France, 2020, pp. 21-45.

Yergin, Daniel, “ensuring energy security”, *Foreign Affairs*, vol 85, no 2, 2006, pp. 69-82

Mémoires universitaires :

Leclaire, Méline, *Foucault et Bourdieu. Les stratégies de pouvoir*, Paris : Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2016,

Leonetti, Carla, *The energy security dilemma in EI-Russia relation*, Rome: Luiss Guido Carli University, 2021

Urbain, Emilien, *La politique d'élargissement de l'Union européenne à l'épreuve de la guerre en Ukraine. Approche géopolitique*, Liège : Université de Liège, 2024,

II: Sources journalistiques

Ouvrage spécialisé :

Revol, Adina, *Rompre avec la Russie, Le réveil énergétique européen*, Odile Jacob, 2024,

Rapports d'expertises :

Giulia Sofia Sarno et Lorenzo Colantoni, "A changing energy diplomacy : the external dimension of the REPower EU plan", Istituto Affari Internazionali, février 2023

Bergmann, Max, et al. "Paysage politique post-crise : vers une nouvelle stratégie européenne de sécurité énergétique ?", *Jeux de puissance : La réponse de l'Europe à la crise énergétique*, Centre d'études stratégiques et internationales (CSIS), 2024,

Entretien :

Hecht, Gabrielle, « Entretien avec Gabrielle Hecht, « Technopolitique du nucléaire » », La revue des livres, n°011, mai-juin 2013

Sites spécialisés :

Casey Jessica, « L'Angola a exporté plus de GNL vers l'Europe et moins vers l'Asie en 2022 et 2023 », Site de GNL industry , [L'Angola a exporté plus de GNL vers l'Europe et moins vers l'Asie en 2022 et 2023 | Industrie du GNL](#), (consulté le 1 mai 2025)

"Confo LNG, the first projet to export natural gas", Site de ENI, [Congo LNG liquefied natural gas project in the Republic of Congo | Eni](#), (consulté le 10 mai 2025)

« En partenariat avec ENI, le Congo exporte sa première cargaison de GNL vers l'Europe », sunup pétrole.com, [En partenariat avec ENI, le Congo exporte sa première cargaison de GNL vers l'Europe – Pétrole et Gaz au Sénégal et dans le monde – Oil and Gas in Senegal and Worldwide](#), (consulté le 10 mai 2025)

“EU-UAE Free trade pact : green hydrogen at the heart”, site de Fuel Cells Works, 11 avril 2025, [EU-UAE Free Trade Pact: Green Hydrogen at the Heart](#), (consulté le 7 mai 2025)

“Franchissement d’une étape importante dans le projet d’interconnexion celtique”, Site de la Chambre de commerce France Irlande, avril 2025, [Franchissement d’une étape importante dans le projet d’interconnexion celtique | CHAMBRE DE COMMERCE FRANCO-IRLANDAISE](#), (consulté le 3 mai 2025)

Haq Duggal, Rameeza, “FAB link limited updates project’s timeline”, site de 4C Offshore, 21 mars 2022, [FAB Link Limited Updates Project’s Timeline | 4C Offshore News](#), (consulté le 10 mai 2025)

“Milestone for the SouthH2 Corridor - Five countries signe declaration of political intent in Rome”, Site de SouthH2 Corridor, 21 janvier 2025, [SouthH2 Corridor: Five States signed Declaration of Intent: Gas Connect](#) (consulté le 10 mai 2025).

“The H2med project - Supplying europe with affordable carbon-free energy”, site officiel de H2 med, [H2med - Le projet H2med](#), (consulté le 2 mai 2025)

Articles de presse :

Anca Gurzu, “Gazprom échappe à une amende de l’UE dans le cadre d’une enquête sur la concurrence”, Politico, 24 mai 2018, [Gazprom échappe à une amende de l’UE dans le cadre d’une enquête sur la concurrence – POLITICO](#) (consulté le 1 mai 2025)

Bayer, Lili, “Orbán is telling Ukraine to quit”, Politico Europe, 1er février, [Orbán is telling Ukraine to quit – POLITICO](#), (consulté le 12 mai 2025)

Bodin, Frédéric, “Entre l’Algérie et le Maroc, une “guerre des gazoducs” sur fond d’illusions”, Le monde, 26 octobre 2024, [Entre l’Algérie et le Maroc, une « guerre des gazoducs » sur fond d’illusions](#), (consulté le 11 mai 2025)

Duxbury, Charlie, “Selfish Norway accused of Ukraine war-profiteering”, Politico Europe, 15 septembre 2022, [‘Selfish’ Norway accused of Ukraine war-profiteering – POLITICO](#), (consulté le 11 mai 2025)

“Le premier ministre slovaque rejette un plan de l’UE visant à arrêter les importations de gaz naturel russe d’ici la fin de 2027, *AP News*, 7 mai 2025, [Le président slovaque rejette le projet de l’UE d’arrêter les importations de gaz naturel russe d’ici la fin de 2027 | Actualités AP](#), (consulté le 10 mai 2025)

“Les pays du CeseC s’engagent dans la construction d’un marché du gaz intégré”, *Novinite.com*, 10, juillet, 2015, [Les pays du CESEC s’engagent dans la construction d’un marché intégré du gaz - Novinite.com - Sofia News Agency](#) (consulté le 05/05/2025)

Krasimirov, Angel, “Romania expects delayed gas link with Bulgaria to open this year”, *Reuters*, 15 juin 2016, [Romania expects delayed gas link with Bulgaria to open this year | Reuters](#) (consulté le 2 mai 2025)

Koutantou Angeliki, “Un terminal GNL au large de la Grèce diversifie les routes gazières vers l’Europe”, *Reuters*, 1er octobre 2024, [Un terminal GNL au large de la Grèce, dans le nord de la Grèce, diversifie les routes gazières vers l’Europe | Reuters](#), (consulté le 10 mai 2025)

Noude, Francis, “Gazoduc du Maghreb : une décision reportée”, *La nouvelle Tribune*, 1er mai 2025, [Gazoduc du Maghreb : une grande décision reportée – La Nouvelle Tribune](#), (consulté le 10 mai 2025)

Oukerzaz, Hicham, “Gazoduc transsaharien : le retrait du Niger met fin à une chimère algérienne”, *Hespress*, 8 mai 2025, <https://fr.hespress.com/423038-gazoduc-transsaharien-le-retrait-du-niger-met-fin-a-une-chimere-algerienne.html>, (consulté le 11 mai 2025)

Walker, Shaun, “Hungary holding EU hostage over sanctions on Russian oil”, *The Guardian*, 16 mai 2022, [Hungary ‘holding EU hostage’ over sanctions on Russian oil | Hungary | The Guardian](#), (consulté le 2 mai 2025)

III: Sources officielles

Sites internet :

“Chronologie - Sanctions de l’UE à l’encontre de la Russie”, site officiel du Conseil de l’UE et du Conseil européen, 14 mars 2025, [Chronologie - Sanctions de l'UE à l'encontre de la Russie - Consilium](#) (dernière consultation le 04/05/2025)

“Déclaration conjointe sur la Crimée du président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, et du président de la Commission européenne, José Manuel Barroso”, Site officiel de l’Union européenne, 18 mars 2014, ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/STATEMENT_14_74?utm

« Déclaration de Versailles, 10 et 11 mars 2022 », Site du Conseil européen et du Conseil de l’Union européenne, 1 mars 2022, [Déclaration de Versailles, 10 et 11 mars 2022 - Consilium](#), (consulté le 3 avril 2025)

Délégation de l'UE en Algérie, "L'UE et l'Algérie conviennent de renforcer leur coopération énergétique", Site du service européen pour l'action extérieure, 8 octobre 2023, [L'UE et l'Algérie conviennent de renforcer leur coopération énergétique | EEAS](#), (consulté le 11 mai 2025)

«Energie : l'Union européenne ouvre sa plateforme d'achat de gaz en commun», Site Toutel'Europe.eu, 25.04.2023, [Energie : l'Union européenne ouvre sa plateforme d'achat de gaz en commun - Touteleurope.eu](#) (consulté le 3 avril 2025)

"La politique de l'énergie : principes généraux - Fiches thématiques sur l'Union européenne", Site du Parlement européen, [La politique de l'énergie: principes généraux | Fiches thématiques sur l'Union européenne | Parlement européen](#), (consulté le 3 avril 2025)

"Le point sur les sanctions de l'UE contre la Russie", site du conseil européen et du conseil de l'Union européenne, [Le point sur les sanctions de l'UE contre la Russie - Consilium](#), (consulté le 8 mai 2025)

"Livre Vert - Une stratégie européenne pour une énergie sûre, compétitive et durable", site de l'Union européenne, 2006, [EUR-Lex - 52006DC0105 - EN - EUR-Lex](#)

"Paquet climat énergie 2020", site de l'Union européenne, 2015, [Paquet climat-énergie 2020 | EUR-Lex](#)

"Neighbourhood-Est-Azerbaïdjan", site de la Commission européenne, [Neighbourhood-East](#) (consulté le 11 mai 2025)

"Pétrole russe : l'UE s'accorde sur le niveau du plafond de prix", site du Conseil de l'Union européenne, 3 décembre 2022, [Pétrole russe: l'UE s'accorde sur le niveau du plafond de prix - Consilium](#), (consulté le 10 mai 2025)

"Norway - Energy", Site de la Commission européenne, [Norway](#), (consulté le 1 mai 2025)

"REPowerEU : la politique énergétique dans le cadre des plans pour la reprise et la résilience des pays de l'UE", Site du Conseil européen et du Conseil de l'Union européenne, [REPowerEU: la politique énergétique dans le cadre des plans pour la reprise et la résilience des pays de l'UE - Consilium](#), (consulté le 1/05/2025)

"REPowerEU - 2 ans après", Site de la Commission européenne, [REPowerEU - 2 ans après - Commission européenne](#), (consulté le 10 mai 2025)

Ursula von der Leyen, "Discours sur l'État de l'Union 2022 de la présidente von der Leyen", Strasbourg, Site officiel de l'UE, 14 septembre 2022, [Discours sur l'État de l'Union 2022 de la présidente von der Leyen - Commission européenne](#), (consulté le 20 avril 2025)

Ursula von der Leyen, “Déclaration de la présidente von der Leyen sur les propositions de la Commission concernant REPower EU”, Bruxelles, Site de la Commission européenne, 18 mai 2022, [Déclaration à la presse de la Présidente sur les propositions de la Commission](#), (consulté le 2 avril 2025)

“Union for the mediterranean - Algeria”, Site de la Commission européenne, [Union for the Mediterranean](#), (consulté le 11 mai 2025)

Vondra, Alexandr, “Compte rendu in extenso des débats, Fourniture de gaz à l’Ukraine et l’UE par la Russie”, site du Parlement européen, janvier 2009, [Procès-verbal - Fourniture de gaz à l'Ukraine et l'UE par la Russie \(débat\) - Mercredi 14 janvier 2009](#) (consulté le 4 mars 2025)

Documents :

COMMISSION EUROPÉENNE et SERVICE EUROPÉEN POUR L’ACTION EXTÉRIEURE, “Stratégie énergétique extérieure de l’UE dans un monde en mutation”, Bruxelles, 18 juillet 2022, JOIN(2022) 23 final, 16p

COMMISSION EUROPÉENNE, REPowerEU : Action européenne conjointe pour une énergie plus abordable, sûre et durable, Strasbourg, 8 mars 2022, COM(2022) 108 final, p17

COMMISSION EUROPÉENNE, REPowerEU Plan, Bruxelles, 18 mai 2022, COM(2022) 230 final, 41p

COMMISSION EUROPÉENNE, Roadmap toward ending Russian energy imports, Bruxelles, 6 mai 2025, COM(2025) 440 final, 12p

COMMISSION EUROPEENNE, Speaking Notes welcoming the agreement between Gazprom and Naftogaz, Bruxelles, 4 Janvier 2006, SPEECH/06/1, 2p

COMMISSION EUROPÉENNE, Un nouveau départ pour l’Europe : mon programme pour l’emploi, la croissance, l’équité et le changement démocratique, Strasbourg, 15 juillet 2014, SPEECH/14/546, p32,

CONSEIL DE L’UNION EUROPÉENNE, Décision 2014/512/PESC du Conseil du 31 juillet 2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine, Bruxelles, 31.07.2014, JOUE L 229, p. 17p

PARLEMENT EUROPÉEN ET CONSEIL DE L’UNION EUROPÉENNE, Règlement (CE) n°663/2009 établissant un programme d’aide à la relance économique par l’octroi d’une aide financière communautaire à des projets dans le domaine de l’énergie, JO L 200 du 31 juillet 2009, p. 45p

PARLEMENT EUROPÉEN ET CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE, Règlement (UE) 2017/1938 concernant des mesures visant à garantir la sécurité de l'approvisionnement en gaz naturel et abrogeant le règlement (UE) n°994/2010, JO L280/1, 25 octobre 2017, p. 56p

COUR DE JUSTICE DE L'UNION EUROPÉENNE, Affaire C-848/19 P, République fédérale d'Allemagne contre République de Pologne, Luxembourg, 15 juillet 2021, communiqué de presse n°129/21, 2p

Annexes

Sommaire des annexes :

Annexe 1 : La part du gaz russe dans le mix énergétique européen en 2021

« Ukraine : la France est-elle menacée ? Peut-on parler de troisième guerre mondiale ? Les réponses à vos questions les plus fréquentes », Le Monde, 26 février 2022, [Ukraine : la France est-elle menacée ? Peut-on parler de troisième guerre mondiale ? Les réponses à vos questions les plus fréquentes](#), (consulté le 1 avril 2025)

Annexe 2 : Prix mensuel du gaz en Europe, coûts de production et prix de l'électricité (France) de 2019 à janvier 2023

« Prix de l'électricité en Europe : comment réduire la pression », Site Connaissances des énergies, [Prix de l'électricité en Europe : comment réduire la pression ? | Connaissances des énergies](#), (consulté le 2 avril 2025)

Annexe 3 : Annexe n°3 : Carte montrant la guerre des gazoducs entre l'Algérie et le Maroc
Frédéric Bobin, « Entre l'Algérie et le Maroc, une « guerre des gazoducs » sur fond d'illusions », Le monde, 26 octobre 2024, [Entre l'Algérie et le Maroc, une « guerre des gazoducs » sur fond d'illusions](#), (consulté le 3 avril 2025)

Annexe 4 : Pays d'Europe avec le plus de terminaux d'importation de GNL opérationnels / prévus (nov. 2022)

Yves Guittat, « L'Europe remplace son gaz par du GNL ! », Site Anews Mobility, 07/12/2022, [L'Europe remplace son gaz par du GNL ! - ANews-Mobility](#), (consulté le 3 avril 2025)

Annexe 5 : : Les terminaux de regazéification en Europe en temps réel

Traqueur européen de GNL, Site Institute for Energy Economics and Financial Analysis, [Traqueur européen de GNL | L'IEEFA](#), (consulté le 4 avril 2025)

Annexe 6 : Les importations annuelles de GNL en Europe par pays exportateurs (2010-2023)

« Les Etats-Unis sont restés le plus grand fournisseur de gaz naturel liquéfié de l'Europe en 2023 », Site de l'*energy information administration*, 29 février 2024, [The United States remained the largest liquefied natural gas supplier to Europe in 2023 - U.S. Energy Information Administration \(EIA\)](#), (consulté le 10 mars 2025)

Annexe n°7 : Graphique détaillant les principaux pays fournisseurs et importateurs de GNL en Europe en 2023

Tristan Gaudiaut, « Qui fournit et achète du gaz naturel liquéfié (GNL) en Europe ? », Site Institute for Energy Economics and Financial Analysis (IEEFA), 21 février 2024, [Graphique: Qui fournit et achète du gaz naturel liquéfié \(GNL\) en Europe ? | Statista](#), (consulté le 10 avril 2025)

Annexe n°8 : Carte du projet SouthH2 Corridor,

« The SouthH2 Corridor », Site de SouthH2 Corridor, [SouthH2 Corridor – Our connection for a clean future](#), (consulté le 10 mai 2025)

Annexe n°9 : Carte du projet H2MED

Jean-François Eyraud, « Hydrogène : le projet H2med – BarMar (Fos) sélectionné par la Commission européenne », Site Gomet, 4 décembre 2023, [Hydrogène : le projet H2med - BarMar \(Fos\) sélectionné par la Commission européenne - Gomet'](#), (consulté le 10 avril 2025)

Annexe n°10 : : Importations de terres rares en provenance de la Chine

« Les importations de terres rares ont chuté de 30% en 2024 », Site de l'Eurostat, 9 avril 2025, [Les importations de terres rares ont chuté de 30 % en 2024 - Actualités - Eurostat](#), (consulté le 4 mai 2025)

Annexe n°11 : : Les importations de gaz russe dans l'UE : gazoduc et GNL (2021 à 2025)
COMMISSION EUROPÉENNE, Roadmap toward ending Russian energy imports, Bruxelles, 6 mai 2025, COM(2025) 440 final,

Annexe n°12: Liste des entretiens

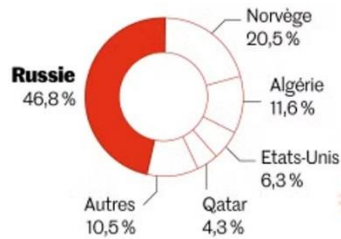
Annexe n°13 : Retranscription d'un entretien

Annexe 1 : La part du gaz russe dans le mix énergétique européen en 2021

« Ukraine : la France est-elle menacée ? Peut-on parler de troisième guerre mondiale ? Les réponses à vos questions les plus fréquentes », Le Monde, 26 février 2022, [Ukraine : la France est-elle menacée ? Peut-on parler de troisième guerre mondiale ? Les réponses à vos questions les plus fréquentes](#), (consulté le 1 avril 2025)

Près de la moitié du gaz importé dans l'Union européenne est russe

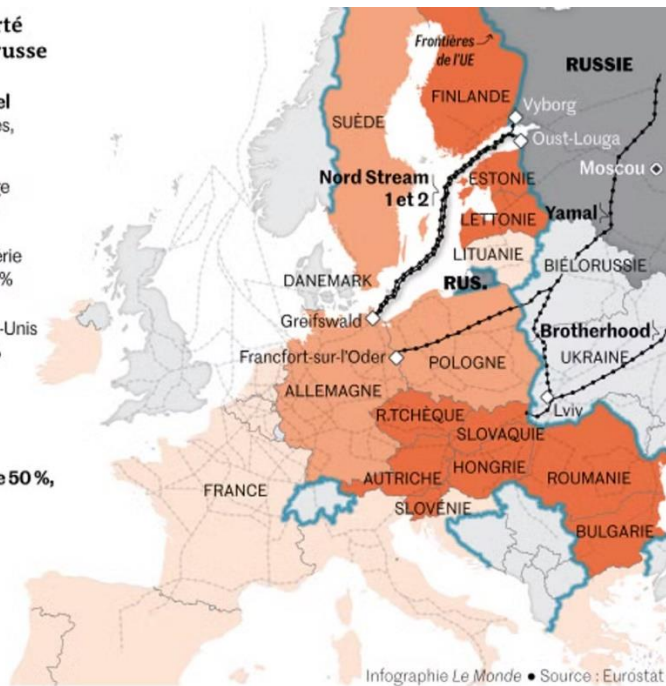
Origine des importations de gaz naturel dans l'UE, en % de la valeur des échanges, au premier semestre 2021



Pays dépendant du gaz russe à plus de 50 %, dans les importations nationales, au premier semestre 2021

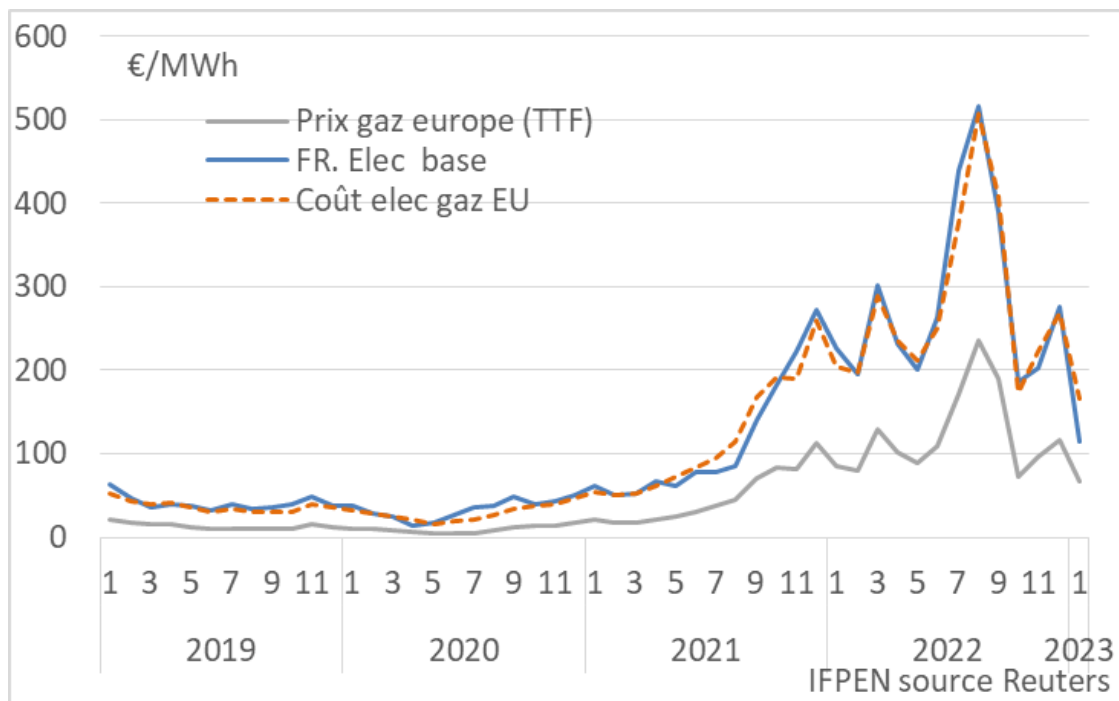
● Plus de 50 % ● Plus de 75 %
● Moins de 50 %

--- Gazoducs russes majeurs
--- Autres gazoducs



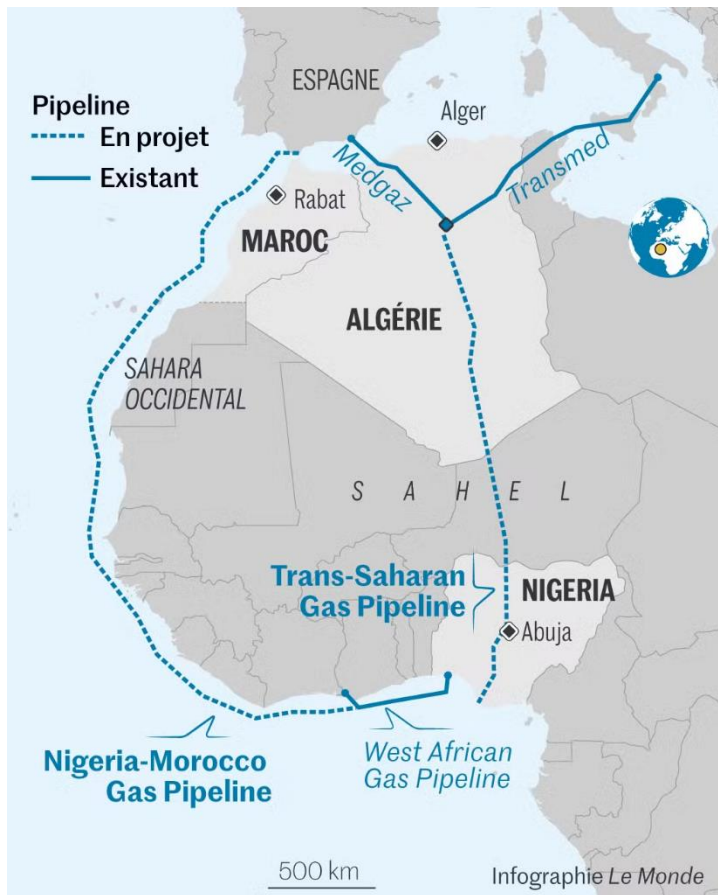
Annexe n°2 : Prix mensuel du gaz en Europe, coûts de production et prix de l'électricité (France) de 2019 à janvier 2023

« Prix de l'électricité en Europe : comment réduire la pression », Site Connaissances des énergies, [Prix de l'électricité en Europe : comment réduire la pression ? | Connaissances des énergies](#), (consulté le 2 avril 2025)



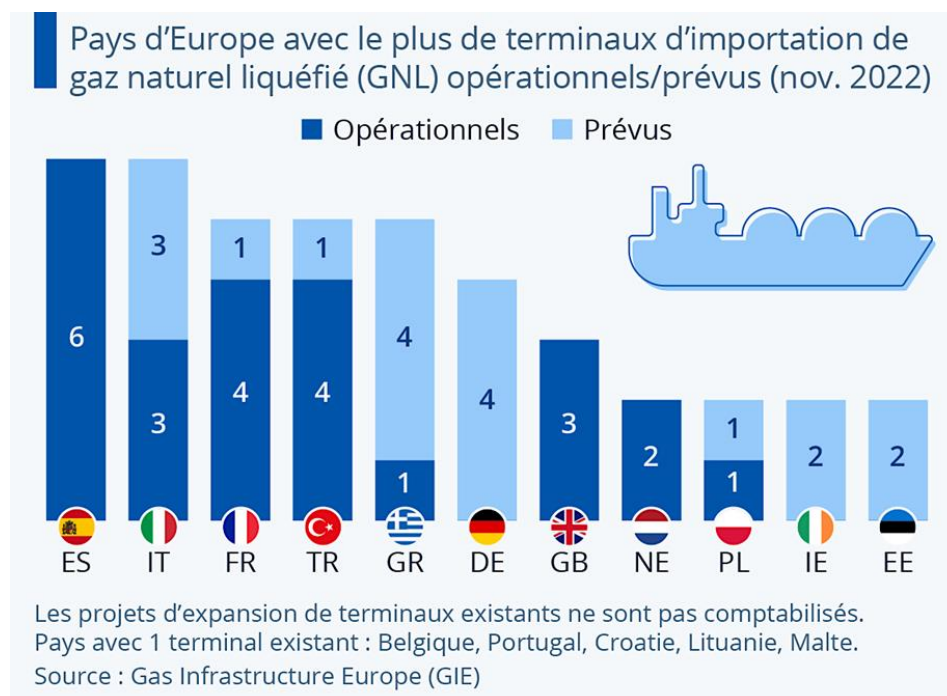
Annexe n°3 : Carte montrant la guerre des gazoducs entre l'Algérie et le Maroc

Frédéric Bobin, « Entre l'Algérie et le Maroc, une « guerre des gazoducs » sur fond d'illusions », *Le monde*, 26 octobre 2024, [Entre l'Algérie et le Maroc, une « guerre des gazoducs » sur fond d'illusions](#), (consulté le 3 avril 2025)



Annexe n°4 : Pays d'Europe avec le plus de terminaux d'importation de GNL opérationnels / prévus (nov. 2022)

Yves Guittat, « L'Europe remplace son gaz par du GNL ! », Site Anews Mobility, 07/12/2022, [L'Europe remplace son gaz par du GNL ! - ANews-Mobility](#), (consulté le 3 avril 2025)



Annexe n°5 : Les terminaux de regazéification en Europe en temps réel

Traqueur européen de GNL, Site Institute for Energy Economics and Financial Analysis,

[Traqueur européen de GNL | L'IEEFA](#), (consulté le 4 avril 2025)

LNG regasification terminals in Europe

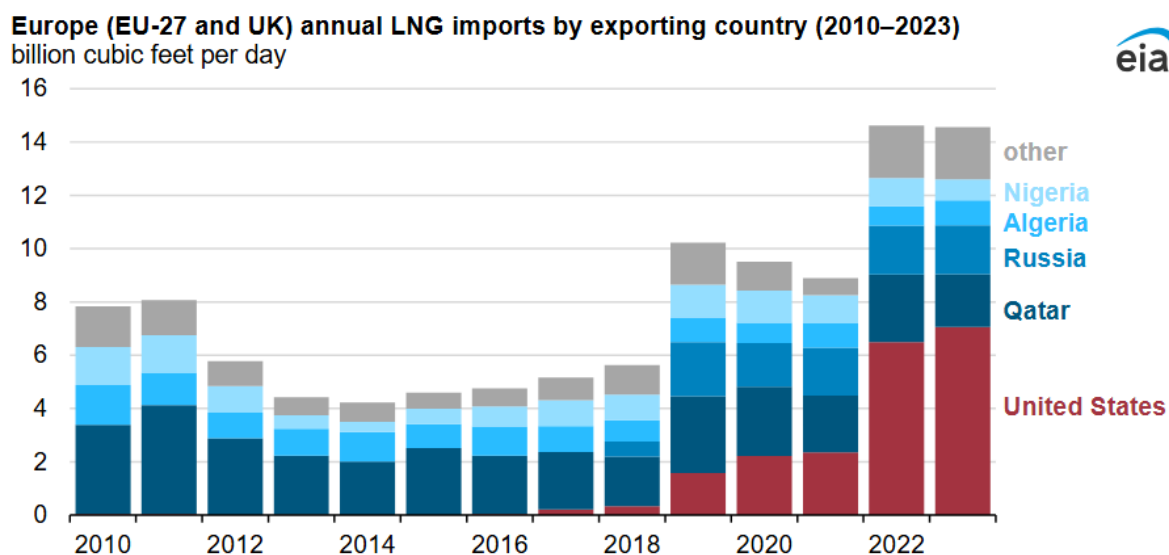
Browse the map find out more about the terminals

■ Operational ■ Planned ■ Non-operational at this location ■ Operating as logistics terminal



Annexe n°6 : Les importations annuelles de GNL en Europe par pays exportateurs (2010-2023)

« Les Etats-Unis sont restés le plus grand fournisseur de gaz naturel liquéfié de l'Europe en 2023 », Site de l'*energy information administration*, 29 février 2024, [The United States remained the largest liquefied natural gas supplier to Europe in 2023 - U.S. Energy Information Administration \(EIA\)](#), (consulté le 10 mars 2025)

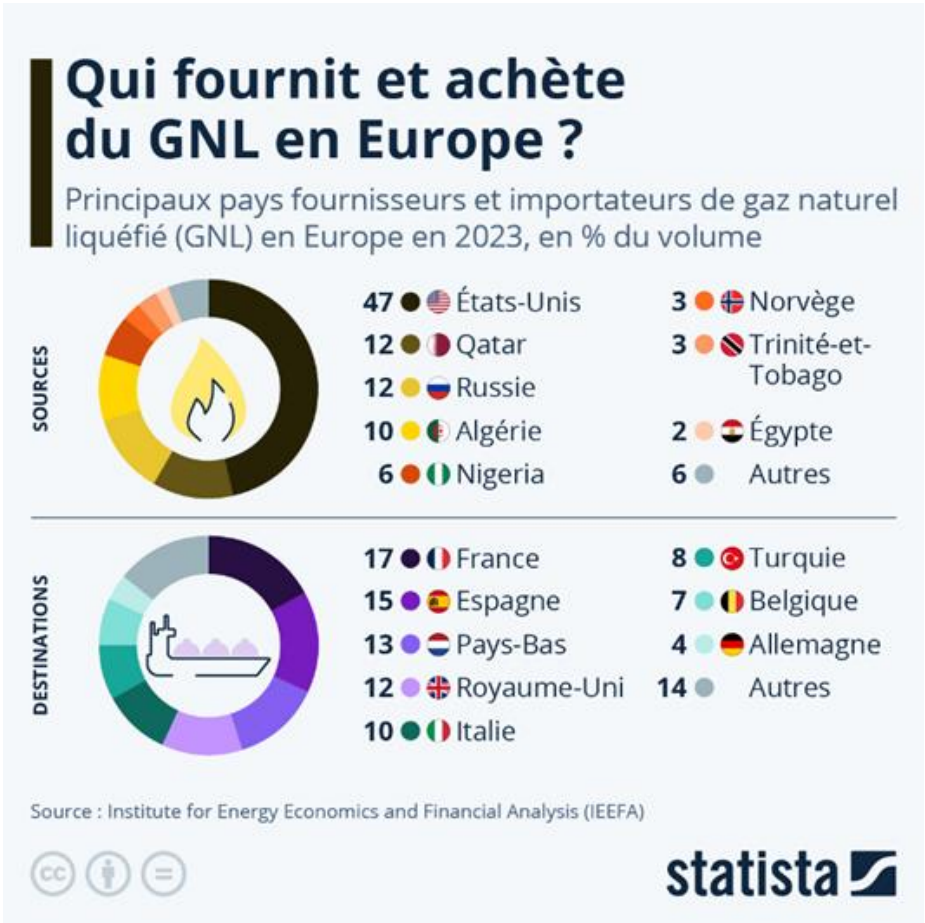


Data source: [CEDIGAZ](#) and the International Group of Liquefied Natural Gas Importers ([GIIGNL](#))

Note: Other includes Angola, Argentina, Australia, Cameroon, Egypt, Equatorial Guinea, Indonesia, Libya, Mozambique, Norway, Oman, Papua New Guinea, Peru, Trinidad and Tobago, United Arab Emirates, and Yemen. LNG=liquefied natural gas

Annexe n°7 : Graphique détaillant les principaux pays fournisseurs et importateurs de GNL en Europe en 2023

Tristan Gaudiaut, « Qui fournit et achète du gaz naturel liquéfié (GNL) en Europe ? », Site Institute for Energy Economics and Financial Analysis (IEEFA), 21 février 2024, [Graphique: Qui fournit et achète du gaz naturel liquéfié \(GNL\) en Europe ? | Statista](#), (consulté le 10 avril 2025)

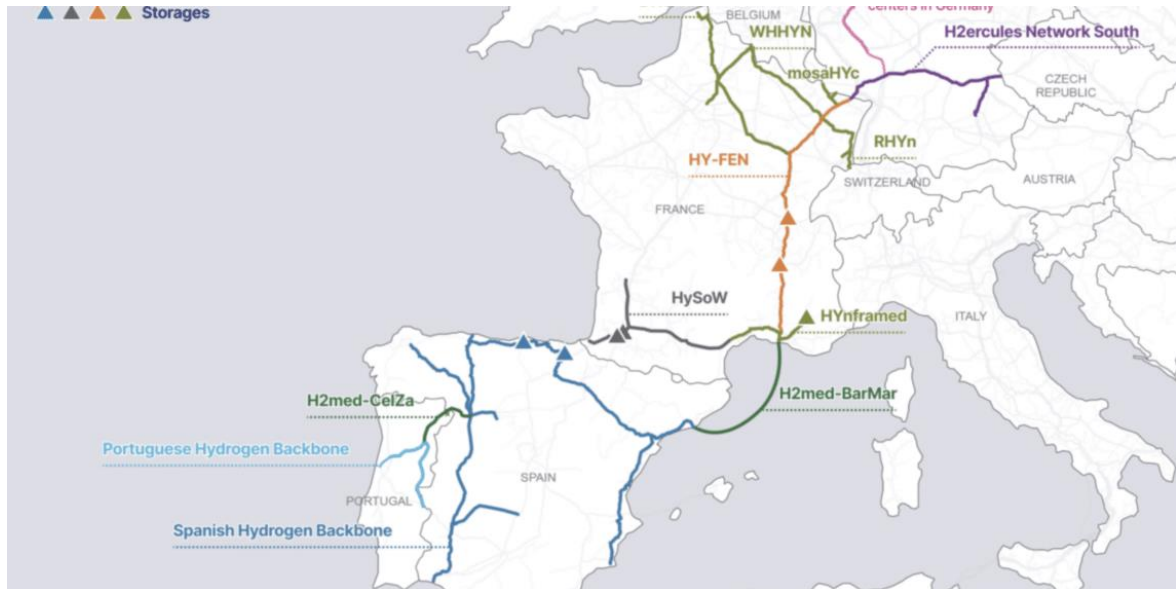


Annexe n°8 : Carte du projet SouthH2 Corridor,
« The SouthH2 Corridor », Site de SouthH2 Corridor, [SouthH2 Corridor – Our connection for a clean future](#), (consulté le 10 mai 2025)



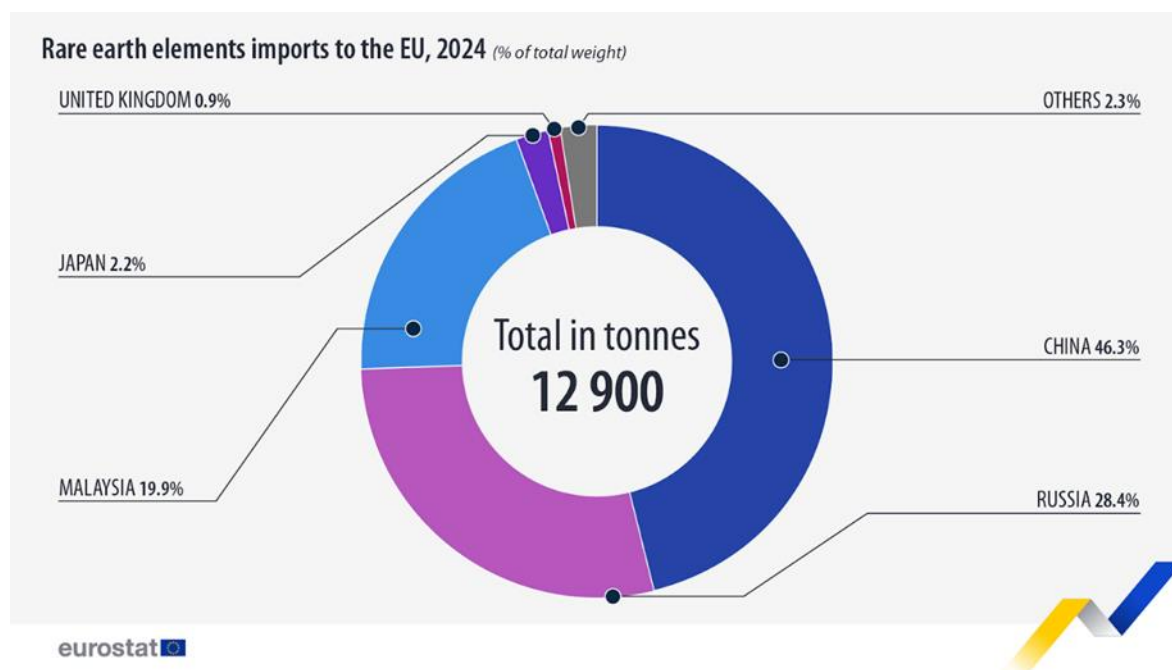
Annexe n°9 : Carte du projet H2MED

Jean-François Eyraud, « Hydrogène : le projet H2med – BarMar (Fos) sélectionné par la Commission européenne », Site Gomet, 4 décembre 2023, [Hydrogène : le projet H2med - BarMar \(Fos\) sélectionné par la Commission européenne - Gomet'](#), (consulté le 10 avril 2025)

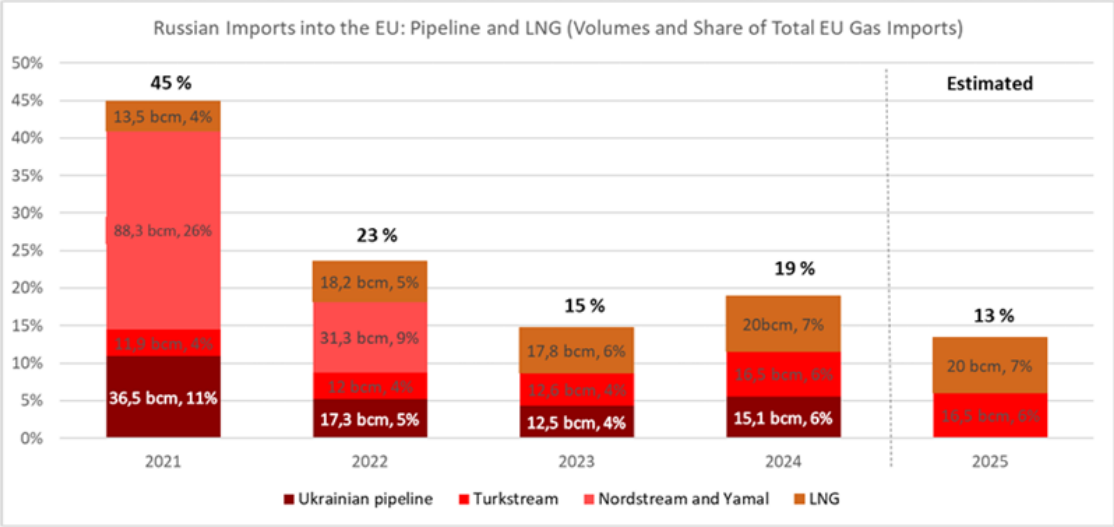


Annexe n°10 : Importations de terres rares en provenance de la Chine

« Les importations de terres rares ont chuté de 30% en 2024 », Site de l'Eurostat, 9 avril 2025, [Les importations de terres rares ont chuté de 30 % en 2024 - Actualités - Eurostat](#), (consulté le 4 mai 2025)



Annexe n°11 : Les importations de gaz russe dans l’UE : gazoduc et GNL (2021 à 2025)
 COMMISSION EUROPÉENNE, Roadmap toward ending Russian energy imports,
 Bruxelles, 6 mai 2025, COM(2025) 440 final,



Annexe n°12 : Liste des entretiens

Enquête n°1- *Policy officer* spécialisé en diplomatie énergétique et climatique, SEAE, 13 mars 2025, en ligne

Enquête n°2 – *Policy officer* spécialisé en diplomatie énergétique et climatique, SEAE, 13 mars 2025, en ligne

Enquête n° 3 - *Policy officer* à la DG ENER – Infrastructure énergétiques et coopération régionale, Commission européenne, 31 janvier 2025, en ligne

Enquête n° 4 – *Policy officer* à la DG ENER -Sécurité énergétique, Commission européenne, 7 mars 2025, en ligne

Enquête n°5 – *Energy attaché*, Représentation permanente du Luxembourg auprès de l’UE, 31 janvier 2025, en ligne

Enquête n°6 - *Policy officer* à la DG ENER – Sécurité de l’approvisionnement en gaz, Commission européenne, 31 janvier 2025, en ligne

Annexe n°13 : Retranscription de l'entretien avec l'enquêté n°1 - *Policy officer* spécialisé en diplomatie énergétique et climatique, SEAE, 13 mars 2025, en ligne

Chercheur : Est-ce que l'Union européenne tente réellement de se détacher de l'énergie russe ?

Enquêté : Déjà, oui, c'est vrai au niveau européen, en tout cas au niveau de la Commission européenne, au niveau de la plupart des États membres. Il y a eu une prise de conscience assez forte des problèmes induits par la dépendance énergétique à la Russie dès l'invasion de l'Ukraine le 24 février 2022. Il y a eu notamment un plan d'action qui s'appelle le REPowerEU qui a été adopté par la Commission européenne et soutenu par les États membres pour justement établir cette stratégie de sortie progressive de la dépendance énergétique à la Russie. Mais il y a quand même une petite nuance, c'est pour ça que je disais la sous-question, est-ce que l'Union européenne veut vraiment sortir des énergies russes ? C'est que la réponse à cette question est aussi variable selon les États membres. Et il y a, je disais, au niveau de la Commission européenne, des institutions européennes, et au niveau de la plupart des États membres, cette volonté-là, mais on a quand même certaines réticences pour différentes raisons dans différents États membres. Si on prend par exemple la Hongrie, la Hongrie n'a pas souhaité sortir des énergies russes, et notamment du gaz. Donc la Hongrie importe encore du gaz en Russie, elle continue à le faire, elle entend continuer à le faire à l'avenir. Donc cette volonté européenne n'est pas partagée par la Russie, par la Hongrie, de manière très explicite. D'autres pays sont un peu plus ambigus. Par exemple, on va parler, si on parle de l'Allemagne ou de l'Autriche, il y a une volonté politique de sortir de l'énergie fournie par la Russie, mais avec des voix discordantes, avec des nuances notamment autour des importations de gaz. Pourquoi ? Parce que de manière très claire, le gaz russe est peu cher, le gaz russe est moins cher que le gaz qu'on peut se procurer ailleurs, donc il y a un effet économique qui est induit par le renchérissement en approvisionnement gazier dû à cette diversification, et ce renchérissement, on va dire, fait grincer des dents, parce que l'industrie allemande doit payer le gaz le plus cher, et donc avec des conséquences économiques négatives. Donc, oui, il y a une volonté de sortir des énergies russes, mais avec, c'est ça le message premier que je voulais vous donner, avec de vraies différences profondes entre les États membres, et dire que cette volonté peut être, à minimum, avec des nuances selon les contextes nationaux. D'autre part, la deuxième sous-question, quand on parle d'énergie, on parle de quoi ? Comment est-ce qu'on sort de la dépense énergétique ? L'énergie, c'est énormément de choses. C'est l'électricité, c'est le gaz, c'est le nucléaire, c'est le charbon, c'est le pétrole, et là encore, la réponse à votre question, elle dépend énormément des types de vecteurs énergétiques ou de sources énergétiques dont on parle, et elle dépend de la configuration dans le cadre. Si on prend l'exemple du pétrole, on importait au niveau européen énormément de pétrole et de produits pétroliers raffinés en provenance de Russie. On décide de ne plus importer de pétrole ou de produits pétroliers depuis la Russie. Je schématise un petit peu, mais en gros, ce n'est pas un énorme souci, parce que le pétrole, c'est un marché mondial, un marché liquide. On ne se fournit plus en Russie, on se fournit plutôt sur le marché mondial, à des prix relativement similaires, puisqu'il y a un prix unique,

plus ou moins, il y a des nuances, mais globalement, c'est un prix unique d'un marché mondial pour le pétrole. C'est beaucoup plus facile de sortir de la dépendance à la Russie et simplement d'acheter du pétrole ailleurs. C'est pareil sur le charbon. Le charbon, c'est un marché mondialisé, c'est un bien qui se stocke bien. Sur le pétrole et le charbon, on a adopté au niveau européen des sanctions, un embargo, en disant c'est interdit d'importer du pétrole et c'est interdit d'importer du charbon dans les provinces de Russie, avec quelques dérogations sur le pétrole, notamment pour la République tchèque et la Slovaquie, qui ont un pipeline qui vient chez eux et qui est connecté directement à des importations qui viennent de Russie. Il n'y a absolument aucune alternative. Il y a eu une période de transition qui a été négociée pour ces pays-là, en disant tant qu'il n'y a pas d'alternative, vous avez le droit encore d'importer du pétrole russe, cependant, c'est juste le temps qu'une infrastructure alternative soit bâtie et ensuite, ça prendra effet pour vous aussi. Sur le pétrole, sur le charbon, quelques petites situations naturelles, mais globalement, pas très compliquées. En revanche, sur le gaz, là, c'est beaucoup plus compliqué. Pourquoi ? Parce qu'on importait à peu près 150 milliards de mètres cubes de gaz en provenance de la Russie et il faut voir comment on l'importe. Et comment il vient le gaz russe ? Il vient par gazoduc. Une série de gazoducs, tout un réseau via l'Ukraine, via la Pologne, via la Biélorussie, via la mer du Nord, via le Sud, etc. Il y a plusieurs corridors d'emprisonnement, mais c'est dû du gazoduc. À partir du moment où on coupe ces gazoducs, on décide qu'on ne veut plus de gaz russe. Les autres gazoducs qui viennent de nos fournisseurs, c'est-à-dire la Norvège, l'Afrique du Nord, l'Égypte, la Libye et l'Algérie, on ne peut pas construire un gazoduc additionnel comme ça en quelques jours. De plus, ils exportent déjà au maximum de leur capacité vers l'Union européenne. Globalement, l'arrêt total de la consommation de gaz russe, c'est un choc énorme. Et quelle est l'alternative ? C'est éventuellement importer du gaz naturel liquéfié. Pour ça, il faut négocier avec d'autres fournisseurs, il faut bâtir une infrastructure ou des unités de regazéification pour accueillir les bateaux métalliers, regazéifier le gaz qui arrive sous forme liquide, l'injecter dans les tuyaux. D'autre part, peut-être que les tuyaux, le réseau de gaz qui vient de ces terminaux métalliers, ne dessert pas les bons endroits de consommation de gaz comme c'était le cas pour les gazoducs qui arrivent de Russie. Désolé, je suis un peu long sur la question. Oui, ça m'aide beaucoup. Comment on sort de la dépendance avec la Russie ? Déjà, est-ce qu'il y a une volonté politique de le faire ou pas ? Oui ou non, ça dépend comme on l'a vu. À quel coût ? Et est-ce que c'est faisable techniquement ? Et là encore, la réponse va réapparaître pour l'énergie nucléaire. On voit que Rosatom, l'industrie nucléaire russe, a eu une main mise sur la fourniture en combustible de certains réacteurs qui sont de technologie russe, qui sont installés dans certains États membres. Est-ce qu'il y a une substituabilité ou pas ? Est-ce qu'on a d'autres alternatives ou pas ? À quel coût ? Tout ça, ce sont des questions un peu complexes qui expliquent la difficulté de la tâche.

Chercheur : Concernant le pétrole, est-ce que c'est vraiment si simple de se détacher du pétrole russe ? J'ai lu que l'Union européenne achète du pétrole à l'Inde, cependant ne vient-il pas indirectement de la Russie ?

Enquêté : Du coup, ça pose question de, est-ce qu'on arrive vraiment à s'en détacher ? Alors, est-ce que c'est simple techniquement ? Oui, parce qu'il suffit d'acheter ailleurs. Il n'y a pas de contrainte technique qui empêche de se passer du pétrole russe. En revanche, effectivement, il y a un phénomène assez problématique et assez difficile à contrecarrer. C'est le détournement des sanctions. Il y a eu des sanctions qui ont été mises en place que je vous écrivais comme un embargo. On peut appeler ça un embargo. Globalement, ce sont des sanctions, des mesures restrictives qui ont été prises par l'Union européenne et aussi dans le cadre du G7 en disant qu'on n'achète plus de pétrole russe. Et puis, il y a un autre mécanisme complémentaire qui a été mis en place au niveau international qui est le plafonnement des prix. Pour ceux qui ne peuvent pas faire de l'embargo, ils achètent du pétrole russe, mais ils n'ont pas le droit d'acheter au-dessus d'un certain prix, ce qui vise à diminuer les rentrées budgétaires et les rentrées en devise de la Russie pour essayer d'assécher le budget et de les empêcher de financer l'effort de guerre. Alors, est-ce que c'est facile à mettre en œuvre concrètement ? Non, c'est compliqué, justement à cause de ce que vous venez de décrire qui est en fait des phénomènes de contournement des sanctions. Avec tout ce qu'on appelle une flotte fantôme de la Russie, il y a aussi des transbordements en mer, il y a un manque de traçabilité générale qui fait qu'aussi bien pour le gaz, pas celui par gazoduc, mais le gaz qui arrive par métallier, donc le GNL, le gaz naturel liquéfié, ou par le pétrole, la traçabilité est complexe. Il peut y avoir dix intermédiaires parce que c'est un bien qui se transfère, qui se stocke, qui change de main peut-être dix fois entre la production et le consommateur final. Et effectivement, il y a un gros souci, une grosse insuffisance dans la traçabilité qui fait que le système est faillible et il peut y avoir une partie de pétrole ou une partie du pétrolier qui arrive dans l'Européenne et qui est issue des champs pétrolifères russes. Ce sont des quantités extrêmement faibles et c'est un contournement des sanctions. Ce n'est pas une politique assumée, c'est plutôt une faille dans le dispositif.

Chercheur : Est-ce que l'Union Européenne essaye de produire plus d'énergie fossile sur son sol pour remplacer l'énergie russe ? Ou préfère-t-elle en acheter à l'extérieur ?

Enquêté : Un peu des deux. C'est-à-dire que c'est la question qui s'est posée à un moment de décider sur le gaz. Quand on parle d'énergie fossile, vous parlez de quoi ? Après, c'est du gaz, du pétrole. Globalement, les énergies fossiles. Oui, parce que sur le pétrole, il n'y a pas de produits payants. Il y a un peu de production dans l'Union Européenne, mais très peu. L'Union Européenne est un importateur net d'une manière assez structurelle. Donc, les ressources sont rares. Il n'a pas été question, à ma connaissance, de faire des forages et d'essayer d'exploiter à nouveau des ressources pétrolières dans l'Union Européenne. La question de la production domestique ne s'est pas posée pour le pétrole. La stratégie, c'était simplement, dans ce marché mondialisé, d'acheter du pétrole et des produits pétroliers payants. Sur le gaz, la source d'énergie est moins disponible aussi dans l'Union Européenne. Donc, il y a eu quand même des volontés d'augmenter un petit peu la production domestique, d'améliorer les rendements, tant que possible, des chambres gazières qu'on trouve dans l'Union Européenne. Donc, oui, la réponse a été ça, mais uniquement en petite partie, c'est-à-dire de manière très structurelle. L'Union Européenne n'est pas un producteur de gaz, un peu, mais c'est une proportion extrêmement faible par rapport au gaz en quantité ou au

volume qui sont nécessaires. Donc, la réponse n'a pas été seulement produire plus de gaz, parce que ça aurait été totalement inefficace comme réponse. Ça a été, premièrement, consommer moins de gaz, efficacité énergétique, réduction de la demande, essayer de fournir des efforts pour réduire la consommation de gaz. Et là, il faut se poser la question de l'usage du gaz naturel. On importe du gaz, on en fait quoi ? Globalement, il est consommé à trois tiers quasi équivalent pour le chauffage dans le secteur résidentiel, le chauffage au gaz, pour l'industrie, qui a besoin de gaz pour les process industriels à très haute température, notamment la chimie, etc., et pour la production d'électricité. Là, on fait tourner, on utilise du gaz, qu'on fait passer dans les turbines pour produire de l'électricité. Donc, la première question, c'était où est-ce qu'on peut économiser de l'électricité ? Pour le chauffage, oui. Il y a eu des campagnes de sensibilisation qui ont été menées dans l'ensemble de l'Union européenne pour inciter à la fois dans les bâtiments publics, mais aussi les particuliers chez eux à éviter le gâchis d'énergie. C'est un peu bête, mais c'est ça. Régler les thermostats un peu plus bas, faire plus attention. Pour l'industrie, pareil, des mesures d'efficacité énergétique. Et puis, pour le gaz qu'on utilise pour la production d'électricité, c'était de produire simplement de l'électricité autrement. Donc, faire moins tourner les centrales gaz, essayer d'augmenter la part plutôt des énergies renouvelables pour assurer un niveau de production d'électricité qui ne soit pas aussi gourmand en gaz naturel. Et avec ces processus, ces campagnes, les changements de process, ces investissements, etc., l'Union européenne a réduit sa consommation en gaz de 18% entre les moyennes observées au cours des années précédentes et maintenant. Donc, ça dure depuis deux ans maintenant, depuis l'invasion de l'Ukraine, près de trois ans. De manière structurelle, l'Union européenne a réduit de 18% sa consommation de gaz. Et ça, c'est un grand succès. Et c'est la première réponse, la réponse la plus évidente et la plus efficace, c'est simplement consommer moins d'énergie fossile. Ça, ça a été déjà un premier élément de réponse. Et le deuxième, vous l'avez mentionné, c'est plutôt la diversification. Donc, aller se fournir en gaz naturel ailleurs. Et le ailleurs, ça a été beaucoup aux États-Unis. C'était aussi au Qatar. Ce sont les deux sources principales qui ont comblé le manque d'approvisionnement en gaz russe. Et puis un petit peu en Afrique de l'Ouest, un petit peu en Australie, etc. Donc voilà, ça a été produire plus nous-mêmes. On ne peut pas. Enfin, on l'a fait un peu, mais c'était très très limité parce qu'on est en Europe, l'Union européenne. On n'est pas assis sur des gisements incroyables. Donc surtout, réduire la consommation et ensuite diversifier le reste de l'approvisionnement, le remplacer par d'autres sources.

Chercheur : D'accord. Est-ce que ces projets-là, le projet de se détacher du gaz russe, c'était déjà en vigueur avant la guerre en Ukraine ? De faire des économies d'énergie pour consommer de moins de gaz russe ?

C'est un peu des deux. À mon sens, il y a eu un énorme coup d'accélérateur avec la guerre en Ukraine. C'est-à-dire que oui, vous avez raison de dire que de manière structurelle, ça fait 20 ans que l'Union européenne s'engage dans un processus de maîtrise de sa consommation d'énergie, de réduction de la demande. Il y a tout un arsenal législatif en place au niveau européen depuis bien longtemps, un directive sur l'efficacité énergétique, un directive sur la performance énergétique des bâtiments, des audits énergétiques chez les industriels pour les

pousser à réduire leur consommation. Il y a une volonté générale pour des raisons climatiques et des raisons aussi de compétitivité, de dire qu'on aimerait avoir une utilisation plus rationnelle des ressources énergétiques, puisque de toute façon, on sait qu'on produit des ressources nous-mêmes et qu'on est importateur au niveau européen. Ça, c'est quelque chose qui était déjà dans le débat public et déjà dans les politiques publiques européennes depuis une vingtaine d'années à peu près. En revanche, là où la guerre en Ukraine a été un choc massif et un tournant, c'est de l'ampleur. C'est que du jour au lendemain, on a dû, dans un temps très très court, réduire massivement la consommation d'énergie et en particulier la consommation de gaz naturel. Donc, avoir un exercice d'une ampleur aussi importante dans un temps aussi court, ça, c'est directement lié à la guerre en Ukraine. Ce n'est pas juste le fruit de cette politique un peu structurelle de se dire, réduisons la consommation d'énergie. Ça a été vraiment un énorme tournant et donc une accélération majeure de la politique de réduction de la consommation.

Chercheur : Et qu'en est-il concernant la production d'énergies renouvelables sur le sol européen ?

Enquête : Oui, pareil. L'installation d'énergie renouvelable, ça ne date pas de la guerre en Ukraine. Ça date pareil d'il y a 20 ans, essentiellement sous l'angle climatique, mais aussi un peu de sécurité d'approvisionnement, de production d'énergie locale, etc. Donc, c'est quelque chose qui date pareil. Comme pour l'efficacité énergétique, ça date de 2007-2008, la première mise en place d'un cadre incitatif au niveau européen pour l'efficacité énergétique et pour les énergies renouvelables. Mais la guerre en Ukraine a marqué, là encore, un moment assez charnière d'accélération du déploiement des renouvelables. On a revu les objectifs à la hausse. Des mesures ont été prises un peu exceptionnelles pour accélérer le déploiement des renouvelables sur la base notamment de simplification administrative, simplification de la délivrance des autorisations, etc. Donc, une politique structurelle des énergies renouvelables ne date pas de 2022. L'Union européenne était déjà un leader en matière de renouvelables avant la guerre en Ukraine. Mais une accélération massive, une augmentation des objectifs et une prise de conscience qu'il faut vraiment intensifier cet effort depuis l'invasion de l'Ukraine le 24 février.

Chercheur : Justement, concernant ces énergies renouvelables, est-ce qu'on ne risque pas de tomber dans une autre dépendance avec la Chine, étant donné qu'on a besoin de beaucoup de leurs matières premières pour développer notre propre énergie ?

Enquête : Alors, je crois que le type de dépendance est différent. On ne peut pas vraiment faire de parallèle direct entre les matières critiques chinoises et la Russie, puisque pour la Russie, le gaz, c'est vraiment une infrastructure intégrée, les gazoducs, on coupe du jour au lendemain, on se retrouve sans rien. On a un impact direct sur une situation de crise et un impact qui se mesure d'un jour à l'autre en termes de répercussions économiques. Pour la Chine, je crois que c'est un petit peu différent, ça reste un marché mondialisé, on parle de matières critiques qui peuvent se stocker, on parle aussi de chaînes de valeurs beaucoup plus complexes. Ce n'est pas juste une molécule de gaz, comme la Russie, on a besoin de gaz, soit du gaz, oui ou non, point barre. Là, il y a une question d'extraction de ces matières, de

leur traitement. Ensuite, une fois qu'elles sont traitées, de leur incorporation dans des produits plus complexes, des produits finis comme les batteries, comme les électrolyseurs, comme les panneaux solaires, etc. On est quand même sur des chaînes de valeurs plus complexes, une certaine stockabilité. Je ne pense pas que le parallèle soit bon entre la Chine et la Russie, mais je suis d'accord pour dire qu'il y a un enjeu en termes d'indépendance et d'autonomie stratégique de l'Union européenne, mais que c'est quelque chose qui n'est pas à prendre à la légère. C'est important, moi je suis assez fan du concept de Made in Europe, de l'autonomie stratégique, d'essayer de faire des investissements pour avoir une base industrielle sur ces technologies clés de la transition énergétique qui soient situées dans l'Union européenne, aussi bien pour la transformation des produits que pour la transformation des matières critiques elles-mêmes. Une certaine diversification dans l'approvisionnement pour essayer de contrecarrer un petit peu la mainmise chinoise via l'achat de matières premières ailleurs. Je trouve que c'est bien d'avoir ça en tête, la diversification, le renforcement du Made in Europe et des chaînes de production européennes sur des technologies stratégiques, mais on n'est pas dans la même situation de hop, je coupe demain. Je trouve que ce n'est pas exactement le parallèle qui peut être fait.

Chercheur : Est-ce qu'avec les États-Unis, on peut peut-être faire le parallèle parce que l'UE a signé des contrats de moyens à long terme avec eux concernant le GNL, est-ce qu'on ne va pas rentrer dans une autre dépendance ?

Enquêté : Tout à fait. Là, en revanche, je suis tout à fait d'accord avec cette analyse et ces perspectives. Je pense qu'on peut faire tout à fait un parallèle, notamment avec l'arrivée de Trump à la présidence. C'est-à-dire un président totalement imprévisible qui peut, du jour au lendemain, soit inonder le marché de gaz liquéfié, soit arrêter totalement les livraisons parce qu'America First, il faut d'abord satisfaire la demande nationale. Il y a plein d'incertitudes, d'un côté totalement irrationnel, imprévisible. Et les États-Unis, qui étaient un fournisseur de gaz totalement mineur, sont devenus le premier producteur mondial de gaz naturel suite à la révolution du gaz de schiste et à l'exploitation des ressources domestiques aux États-Unis. Et donc, maintenant, ils sont devenus exportateurs nets dans des proportions assez importantes. Et nous, aujourd'hui, sur le gaz naturel liquéfié, les importations de GNL, les États-Unis, c'est à peu près 45 %. C'est beaucoup. Ce n'est pas totalement odieux, mais c'est quand même... Pour moi, je suis d'accord, c'est un sujet de préoccupation. Surtout quand on entend Ursula von der Leyen et un peu les prises de parole, on va dire, européennes, qui disent oui, mais en fait, il faut faire un deal commercial avec les États-Unis. Ils ne nous imposent pas de droits de douane sur certains produits européens et en échange, on s'engage à leur acheter encore plus de GNL. Je trouve que cette stratégie n'est pas la bonne. Je trouve qu'elle est assez critiquable. Premièrement, parce qu'elle est naïve. Je ne pense pas du tout qu'on puisse être certain que Trump décide de ne pas imposer des droits de douane parce qu'on achète plus de GNL. Cette approche transactionnelle, je n'y crois pas vraiment. Je pense que c'est un peu courttermiste et c'est assez naïf de croire que ça va juste fonctionner comme ça. Si Trump décide de faire une guerre commerciale, il vient d'imposer des tarifs ce week-end au Canada et au Mexique. On est à l'abri de rien en termes d'irrationalité de la prise de décision américaine. S'engager à faire monter de 45 % à peut-être 60-70 % la part

de GNL américain dans les importations de GNL, je trouve que c'est une dépendance structurelle qui peut nous rendre vulnérables à des prises de décision sur lesquelles on n'a pas de prise. Je suis en effet assez sceptique sur cette perspective.

Chercheur : Est-ce qu'il y a des projets en cours concernant des infrastructures gazières construites en commun avec des partenaires énergétiques ?

Sur le GNL, pas vraiment. Je crois que c'est surtout l'infrastructure européenne qui a été développée avec ses terminaux flottants et les terminaux pour accueillir plus de GNL. Après, sur les sites de production, qu'ils soient au Qatar, aux États-Unis, en Afrique de l'Ouest, ce n'est pas vraiment de l'investissement européen. Il peut y avoir des entreprises européennes qui sont actives dans ces infrastructures. C'est le cas parfois, pourquoi pas, mais ce n'est pas une politique européenne de soutien à l'investissement. C'est plutôt chacun dans ces pays-là se dire « Ah tiens, peut-être que je vais construire des terminaux d'exportation de GNL parce que je vois que c'est un marché qui se développe pour l'Europe, mais aussi pour l'Asie. La Chine, le Japon, la Corée sont des importateurs importants de GNL. » Alors je vais plutôt investir là-dedans pour exporter plus de gaz. » Mais ce n'est pas vraiment le fruit d'un partenariat avec l'UE.

Chercheur : Concernant l'hydrogène, est-ce qu'il y a des projets avec d'autres partenaires énergétiques ?

Enquêté : Alors je parlais du Gaz naturel, mais il y a un autre sujet qui est celui de l'hydrogène. Et là, sur l'hydrogène, pourquoi c'est intéressant pour l'UE, c'est de dire qu'une partie des usages du gaz peut être remplacée par l'hydrogène. Ce n'est pas la même molécule. Le gaz, c'est du méthane, c'est H_4 , du gaz naturel. L'hydrogène, H_2 , ce n'est pas exactement la même molécule, donc elle ne peut pas remplacer tout à fait le gaz. Il y a certains usages pour lesquels on ne sait pas faire autrement. En revanche, lorsqu'il est de produire de la chaleur, qu'est-ce qu'on fait dans le gaz, dans l'industrie, dans les réseaux de chaleur, etc., ou les chaudières individuelles ? En gros, on brûle le gaz pour dégager de la chaleur. Et une partie de cet usage-là, lorsqu'on brûle le gaz pour dégager de la chaleur, on peut à la place le remplacer par de l'hydrogène, brûler de l'hydrogène et dégager de la chaleur, qui ensuite satisfait les mêmes besoins au final. Dans cette perspective-là, effectivement, il y a des partenariats qui sont noués entre l'UE et des pays d'Afrique du Nord pour des importations d'hydrogène. Pourquoi ? Parce que là encore, on ne va pas forcément produire énormément d'hydrogène nous-mêmes dans l'UE, parce que c'est un processus très gourmand en électricité. Ce sont des électrolyseurs. Il faut brancher l'électrolyseur sur le réseau électrique. Il faut une quantité énorme d'électricité pour faire l'électrolyse de l'eau et produire de l'hydrogène. On est dans un facteur 1 à 4. C'est très, très, très, très inefficace. Donc en gros, on se dit, nous, on n'a pas forcément le potentiel de cacher cette électricité, on n'a pas d'électricité tellement abondante et tellement en volume excessif qu'on ne sait tellement pas quoi en faire qu'on va faire de l'hydrogène avec. On est plutôt sur un approvisionnement électrique, je ne vais pas dire tendu, mais en tout cas sans beaucoup de marge. Du coup, il y a certains pays de l'UE qui se disent, on va faire des partenariats avec des pays qui ont des capacités importantes de production d'électricité renouvelable, notamment l'Afrique du

Nord, pour que ces pays-là installent, en gros, énormément de panneaux solaires dans le désert. Je caricature un tout petit peu, mais c'est ça le schéma. Avec ces panneaux solaires, ils vont produire de l'hydrogène renouvelable et on va pouvoir importer de l'hydrogène depuis ces pays-là. Donc ça, c'est des discussions qui sont avec les pays d'Afrique du Nord, notamment avec l'Égypte, beaucoup avec la Tunisie, un peu avec le Maroc, puis avec des pays aussi plus lointains comme la Namibie, comme l'Argentine, le Chili. Là, l'hydrogène pourrait venir par bateau aussi depuis ces pays-là. Alors, je trouve ça intéressant, dans une certaine mesure, pour remplacer une partie du gaz naturel, puisque climatiquement, c'est vertueux. On graisse une énergie fossile par une énergie renouvelable, donc très bien. Après, il y a même deux éléments qui me paraissent un petit peu problématique dans cette approche-là. Premièrement, c'est l'inefficacité totale du processus. C'est-à-dire qu'on gâche quand même des ressources pour produire de l'hydrogène, alors que certains usages, on ferait mieux de les électrifier directement. Par exemple, on pourrait mettre une chaudière électrique. Là, on se dit, il y a une chaudière gaz, donc il faut remplacer le gaz par autre chose. Mais c'est très inefficace de dépenser toute cette électricité renouvelable pour produire de l'hydrogène. C'est très, très, très inefficace ces trucs. Hyper gourmand en énergie pour ensuite simplement le brûler pour avoir de la chaleur. Est-ce qu'on ne ferait pas mieux ? On n'aurait pas des meilleurs rendements basculant directement sur l'électricité. Moi, je pense qu'il faut privilégier là où c'est possible. Ce n'est pas le cas partout. Mais là où c'est possible, l'électrification directe. Hop, on crée des renouvelables. Et avec les énergies renouvelables, plus de production d'électricité qu'on utilise directement pour la chaleur, pour les véhicules électriques. Donc là, on remplace du pétrole et on remplace du gaz. Donc premièrement, pour ces questions d'efficacité et d'optimisation de la ressource, je trouve qu'il ne faut pas surestimer la vocation de l'hydrogène. Deuxièmement, ça me pose quand même aussi un gros souci de gouvernance dans ces pays-là puisqu'il y a quand même un petit relan de néocolonialisme où comme à l'époque, on allait occuper l'Afrique du Nord pour creuser dans le sable et récupérer le pétrole, maintenant, on va aller discuter avec des régimes autoritaires pour qu'ils installent ces énergies renouvelables et qui produisent cet hydrogène vert qui va ensuite aller dans l'Union Européenne pour notre consommation. Et pendant ce temps-là, l'argent va rester entre les mains d'une petite oligarchie. La population locale ne va jamais bénéficier de ces rentrées de devise. Et puis, les besoins d'électricité de ces pays-là vont continuer à être remplis par des centrales charbon. En gros, le Maroc va dire qu'on continue les centrales charbon en toute discrétion pour notre propre consommation d'électricité sale et polluante et puis on va créer cette ressource pour le marché premium d'exporter à destination de l'Union Européenne. Et on perpétue quand même un petit peu le système de la rente des hydrocarbures qui a causé énormément de méfaits dans de nombreux pays partenaires commerciaux de l'Union Européenne.

Chercheur : D'accord, donc si je comprends bien, l'Union européenne ne prévoit pas pour l'instant de produire de l'hydrogène sur notre sol, mais de rester en partenariat avec l'Afrique du Nord pour l'instant, c'est ce qui est prévu ? Est-ce que cela nécessite de nouvelles infrastructures ?

Enquêté : Alors c'est l'idée d'avoir aussi une volonté de production sur le territoire national européen, mais simplement que ça ne pourra jamais vraiment satisfaire les besoins tels qu'ils sont évalués. Et donc ce sera une petite partie qui est produite au Niveau Européen et une partie importante qui est importée, comme vous le dites, avec ses partenariats. Mais le gaz, on va continuer à en avoir besoin pendant un certain temps. On ne peut pas vraiment reconverter directement une infrastructure vers une autre. Donc, se posent plutôt les questions de la construction d'une nouvelle infrastructure, l'interconnexion entre l'Afrique du Nord et l'Union européenne. Ce sont des discussions qui sont faites entre l'Europe et l'Afrique du Nord, avec potentiellement un cofinancement, y compris un financement soit du budget européen ou des États membres de l'Union européenne, pour construire cette nouvelle infrastructure-là. Possiblement aussi, même dans l'infrastructure de production, donc avec ces panneaux solaires et les électrolyseurs, peut-être qu'il va y avoir aussi des financements européens qui vont là-dedans. Et tout ça est encore en discussion. Donc, aujourd'hui, ce n'est pas différent. Mais c'est effectivement une discussion qui a lieu pour savoir ce qu'on doit payer, est-ce que l'infrastructure doit être payée moitié-moitié par les exportateurs et par nous, quel est le business model derrière, etc. Ce sont des discussions qu'on a en ce moment, mais ces infrastructures n'ont pas encore été créées.

Chercheur : et donc concernant l'hydrogène, est-ce que ces projets datent de long terme ? Est-ce que ces discussions étaient déjà amorcées avant la guerre en Ukraine ?

Enquêté : Ça a été accéléré. Pareil, c'était déjà des discussions qui étaient en cours. Mais ça a été accéléré avec la guerre en Ukraine. La différence, c'est que ce sont des projets de plus ou moins long terme. Ce n'est pas quelque chose qu'on peut faire du jour au lendemain. Donc, cette accélération, en fait, elle ne porte pas ses fruits là, à court terme. Personne aujourd'hui ou très peu, on importe très peu d'hydrogène, on produit très peu d'hydrogène, il y a une demande qui est très faible. Donc, c'est plutôt une question pour 2030, 2035, donc un horizon plus lointain. Tandis que les autres éléments dont on parlait, efficacité énergétique, réduction de la demande, énergie renouvelable, là, ça a été immédiat. Et ça porte, c'est des décisions qui portent leurs fruits vraiment très rapidement. Un projet d'énergie renouvelable dans l'Union européenne, entre le moment où on décide de le lancer et le moment où il commence à produire de l'électricité, c'est des années. Ça peut être le tour du solaire, ça peut être deux ans, c'est très court. Sur de l'éolien, ça peut être 4-5 ans, donc c'est un horizon plus rapide, qui se matérialise beaucoup plus rapidement.

Chercheur : D'accord, peut-être qu'on pourrait aborder la solidarité entre États membres puisque comme nous l'avons vu, il y a eu des problèmes avec la Slovaquie et la Hongrie quand le gazoduc qui passait par l'Ukraine a été coupé récemment. Du coup, comment est-ce que vous évaluez la solidarité entre États membres depuis la guerre en Ukraine concernant l'énergie ?

Enquêté : Je pense qu'il n'y a pas vraiment de problème de solidarité. Il y a un problème d'accession au pouvoir, de leaders populistes, d'extrême droite, anti-européens, et c'est ça en fait le problème, c'est un problème démocratique, plus qu'un problème de solidarité. Je crois que le marché intérieur européen fonctionne très bien. Il y a des importations et des

exportations des flux énergétiques sans entrave entre les États membres. Personne n'empêche d'importer ou d'exporter du gaz ou d'électricité. Alors bien sûr, parfois c'est limité par l'infrastructure, donc il faut construire encore plus d'interconnecteurs, d'interconnexions électriques entre les différents pays. Il y a quand même des phénomènes de congestion, il y a des goulets d'étranglement. Tout ne va pas sans friction, mais il y a des flux assez libres entre les différents États membres. Je ne crois pas que la question de la Hongrie, de la Slovaquie, peut-être demain de la Roumanie ou d'autres, soit un manque de solidarité. C'est une émergence de populisme eurosceptique. Pour moi, c'est ça le problème. Après, tout est instrumentalisé politiquement par ces leaders-là, notamment Fico et Orban, etc., en disant que les Russes sont nos amis, qu'il faut continuer à avoir des discussions avec eux, des partenariats commerciaux avec eux. Le régime de sanctions cause plus de torts pour nous-mêmes qu'elle en fait à la Russie. C'est comme si on s'imposait des sanctions aux conséquences disproportionnées et néfastes pour nous-mêmes. Il faut plutôt parler avec les Américains qui sont nos alliés éternels. Ça, c'est du narratif politique. C'est du narratif politique du populisme d'extrême-droite. C'est ça le problème aujourd'hui de l'Union européenne. Ce n'est pas le manque de solidarité entre pays européens.

Chercheur : Est-ce qu'il y a des projets d'interconnexions développés entre les États membres pour transférer de l'énergie ? Étant donné que des gazoducs ont été coupés depuis la guerre en Ukraine, comment le transfert d'énergie entre États membres a-t-il été organisé ?

Enquêteur : Oui, c'est ça. Il y a eu de l'infrastructure, notamment gazière, qui a été créée pour pallier la défection des approvisionnements depuis la Russie. Il y a eu certaines infrastructures d'interconnexion électrique pour améliorer les échanges d'électricité, puis faire baisser les prix grâce à une meilleure interconnexion. Le problème, notamment pour l'électricité, c'est que ce sont des projets très longs, très complexes à mettre en œuvre, qui mettent des années et des années. C'est extrêmement long. Si on prend l'interconnexion sur le golfe de Gascogne, entre la France et l'Espagne, ça fait déjà des années et des années que ça traîne. Les études d'impact, les études de faisabilité, ensuite les travaux, c'est très compliqué. Il y a beaucoup de projets. Un lien celtique entre l'Irlande et la France, par exemple. Un lien à câbles entre la Norvège et la Belgique. Il y a beaucoup de choses. Mais sur l'électricité, c'est des projets complexes. Soit c'est extrêmement cher parce qu'on enterre les câbles, soit on n'enterre pas les câbles. Et là, il y a des problèmes d'acceptabilité publique, des problèmes d'impact environnemental. C'est difficile. Les gazoducs, c'est aller un peu plus vite, c'est un peu plus simple de construire les gazoducs. Et ça, effectivement, il y a eu une nouvelle infrastructure qui a été bien boostée, notamment en Europe centrale, pour faire face à l'interruption des réseaux de gazoducs.

Chercheur : D'accord. Donc la guerre en Ukraine, ça a entraîné aussi la création de plusieurs nouvelles infrastructures. On voit un changement au niveau des infrastructures, on voit un réel changement, selon vous ?

Enquêteur : Absolument. Oui, ça, c'est assez clair.

Chercheur : Pourriez-vous me parler du nucléaire ? J'ai un peu de mal à comprendre, pourquoi n'y a-t-il pas de sanctions dessus ? Qu'est-ce qui est prévu par rapport au nucléaire ?

Enquêteur : Oui, et là encore, c'est une question qui est très politique. Le nucléaire fait partie des dépendances qu'on a avec la Russie, mais ça a été abordé uniquement sous l'angle de la diversification en commun. Ici, en fait, il y a cinq, je crois, cinq États membres qui ont des réacteurs nucléaires qui datent de partenariats qu'ils ont eus avec Rosatom et qui sont donc de conception russe. Le problème, c'est que c'était un package. Donc la Russie, non seulement installe la centrale, mais fournit en combustible ces réacteurs nucléaires. Du coup, à partir du moment où vous dites qu'on ne veut plus importer de combustible nucléaire depuis la Russie, sauf que ces réacteurs fonctionnent à la base, sont faits pour fonctionner uniquement avec tel type de combustible, c'est un peu comme à l'époque où il y avait les imprimantes avec les cartouches. Si vous voulez changer de contrat, c'est compliqué parce qu'il n'y a pas de cartouche universelle. Il faut à chaque fois racheter la cartouche qui va bien avec l'imprimante en question. Et du coup, sous cet angle-là, il y a un effort qui a été fait pour diversifier, pour remplacer le combustible russe et donc pour que les fournisseurs de combustible type Westinghouse, donc les Américains, mais aussi EDF, les Français, essayent de faire du combustible qui est comme le combustible russe et qui pourrait aller dans ces centrales. Alors ça, ça a mis du temps, mais ça commence à être fait. Effectivement, notamment dans une centrale en République tchèque, ça a déjà été fait, en Finlande, où il y a des contrats d'approvisionnement sur le combustible nucléaire ont pu être résiliés avec Rosatom, puisque ces centrales-là peuvent être alimentées par du combustible qui n'est pas russe. Mais après, je trouve qu'au-delà de ça, il y a beaucoup d'autres dépendances au niveau du cycle du combustible, du retraitement des déchets, etc., qui n'ont pas du tout été abordées, qui sont un peu mises sous le tapis. Et ça, c'est aussi le lobbying de la filière nucléaire et des États ultra-nucléarisés, comme la France, qui refusent d'avoir ces discussions, qui ne veulent pas braquer les projecteurs là-dessus et qui veulent vraiment préserver leur industrie nucléaire. Donc c'est assez politique. La prochaine initiative politique attendue, maintenant il y a la nouvelle Commission européenne qui est entrée en fonction, le nouveau commissaire, etc. Et donc là, on attend, c'est pour le 26 mars, il y a une nouvelle initiative politique qui va arriver sur la table, de la part de Van der Leyen et de son équipe, pour mettre fin à la dépendance énergétique avec la Russie, y compris sur le nucléaire. Donc là, je pense que ce sera intéressant de voir comment la Commission européenne va traiter cette question du nucléaire, comment ce sera abordé par les États membres, mais en tout cas, selon moi, c'est quelque chose qui aurait dû être traité et n'a pas été pour faire plaisir aux États nucléarisés, dont la France, qui ont beaucoup de contrats avec des acteurs russes.

TABLE DES MATIERES

ABSTRACT	3
REMERCIEMENTS	4
SOMMAIRE	5
LISTE DES ACRONYMES	6
INTRODUCTION	7
Entrée en matière	7
Termes et cadrage	9
Les bornes temporelles du sujet.....	9
Définition des termes	10
État de l’art et valeur ajoutée	12
Problématisation et hypothèses	15
Méthodologie	16
Annonce de plan.....	19
1 Chapitre théorique : Pouvoir, énergie, économie et technique dans les relations russo-européennes	20
1.1 Un cadre réaliste et néoréaliste.....	20
1.1.1 L’énergie : une ressource stratégique dans les relations internationales.....	20
1.1.2 L’analyse en trois niveaux de Kenneth Waltz.....	21
1.1.3 “L’équilibre des menaces” d’après Stephen Walt.....	24
1.1.4 Le réalisme défensif et le réalisme offensif	25
1.1.5 Une approche plus réaliste : l’UE en tant qu’“acteur géopolitique” dans les relations internationales	26
1.2 Le pouvoir “technopolitique” dans les relations énergétiques	29
1.2.1 “Organiser le sabotage” selon Timothy Mitchell	29
1.2.2 L’énergie et les infrastructures énergétiques comme des vecteurs de pouvoir au sens Foucauldien	32
1.3 L’économie au service du pouvoir : le cas ambigu des sanctions économiques	34
1.3.1 “L’arme économique”.....	35
1.3.2 Le paradoxe de la coercition économique	36
1.3.3 Les sanctions économiques comme vecteur de pouvoir symbolique.....	37
2 Chapitre : Les relations énergétiques russo-européennes jusqu’à la guerre en Ukraine	39
2.1 Une relation énergétique fondée sur l’interdépendance	40
2.1.1 Une interdépendance symétrique qui s’inscrit dans un dilemme de sécurité	40
2.1.2 Des dépendances variables selon les États membres concernés.	43

2.2	L'Europe à court d'énergie : les crises russo-ukrainiennes.....	45
2.2.1	L'année 2006 : le début des guerres du gaz russo-ukrainiennes	45
2.2.2	La relance de l'Europe de l'énergie.....	47
2.2.3	L'année 2009 : l'Europe impuissante face à l'instrumentalisation russe du gaz.....	48
2.2.4	L'UE investit dans la technique pour s'autonomiser	50
2.2.5	La crise russo-ukrainienne de 2014 : les premières condamnations européennes	51
2.2.6	La naissance de l'Union de l'énergie.....	53
2.3	Le marché au service des objectifs géopolitiques de l'UE	55
2.4	La géopolitique des gazoducs.....	57
2.4.1	Nord Stream, la voie russo-allemande à l'Ouest.....	57
2.4.2	South Stream : la voie russe à l'Est	59
2.4.3	Le corridor sud, la diversification européenne.....	61
2.4.4	Les terminaux gaziers de l'indépendance.....	63
2.5	La mise en place de la crise énergétique à l'approche de la guerre en Ukraine	64
2.6	Conclusion du chapitre	65
3	Chapitre : La réorganisation du système énergétique européen depuis la guerre en Ukraine ..	67
3.1	Les premières réactions européennes.....	67
3.1.1	L'établissement d'une stratégie qui consiste à sortir de l'énergie russe	68
3.1.2	Une stratégie énergétique extérieure renforcée.....	70
3.2	La diversification des partenaires énergétiques gaziers.....	71
3.2.1	L'organisation des achats européens gaziers	72
3.2.2	Les différentes options de diversification par gazoducs	72
3.2.2.1	La route du sud-est	73
3.2.2.2	La route méditerranéenne	74
3.2.2.3	La route du Nord.....	75
3.2.3	Les différentes options de diversification concernant le GNL.....	76
3.2.3.1	Les principaux partenaires énergétiques	78
3.2.3.2	Les États-Unis, le risque d'une nouvelle dépendance	79
3.3	Des sanctions énergétiques renforcées.....	80
3.4	La décarbonation.....	83
3.4.1	Le développement d'énergies renouvelables sur le sol européen	83
3.4.2	L'hydrogène, une solution à long terme.....	84
3.4.3	Les matières premières critiques nécessaires à la transition énergétique : un risque de dépendance à la Chine	86
3.5	Les interconnexions entre États membres.....	87
3.5.1	Le développement des infrastructures d'interconnexions	87
3.5.2	Les mécanismes de solidarité énergétique	88

3.6	La réduction de la demande.....	90
3.7	La feuille de route de mai 2025 : les améliorations à venir.	91
3.7.1	Une volonté d’éradiquer complètement les hydrocarbures russes	91
3.7.2	Le grand oublié de REPowerEU : le nucléaire	92
3.8	Conclusion du chapitre	94
Conclusion		97